

Université A.MIRA-BEJAIA



جامعة بجاية
Tasdawit n Bgayet
Université de Béjaïa

Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion
Département des sciences économiques

Mémoire

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCE ECONOMIQUE

Option : Economie Quantitative

Thème

**ETUDE EMPIRIQUE DE LA RELATION
INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER (IDE) ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE**

Dirigé par :

M^{Me}. BOUAKLINE Siham

Dr. MOUSLI Abdenadir

présenté par :

M^{elle}. TOUAZI ELDJIDA

M^r. LABTANIGHILAS

Devant le Jury composé de :

Examineur 01 : MEHIDI

Examineur 02 : KEBIECHE

Année Universitaire : 2019 - 2020

Remerciements

Tout d'abord nous tenons à remercier dieu, le tout puissant qui nous a donné le courage et la patience pour réaliser ce modeste travail.

Nous tenons à exprimer nos vifs remerciements à notre encadreur Dr. MOUSLI Abdenadir et notre Co-encadreuse M^{me} BOUAKLINE Siham qui nous ont orientés tout au long de ce travail avec une grande patience et compréhension.

Nous remercions également les membres du jury, qui ont accepté d'évaluer ce travail.

Nous tenons aussi à remercier tous ceux qui ont contribué à ce modeste travail.

Nous avons également une reconnaissance à tous nos anciens éducateurs et enseignants.

Et que toute personne ayant participé de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire, trouvent ici nos remerciements les plus sincères.

Eldjida.T et Ghilas.L

Dédicaces

*Je dédie ce modeste travail : Avant
tout, à la mémoire de mon père.*

*A ma mère pour son soutien indéfectible et ses
encouragements.*

A mon cher frère et ma chère sœur.

A mes amies et à tout le reste de la famille.

A tous mes enseignants ; depuis le primaire.

Et à toute personne, sur qui j'ai pu compter un jour.

Ghílas.L

Je dédie ce modeste travail :

*A l'homme de ma vie, mon exemple éternel, mon soutien
moral et source de joie et de bonheur, celui qui s'est toujours
sacrifié pour me voir réussir, que dieu te garde dans son
vaste paradis, à toi mon père.*

*A la lumière de mes jours, la source de mes efforts, la
flamme de mon cœur, ma vie et mon bonheur ; maman que
j'adore.*

A mes chers frères et mes chères sœurs.

A mes amies et à tout le reste de la famille.

A tous mes enseignants ; depuis le primaire.

Et à toute personne, sur qui j'ai pu compter un jour.

Eláñida.T

• Sommaire

Liste des abréviations

Introduction générale..... 1

CHAPITRE 01 : revue de littérature sur la relation IDE et croissance économique.

Section 01 : les IDE, éléments théoriques et actualité du phénomène 4

Section 02 : généralités sur la croissance économique 19

Section 03 : le lien entre les investissements directs étrangers et la croissance économique23

CHAPITRE 02 : les investissements directs étrangers en Algérie.

Section 01 : Attractivité du site Algérie : atouts et contraintes 33

Section 02 : Les initiatives favorables à l'attractivité aux IDE en Algérie... 44

Section 03 : Les IDE en Algérie en chiffres 55

CHAPITRE 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

Section 01 : présentation et analyse graphique des séries de données.....60

Section 2 : Étude de la stationnarité des séries de données 64

Section03 : Estimation du modèle vectoriel à correction d'erreur 70

Conclusion générale 79

Bibliographie.....81

Annexe 84

Liste des tableaux

Liste des graphs

Table des matières

• **Liste des abréviations.**

ANDI : Agence Nationale du Développement de l'Investissement.

ADF : Dickey- Fuller augmenté.

APSI : Agence de Promotion et de Soutien des Investissements.

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement.

CEE : Communauté Economique Européenne.

CNI : Conseil National de l'Investissement.

CNRC : Centre National des Registres de Commerce.

CAGEX : Compagnie d'Assurance et de Garantie des Exportations.

DF : Dickey- Fuller.

DS: Differency Stationary.

EXP : Exportations.

EPE : Entreprises Publiques Economique.

FMI : Fond Monétaire International.

FA : Fusion Acquisition.

FMN : Firmes Multinationales.

FAI : Fond d'Appui à l'Investissement.

FBCF : Formation Brute de Capital Fixe.

GATT : General Agreement on Tariffs and Trade.

GUD : Guichet Unique Décentralisé.

IDE : Investissement Direct Etranger.

IPC : Indice des Prix à la Consommation.

INV : Investissements Domestiques.

INF : Taux d'Inflation.

MENA : Middle East and North Africa.

OMC : Organisme Mondiale du Commerce.

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique.

ONG : Organisation Non Gouvernementale.

PIB : Produit Intérieure Brut.

PED : Pays En Développement.

PNB : **P**roduit **N**ational **B**rut.

PAS : **P**rogramme d'**A**justement **S**tructurel.

PSRE : **P**rogramme de **S**outien à la **R**elance **E**conomique.

SH : **S**ystème **H**armonisé.

TVA : **T**axe sur la **V**aleur **A**justée.

TCH : **T**aux de **C**hange.

TS: **T**rend **S**tationary.

URSS : **U**nion des **R**épubliques **S**ocialistes **S**oviétiques.

UE : **U**nion **E**uropéen.

USD : **D**ollars **A**méricains.

VECM : **M**odèle **V**ectoriel à **C**orrection d'**E**rreur.

Introduction générale

Le phénomène de l'investissement direct étranger (IDE) se trouve sans nul doute aujourd'hui au centre de la problématique de développement économique. Il prend une importance toujours grandissante dans la politique économique dans la majorité des pays. Hier, simple vecteur d'un mouvement de facteurs considéré comme substitut à celui des produits, le voici aujourd'hui devenu un élément catalyseur de développement et structure en profondeur l'espace économique mondial.

D'autre part, certains économistes «nationalistes» de l'école de la dépendance sont allés même à qualifier l'IDE comme un facteur nocif au développement économique. En exposant des approches du type centre-périphérie qui prônait pour un développement autocentré basé sur des politiques d'import substitutions et un rôle prépondérant de l'Etat, des économistes tels que Myrdal (1957), Hitchman (1958)¹, Samir Amin et autres, ont contribué à la création d'une attitude plutôt hostile à l'égard de l'IDE.

Aujourd'hui, la donne a changé, puisque la plupart des pays se sont orientés vers l'attraction et la promotion de l'investissement international. Il y a même presque un consensus concernant les effets bénéfiques de l'IDE sur les économies d'accueil. En effet, plusieurs organismes internationaux, des politiciens, et une large majorité des économistes présentent l'IDE comme une sorte de remède miracle pour les «problèmes chroniques» des PVD. Son effet positif sur la croissance économique, est presque devenu conventionnel, comme en témoignent les efforts déployés par plusieurs pays pour attirer autant que possible d'IDE et la concurrence que se sont livrées ces mêmes pays pour accaparer d'importants flux d'investissement international. Rien de surprenant donc, à ce qu'à l'heure actuelle, pratiquement tous les pays s'efforcent d'attirer des investissements directs étrangers.

C'est ainsi que l'économie mondiale s'est complètement modifiée ces dernières années. Elle évolue dans un environnement de plus en plus enchevêtré où le libre-échange, la libre circulation des capitaux et des biens deviennent des maîtres mots et où les IDE sont de plus en plus qualifiés comme une nouvelle voie de financement de la croissance économique².

L'Algérie comme tous les autres pays en voie de développement à adapter vers les années 1980, d'importantes réformes structurelles afin d'attirer les investissements directs

¹ Marouane ALAYA (2006), «investissement direct étranger et croissance économique». Les cahiers de L'IRD, Paris, AUF.

² ZIMMERMAN. T (2008), «les investissements directs : évolution actuelle en théorie, pratique et politique», revue de politique économique.

Étrangers qui s'avèrent indispensables pour développer les secteurs stratégiques de réduction de la pauvreté.

Dans notre travail nous tenterons de répondre à cette question qui est soulevées par plusieurs spécialistes et qui constitue notre problématique : *«quel est l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie»*.

D'autres questions secondaires viennent renforcer et soutenir cette question principale et qui sont :

- Les IDE ont-ils un impact positif sur les performances économiques du pays d'accueil ?
- Quel sont les facteurs d'attractivité du site Algérie ?
- Quelle sera l'impact réel de la politique économique que l'Algérie adopte pour attirer des IDE sur la croissance économique ?

Telles sont les interrogations auxquelles nous tenterons d'apporter des solutions dans ce travail.

1. Objectifs.

L'objectif général de ce travail est d'analyser l'impact des Investissements Directs Etrangers (IDE) sur la croissance économique en Algérie, de déterminer les mesures de la politique économique susceptibles d'attirer ces investissements et stratégies permettant au pays d'en tirer les meilleurs profits, en observant les tendances des IDE. Une telle étude nous semble nécessaire du fait qu'elle complétera les recherches expliquant la relation IDE et croissance économique en Algérie dans un cadre méthodologique bien défini.

La littérature existante s'est souvent focalisée sur l'impact retiré de l'investissement direct étranger sur la croissance économique ; les études récentes en la matière ont utilisé la théorie de la croissance endogène en vue d'explorer les relations entre les IDE et la croissance. Pour atteindre notre objectif, nous avons fixés un objectif spécifique sous tendu par des hypothèses de travail. Il s'agit d'analyser l'impact des IDE sur les variables explicatives. Dont :

- La variable endogène est la croissance économique (PIB).
- Les variables exogènes sont : investissements directs étrangers (IDE), taux de change (TCH) et taux d'inflation (TINF).

Pour bien mener notre mémoire, nous proposons de vérifier les hypothèses suivantes :

- L'IDE exerce une influence positive sur la croissance économique.
- L'IDE exerce une influence négative sur la croissance économique.

2. Méthodologie.

La méthodologie permettra de mieux appréhender la démarche à suivre pour parvenir à une recommandation de politique économique. La première partie de la méthodologie fait appel à la collecte des données pour faire les analyses économétrique. Les données collecté sont de sources différentes et couvrent la période 1970-2018.

Notre travail est basé sur le relevé documentaire pour examiner empiriquement les déterminants de l'IDE en Algérie. Il s'agit des différentes études des IDE en Afrique et les différents rapports des IDE disponibles sur les sites internet, etc.....

En définitive, nous essayerons d'aborder la question principale et de les traiter d'une façon objective dans ce travail qui se présente par un plan, qui se subdivise en 03 chapitres. Le premier chapitre, c'est une présentation générale des IDE et de la croissance économique. Le deuxième chapitre, présentera les IDE ainsi que les atouts, contraintes et initiatives favorables à l'attractivité des IDE. En finale que le dernier chapitre est réservé à la présentation du modèle utilisée et à la description des résultats obtenus dans le cas de l'Algérie. Et pour conclure, nous terminerons ce travail par une conclusion générale.

Introduction.

Les investissements directs étrangers occupent actuellement une importante place en raison des effets bénéfiques qu'ils engendrent au lieu d'implantation puisqu'ils améliorent la performance économique des pays d'accueil, rétablissent leur équilibres financiers et augmentent leur compétitivité international stimulant ainsi la croissance dans ces pays, ses derniers voient souvent leur niveau de développement s'accroître. Tout fois, il convient de faire une distinction entre les IDE et les autres formes d'investissement qui entrent également de façon considérable dans le processus de croissance des pays.

Dans ce premier chapitre, on va aborder en premier lieux les éléments théorique et actualité des IDE. Ensuite, on exposera les différentes théories de la croissance économique. Et enfin, on va s'intéresser à analyser le lien entre les IDE et la croissance économique.

Section 01 : les IDE, éléments théoriques et actualité du phénomène.

1. Définition, caractéristiques et formes de l'IDE.

1.1.La définition des IDE.

Pour le **FMI**, les investissements directs étrangers correspondent aux opérations financières des firmes transnationales destinés à contrôler ou à exercer une influence significative sur la marche et la gestion d'entreprises implantées dans un pays différent de celui de la maison mère¹.

Quant à la commission européenne, elle définit l'IDE comme étant la mise en place ou l'acquisition d'actifs générateurs de revenus dans un pays étranger, et sur lesquels, l'entreprise qui investit à un contrôle².

L'OMC, dans son rapport annuel de 1996, a annoncé qu'il y a IDE lorsqu'un investisseur basé dans un pays acquiert un actif dans un autre pays avec l'intention de le gérer³.

La banque mondiale quant à elle définit L'IDE comme l'acquisition d'un intérêt durable dans la gestion de l'entreprise. L'IDE suppose l'intention de détenir un actif pendant quelques années et la volonté d'exercer une influence sur la gestion de cet actif⁴.

¹ Image économique du monde, 2010, page 37.

² Andrew Harison, Etugrul Dalkiran et Ena Elsay, « *Business internationale et mondialisation* ». De Boeck, 2004, p316.

³ Régis Bénichi, « *Histoire de la mondialisation* », Vueberr, 2006, p170.

L'organisme de référence en matière d'investissement direct étranger, **la CNUCED**, suppose l'existence de deux critères pour qu'il y ait un IDE⁵ :

- Le degré de contrôle exercé sur la gestion de l'entreprise, où les investisseurs internationaux directs expriment généralement leur volonté de gérer les entreprises qu'ils acquièrent.
- Le terme de l'investissement, où, contrairement aux investisseurs de portefeuille, les investisseurs internationaux directs sont d'ordinaire engagés dans des opérations à moyen et à long terme.

Dans la théorie économique, plusieurs définitions sont données à l'IDE, Paul Krugman considère que «les IDE désignent les flux des capitaux dont le but, pour l'entreprise qui investit, et de créer ou d'agrandir une filiale dans un pays étranger »⁶. Dominique Salvatore définit les IDE comme suit : « les IDE sont des investissements réels sous forme d'usines, équipements, terres, stocks qui implique à la fois le capital et la gestion et dans lesquels l'investisseur garde le contrôle sur l'utilisation du capital investit »⁷.

Pour Alain Samuelson, « l'IDE comporte la propriété d'actifs réel ou d'une participation au capital d'une entreprise assurant le contrôle du prêteur⁸.

1.2. Les caractéristiques des IDE :

On distingue entre les investissements directs étrangers horizontaux, qui Semble les plus communs, du moins celle qui prévaut parmi les firmes américaine dont la majeure partie produit des biens identiques à l'étranger ce type d'IDE vise à faciliter l'accès de l'investisseur à un marché étranger solvable. Les investissements directs étrangers verticaux, lorsqu'une entreprise se rapproche de ses fournisseurs ou de ses clients par sa participation dans leur capital. Autrement dit, si elle incorpore diverses étapes du processus de production ou de commercialisation dans plusieurs pays. En rassemblant un ensemble diversifié, de produits et n'ayant d'autres liens entre eux que financier ; ce qui entraîne la réalisation d'une filiale à l'étranger par le biais d'une prise de participation. La politique verticale à réaliser trois objectifs : *limiter la concurrence, limiter le pouvoir du marché acquis par la firme et limiter les effets de barrière à l'entrée.*

⁴ www.worldbank.org

⁵ Rapport sur l'investissement dans le monde, CNUCED, 2002.

⁶ Paul Krugman et Maurice Obstfeld, « *Economie internationale* », de Boeck, 2006, P165.

⁷ Dominique Salvatore, « *Economie internationale* ». De Boeck, 2008, P445.

⁸ Alain Samuelson, « *Economie internationale* », OPU, 1993, P47.

1.3. Les formes et les types des IDE :

Les firmes multinationales voulant investir à l'étranger choisissent, généralement, entre les stratégies suivantes : Greenfields, fusion acquisition ou bien les joint-ventures.

1.3.1. Les Greenfields :

Un investissement Greenfield est la création d'une filiale à l'étranger, avec la mise en place de nouveaux moyens de production, le recrutement de nouveaux employés sur place et l'envoi, par la maison mère, de certains cadres et de techniciens⁹.

Cette stratégie présente les avantages suivants :

- *Le contrôle total de l'opération d'internationalisation*, ce qui va permettre à la firme de maîtriser l'embauche en matière d'âge et de qualification, de s'assurer la mise en place d'outils de production correspondant exactement à ces produits. A ces conditions de fabrication et de distribution. Par ailleurs, les firmes qui exploitent la même technologie et travaillent pour des marchés régionaux, sont assurés de pouvoir respecter leurs normes propres de fabrication¹⁰.
- un IDE Greenfield, permet aussi de choisir librement *la localisation de la filiale* dans le pays ou la zone. Il est aussi possible de sélectionner l'emplacement qui répond le mieux aux besoins de la firme et minimise le coût d'achat des terrains ou des bâtiments. En outre, l'investissement peut être dirigé vers des régions du pays d'accueil qui bénéficient de programmes de développement de la part des pouvoirs publics ou d'incitations offertes par les collectivités locales¹¹.

1.3.2. Les fusions acquisitions :

Une fusion acquisition, FA, recouvre les différents aspects de l'achat d'une entreprise¹².

Cette stratégie offre les avantages ci-après¹³ :

- *Le gain du temps* :

L'investisseur acquiert, sans délai, une capacité de production et de commercialisation, un stock d'équipements et un réseau de distribution fournis clé en main.

⁹ Denis Lacoste et Pierre-André Bigues, « *Stratégie d'internationalisation des entreprises : menaces et opportunités* », De Boeck, 2011, P126.

¹⁰ Christian Milleli et Michel Delapierre, « *les firmes multinationales* », Veubert, 1995, P68.

¹¹ Idem, P68.

¹² Denis Lacoste et Pierre-André Bigues, « *Op.cit.* », P126.

¹³ Christian Milleli et Michel Delapierre, « *Op.cit.* », P69.

– *L'accès à des actifs spécifiques :*

La fusion acquisition (FA) permet à l'acquéreur d'accéder à des actifs spécifiques intangibles comme l'ensemble de compétences sous formes de brevets, de personnels qualifiés ou d'équipements spécialisés, d'une base de clientèle et d'une image de marque ou simplement une bonne connaissances des conditions locales d'activités.

– *La réduction du nombre des concurrents.*

– *La saisie d'opportunités financières :*

Parfois les investisseurs optent pour les fusions acquisitions compte tenu des prix de rachat jugé trop attractifs. Dans ce cadre, le prix payé pour l'acquisition de certaines entreprises peut ne pas refléter complètement leurs valeurs réelles, C'est le cas notamment des entreprises de petit taille qui ont des difficultés financières pour ce développer surtout dans le cas où le passage à une échelle d'activité supérieur implique un saut qualitatif sensible dans la taille de l'outil de production. Dans le même cadre précédent, il arrive que se présentent des occasions de rachat d'entreprises en difficulté qui compte tenu de leurs passifs importants, sont mise en vente à des prix inférieurs par rapport à leurs valeurs réelles.

1.3.3. Les joint-ventures :

Un joint-venture, ou coentreprise, est une société dont le capital est partagé entre deux alliés qui restent indépendants en dehors de cette société¹⁴.

La multinationalisation via les joints ventures recouvre deux modalités :

- *Première modalité :* C'est le cas de « deux groupes de taille équivalente, qui mettent en commun une activité dans un pays étranger, le plus souvent pour atteindre le volume optimal, ce qu'ils n'auraient pu atteindre l'un sans l'autre compte tenu de la taille du marché local »¹⁵.
- *Deuxième modalité :* C'est le cas ou « la filiale commune est constitué entre le groupe multinational qui s'implante et un partenaire local qui, en fait, ouvre le capital de son entreprise à l'investisseur étranger, il n'y a donc plus deux sociétés de taille équivalente qui en créent une troisième juridiquement distincte de chacune d'entre elles, mais une grande firme qui prend une participation dans une plus petite »¹⁶.

¹⁴ Denis Lacoste et Pierre-André Bigues, « *Op. Cit.* », P204.

¹⁵ Christian Milleli et Michel Delapierre, « *Op.cit.* », P72.

¹⁶ Idem, P73.

Cette stratégie permet d'une part à l'investisseur étranger de conserver les compétences et la connaissance du milieu local et d'autre part il peut se donner le temps suffisant d'évaluer la valeur précise de l'entreprise et l'intérêt réel du marché d'implantation avant de prendre une décision définitive de racheter totalement l'entreprise ou de se retirer en revendant ses parts¹⁷.

2. Les théories explicatives des IDE :

2.1. La théorie des imperfections du marché :

Un marché imparfait est « un marché dans lequel il existe un déséquilibre entre les entreprises qui possèdent les ressources adéquates, développées ou acquises, et celles qui en sont dépourvues »¹⁸.

Une entreprise qui veut s'installer à l'étranger et souvent confronter à plusieurs coûts et à plusieurs contraintes qui sont à l'origine d'un désavantage et d'une faiblesse par rapport aux concurrents locaux¹⁹. Parmi ces contraintes on peut citer : les coûts d'opérer à distance qui engendrent des frais de voyage et de communication, la méconnaissance des lois, des coutumes, de la langue, un désavantage foncier.....etc. Pour pouvoir surpasser toutes ces contraintes et rivaliser avec les concurrents locaux, la firme doit avoir des avantages spécifiques ou monopolistiques qui vont constituer un contrepoids de la méconnaissance des conditions de production à l'étranger²⁰.

Cette idée était développée par Hymmer en 1960²¹, qui était « le premier à énoncer le paradoxe suivant : comment une firme qui s'implante à l'étranger et subit de ce fait des coûts de délocalisation de sa production peut rester compétitive face aux entreprises locales, qui au contraire, produisent sur leur propre marché, ont une meilleure connaissance de l'environnement économique local et ont la faveur de leur gouvernement ?

La réponse est qu'une firme s'implante à l'étranger pour exploiter *des avantages spécifiques* qui peuvent être de plusieurs ordres : technologies, ressources en capitaux, économie d'échelle, différenciation des produits, ressources managériales ou tout autre facteur qui procure un avantage à la firme étrangère par rapport à la firme locale sur un marché national donné. Ce sont ces avantages possédés par l'entreprise étrangère sur les firmes

¹⁷ Idem, P73.

¹⁸ Guillaume Shier et Olivier Meir, « *les entreprises multinationales* », Dunod, 2005, P19.

¹⁹ Dominique Rider, « *les gagnants et les perdants dans la mondialisation* », Economica, 2007, P14.

²⁰ Michel Rainelli, « *stratégies des entreprises face à la mondialisation* », Ed management et société, 1990, P49.

²¹ Hymers, S. (1960), « les opérations internationales des entreprises nationales » : une étude de l'investissement étranger direct. The MIT Press, Cambridge.

locales qui leur permettent de les concurrencer sur leurs territoires nationaux, de s'imposer sur leurs marchés et de surmonter les couts d'implantation à l'étranger »²².

2.2. La théorie d'optimisation de cycle de vie de produit :

Cette théorie permet d'expliquer pourquoi une fois produits dans les pays développés, les biens sont finalement fabriqués à moindre couts dans les pays en développement et en suite exportés vers leurs pays de production d'origine²³.

Selon Vernon²⁴, la vie d'un produit est rythmée par un cycle constitué de quatre étapes successives : émergence, croissance, maturité et déclin. A chaque étape, les firmes adoptent des stratégies d'internationalisation différentes qui correspondent aux différents stades de l'internationalisation de la firme.

2.3. La théorie des coûts de transaction ou d'internalisation :

Pratiquement, toute activité et chaque projet occasionnent plusieurs transactions, plusieurs opérations intermédiaires et plusieurs coûts.

L'entrepreneur, ou l'investisseur, a le choix de faire quelques opérations et recourir au marché pour le reste ou bien de procéder à l'agencement de tous les échanges au sein d'une organisation intégrée²⁵.

Selon plusieurs auteurs, et en particulier Williamson (1985), le marché est caractérisé par la rationalité limitée, l'opportunisme des opérations, l'incertitude, la complexité des situations et l'asymétrie de l'information.

Ainsi, une firme qui crée une filiale à l'étranger à travers un investissement direct à l'étranger, internalise ses activités internationales, ce qui lui permettrait d'éviter les coûts relatifs aux échanges sur le marché extérieur d'une part, et d'éviter les obstacles et les risques liés aux échanges internationaux, comme les droits de douane et les fluctuations du taux de change, d'autre part.

Paul Krugman s'est intéressé lui aussi à cette théorie, et pour lui, celle-ci essaye de répondre à la question suivante : pourquoi une firme choisit-elle de produire elle-même plutôt

²² Jean Louis et Jean Marie Cardebat, « les nouveaux défis d'internationalisation : quel développement international après la crise », De Boeck, 2010, P137.

²³ André Harison, Etugral Dalkiran et Ena Elsay, « *Op.cit.* », P330.

²⁴ R. Vernon, «International Investment and International Trade in the Product Cycle», Quarterly Journal of Economics, 1966, 2, 190-207.

²⁵ Guillaume Shier et Jean Marie Cardebat, « *Op.cit.* », P138.

Chapitre 01 : Revue de littérature sur la relation ide et croissance économique

que de faire la production par une firme étrangère²⁶. Dans ce cadre, il avance deux arguments²⁷ :

- *Le contrôle des transferts technologiques.*
- *La complexité des relations des sous-traitances.*

2.4. La théorie d'éclectisme de Dunning :

La théorie d'éclectisme Dunning constitue une synthèse des théories déjà citée auparavant. Selon cette théorie, les firmes ont le choix entre trois modalités de pénétration du marché étranger : l'investissement direct étranger, licence et exportation. Le choix entre ces différents modes est fonction de la présence ou non des avantages OLI : avantages spécifiques d'une firme (O : Ownership), avantages spécifiques des pays (L : localisation), et avantages de l'internalisation (I : internalisation) »²⁸.

Pour Dunning, le choix du mode de pénétration du marché étranger et tributaire des trois avantages OLI. L'IDE est choisi comme mode de pénétration si la firme réunit les trois avantages OLI. Si la firme détient les deux avantages OL, l'exportation est le choix le plus favorable. Dans le cas où la firme détient seulement un avantage spécifique O, la vente de licence sera le choix le plus raisonnable pour la firme.

Les choix sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau N°01 : le choix du mode de pénétration du marché étranger.

	O	L	I
IDE	+	+	+
Exportation	+	-	+
Licence	+	-	-

Source : Dunning (1988).

²⁶ Paul Krugman et Maurice Obstfeld, « *Op.cit.* », P168.

²⁷ Idem, P168 et 169.

²⁸ Jean louis Amelon et Jean Marie Cardebat, « *Op.cit.* », P141.

2.5. La théorie de la réaction oligopolistique :

Cette théorie vise à expliquer : pourquoi les firmes suivent leurs concurrents lorsqu'elle s'implante à l'étranger ? Selon cette théorie, les IDE sont le fait d'entreprises oligopolistiques qui s'implantent dans divers pays pour centrer, tenir en échec ou devancer des entreprises rivales²⁹.

En s'implantant à l'étranger, la firme qui agit en premier essaie de modifier la situation sur le marché en sa faveur par rapport à ces concurrents. Ceux-ci vont sentir cela comme une agression et vont réagir pour annuler l'avantage procuré par l'adversaire et rétablir leur part de marché en imitant son comportement « *follow the leader* ». Par conséquent, chaque firme va investir à l'étranger parce que le concurrent « *leader* » le fait, même si cela ne procure pas un avantage immédiat.

Ainsi cette théorie permet de montrer le caractère dissuasif de certains investissements directs étrangers où la position sur le marché est prioritaire par rapport à la rentabilité.

3. L'évolution des IDE dans le monde :

3.1. Avant la deuxième guerre mondiale :

La période avant la première guerre mondiale était caractérisée par la domination britannique. En effet, l'étendue de sa couverture géographique en tant que puissance impériale lui offrait de nombreuses possibilités sur les différents continents. D'autre part, le régime de libre échange qu'elle avait imposé et le rôle très important joué par la place de Londres, comme marché de financement international, l'ont permise d'être le premier investisseur mondial à l'étranger.

Les investissements directs étrangers britanniques, dans cette période, étaient concentrés dans le secteur bancaire et financier, le secteur des mines, ainsi que le secteur industriel³⁰.

A signaler devant l'Asie et l'Amérique latine, les Etats-Unis étaient la première destination des investissements directs étrangers britanniques.

Tableau N°02 : distribution sectorielle de stock des IDE britanniques en 1914 (en million de \$)

²⁹ Guillaume Shier et Olivier Meir, « *Op.cit.* », P26.

³⁰ Christian Milelli et Michel Delapierre, « *les firmes multinationales* », Veuibert, Paris, 1995, P38.

Chapitre 01 : Revue de littérature sur la relation ide et croissance économique

Secteur d'activité	Million de \$	%
Compagnies financières et banques	317,1	28,6
Mines	272,8	24,6
Manufacturier	190,5	17,2
Services publics	185,1	16,7
Industrie de caoutchouc	41	3,7
Industrie pétrolières	40,6	3,7
Industrie du thé et du café	22,4	2
Brasserie	18	1,6
Divers	19,8	1,8
Total	1107,3	100

Source : Christian Milelli et Michel Delapierre. « Les firmes multinationales », Veubert, 1995, P 37.

Entre les deux guerres, La structure géographique des investissements directs étrangers, quant à leurs origines et leurs destinations, a connu une modification substantielle. Ainsi les pays européens en perdu leur place en tant que leader des pays investisseurs et c'est à cause

de la guerre. Les dépenses de celle-ci ont contraint les britanniques à liquider la quasi-totalité de leurs investissements à l'étranger. Les investissements allemands ont connu le même ressort, soit pour l'Allemagne elle-même, pendant la guerre, soit par les pays victorieux après la guerre³¹.

Le nouveau tracé des frontières en Europe, en Asie, en Moyen Orient et en Afrique et l'émergence de l'URSS avaient comme effets la modification de l'orientation géographique des investissements directs étrangers mondiaux.

Les Etats-Unis d'Amérique ont commencé à prendre le sommet (de 18,5 du stock mondial à 27,7 % entre 1914 et 1938), même si celle-ci est restée entre les mains des britanniques.

L'Amérique latine restait la première zone de destination des investissements directs étrangers mondiaux.

3.2. De la fin de la 2^{ème} guerre mondiale jusqu'à 2000 :

Les accords Brettons Woods et l'accord du GATT ont permis la mise en place d'un contexte international favorable pour l'investissement et la production à l'étranger.

Les États-Unis d'Amérique ont officiellement occupé la première place en tant qu'investisseur, en effet, c'est à partir de 1956 que les investissements américains commençaient à prendre de l'ampleur. Ainsi, ils étaient 2 milliards en 1956, 2,5 milliards de dollars en 1958, 5 milliards de dollars en 1968 et 13 milliards de dollars en 1974³².

Ces investissements ont été orientés, principalement, vers l'Europe dans le souci de contourner le tarif extérieur commun de la communauté économique européenne (CEE).

L'Europe a devancé les pays du sud (Amérique latine et l'Afrique) en tant que zone attractive. Cela est due, d'une part, à la constitution de la communauté économique européenne (CEE) qui a contraint les américains et les britanniques d'y localiser leurs productions pour contourner le tarif extérieur commun et pour bénéficier du grand marché européen. Et d'autre part, aux climats politiques défavorables instauré dans les pays du sud, concrétisé dans les vagues de nationalisation et des diverses restrictions gouvernementales imposées sur les firmes multinationales.

³¹ Idem, P41.

³² Régis Bénichi, « *Op.cit.* », P169.

Chapitre 01 : Revue de littérature sur la relation ide et croissance économique

Tableau N°03 : stock des IDE américains en 1960 par zone et par secteur d'activité.

Zone /pays	Manufacturier		Pétrole		Mines		Services publics		Commerces		Total	
	Mds \$	%	Mds \$	%	Mds \$	%	Mds \$	%	Mds \$	%	Mds \$	%
Europe	3,80	34,4	1,76	16,3	0,05	1,7	0,04	1,6	0,74	30,8	6,69	21
Canada	4,83	43,7	2,66	24,6	1,32	44,8	0,64	25,1	0,63	26,2	11,18	35,1
Amérique latine	1,52	13,8	3,12	28,9	1,27	43	1,18	46,3	0,78	32,5	8,32	26,1
Asie	0,29	2,6	1,66	15,3	0,02	-	0,10	3,9	0,14	5,8	2,48	7,8
Afrique	0,12	1,1	0,41	3,8	0,25	-	0,01	-	0,05	2,1	1,07	3,3
Océanie	0,49	4,4	0,37	3,4	0,03	8,5	-	-	0,06	2,5	1,01	3,2
Total	11,05	100	10,81	100	2,95	100	2,55	100	2,40	100	31,82	100

Source : Christian Milelli et Michel Delapierre, « les firmes multinationales », Veubert, Paris, 1995, P47.

Après 1973, une période qui a été caractérisée par les faits suivants :

- *La suprématie américaine : première réceptrice et première investisseur.*

Entre 1973 et 1979, les européens étaient contraints d'aller investir aux Etats-Unis d'Amérique à cause la baisse du dollars et pour contourner les mesures protectionniste.

Dans la décennie 80, l'attractivité américaine s'est affirmée grâce à la forte reprise économique générée par le déficit budgétaire dès 1982, et aussi grâce aux mesures de défiscalisation et de déréglementation programmée par l'administration Reagan.

Entre 1985 et 1990, les fortes hausses du yen par rapport au dollar, avait comme effet l'augmentation des investissements directs étrangers japonais aux Etats-Unis d'Amérique notamment de l'industrie automobile, l'électronique et l'immobilier.

- *Le japon : Premier concurrent des États-Unis d'Amérique.*

Entre 1980 et 1990, les investissements directs étrangers japonais se sont multipliés par 8,5³³. Environ 50 % de ces investissements étaient orientés vers les États Unis d'Amérique dont 31 % dans le secteur manufacturier. Les autres secteurs visés étaient l'immobilier, les banques et les assurances, le commerce et les services.

Après les États Unis, c'est l'Europe qui occupe la 2^{ème} place dont 50 % des investissements nippons étaient orientés vers le secteur des banques et des assurances. L'Asie occupait la 3^{ème} place. Ce sont les activités productives et extractives qui ont été visées.

– *L'attractivité de l'Asie pacifique :*

Cette zone a reçu des flux croissants d'investissements directs étrangers venants surtout de la triade entre 1989 et 1998. En 2000 cette zone a attiré 9 % des flux mondiaux et 14 % en 2001. Ces investissements directs étrangers étaient orientés vers les pays jugés les plus solide (les dragons et la chine)³⁴.

Quant aux pays européens, pris ensemble, ils sont devenus les premiers récepteurs et les premiers fournisseurs des investissements directs étrangers dans le monde dès les années 60. Par exemple, les investissements directs étrangers en 2000 sortants de l'Europe étaient de 772 milliards de dollars et ceux entrants étaient de 617 milliards de dollars³⁵.

3.3. La décennie 2000 :

Les attentats du 11 septembre et le ralentissement de l'activité économique mondiale ce sont répercuter négativement sur les investissements directs étrangers mondiaux qui sont passé de 1400 milliards de dollars en 2000 à 632,6 milliards de dollars en 2003. Ils n'ont repris qu'en 2004 où ils atteignent de l'ordre de 1400 milliards de dollars pour croitre continument pour atteindre un record de 1833,3 milliards de dollars en 2007³⁶.

Dès 2008, les effets de la crise financière apparue fin 2007, commencent à apparaitre. Cette crise a entraîné un véritable effondrement des investissements directs étrangers mondiaux.

Ainsi, selon la CNUCED, les flux entrants des IDE ont chuté de 38,7 % entre 2008 et 2009 passant de 1697,4 milliards de dollars à 1040,3 milliards de dollars.

³³ Christian milelli et Michel Delapierre, « *Op.cit.* », P49.

³⁴ Régis Bénichi, « *Op.cit.* », P176.

³⁵ Idem, P179.

³⁶ Image économique du monde 2010, P38.

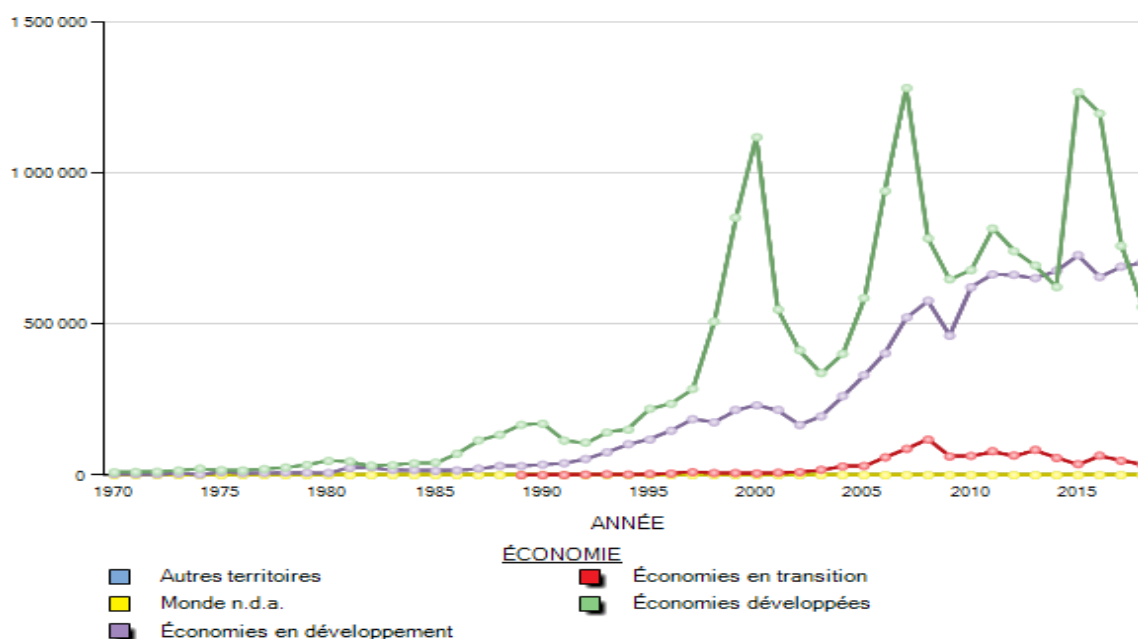
Chapitre 01 : Revue de littérature sur la relation ide et croissance économique

Tableau N°04 : flux d'IDE, par région, 2008-2010 (en milliards de dollars).

Régions	Entrées des IDE			Sorties des IDE		
	2008	2009	2010	2008	2008	2010
Pays développés	55.3	50.9	48.0	80.7	72.7	70.7
Pays en développement	37.7	43.1	46.1	16.2	23.1	24.8
Afrique	4.2	5.1	4.4	0.5	0.5	0.5
Amérique latine et Caraïbes	11.9	11.9	12.8	4.2	3.9	5.8
Asie occidentale	5.2	5.6	4.7	2.1	2.2	1.0
Asie du sud, de l'est et du sud-est	16.3	20.4	24.1	9.3	16.5	17.5
Europe du sud-est et CEI	6.9	6.0	5.5	3.2	4.2	4.6

Source : CNUCED base de données sur les IDE et STN. (www.unctad.org/fdistatistics).

GraphN°01 : flux et stock d'IDE entrants et sortants (1970-2018)



Source : rapport mondial sur l'investissement CNUCED 2019.

L'IDE mondial a affiché une forte reprise en 2015. Les flux mondiaux d'IDE ont bondi de 38 % pour atteindre 1760 milliards de dollars, leur plus haut niveau depuis la crise économique et financière mondial de 2008-2009. Cette hausse mondial s'explique principalement par la forte progression des fusions-acquisitions internationales, qui se sont chiffrées à 721 milliards de dollars, contre 432 milliards de dollars en 2014. La valeur des investissements de création de capacités annoncés est restée élevée, à 766 milliards de dollars.

La hausse de l'IDE était due d'une partie à des configurations d'entreprises. Ces opérations entraînent souvent des variations importantes de la balance des paiements mais ne modifient guère les activités réelles.

Après avoir fortement augmenté en 2015, les flux mondiaux d'IDE se sont essoufflés en 2016, ce qui montre que la reprise est encore fragile. Les entrées d'IDE ont reculées de 2% pour s'établir à 1750 milliards de dollars dans un contexte marqué par une croissance économique faible et par des risques notables en matière d'orientation, du point de vue des entreprises multinationales.

L'investissement mondial enregistre un faible reprise, les prévisions pour 2017 étant teintées d'un optimisme prudent. L'accélération prévue de la croissance économique dans les grandes régions, le regain des échanges commerciaux et le redressement des bénéfices des entreprises pourraient entraîner une hausse modeste de l'IDE. Les flux mondiaux d'IDE devraient atteindre près de 1800 milliards de dollars en 2017, puis 1850 milliards de dollars en 2018, montant encore bien inférieur au record enregistré en 2007. Les incertitudes concernant les orientations et les risques géopolitiques pourraient freiner la reprise, et les modifications apportées à la politique fiscale pourraient influencer de manière sensible sur les investissements internationaux.

4. Les enjeux des IDE :

4.1. Les intérêts des IDE :

Pour les pays d'accueil, les IDE sont, comme les investissements en général, un facteur de croissance (effet sur la demande global, mais aussi effets sur les capacités de production).

Chapitre 01 : Revue de littérature sur la relation ide et croissance économique

- Dans les vieux pays industriels, les IDE peuvent être un moyen de relancer l'activité des régions industrielles en déclin, ce qui incite les états et les collectivités locales à développer leur attractivité aux yeux des investisseurs étrangers.
- Pour les pays en développement, dans un contexte où l'essentiel du commerce mondial est réalisé par les entreprises multinationales, les IDE sont un moyen de s'insérer dans la mondialisation et de stimuler les exportations.
- Les IDE sont aussi un moyen de bénéficier de "transferts technologiques" : les investisseurs étrangers amènent avec eux des procédés de production innovants, des méthodes d'organisation performantes et des savoir-faire qui se diffuseront progressivement à l'ensemble du pays et dopent sa productivité. Le pays d'accueil aura ainsi bénéficié du progrès technique sans avoir eu à le financer.
- L'IDE permet aux entreprises de se concentrer sur leurs forces (les ressources naturelles, la terre, la position géographique.....) ou de réaliser des économies d'échelle et ainsi d'être mieux à soutenir la concurrence sur le marché.
- L'IDE aide les pays d'accueil à changer la structure d'économie vers l'industrialisation et le service. Il aide les pays en développement à améliorer leurs politiques et institutions ainsi qu'à participer aux négociations internationales sur les investissements.
- Les créations d'emplois qu'apporte un IDE sont également génératrices de croissance des revenus et donc du niveau de la vie des habitants.

Pour les pays d'origine, l'IDE engendre des intérêts et des effets dont on cite

- Permettre aux investisseurs de participer à la gestion de l'entreprise, ils peuvent donc donner des décisions les plus avantageuses pour le capital investi. Si la terre d'accueil est stable, les investisseurs veulent souvent investir 100% du capital
- Les entrepreneurs occupent facilement le marché de consommation et les ressources principales du pays d'accueil.
- Les investisseurs peuvent exploiter les atouts du pays d'accueil comme la position géographique, les ressources naturelles, la source de main d'œuvre. Le coût de production est donc diminué.
- Les IDE aident les investisseurs à éviter des barrières protectionnistes dans les pays d'accueil.

Pourtant, pour le pays d'origine, les effets de l'IDE sont plus difficiles à évaluer : si l'IDE correspond à une délocalisation, il peut y avoir, au moins dans l'immédiat, des suppressions d'emplois ; si l'IDE correspond à une implantation qui aurait pu être faite dans le pays d'origine mais qui ne l'est pas, ce n'est pas non plus favorable à l'emploi. Cependant, à plus long terme, les IDE peuvent générer des exportations pour le pays d'origine et une demande supplémentaire en provenance du pays d'accueil de l'IDE. Son fait partie des inconvénients des IDE.

4.2. Inconvénients de l'IDE :

A côté des intérêts économique et sociale ci-dessus, les IDE ont des inconvénients pour les pays d'origine et aussi pour les pays d'accueil.

- En cas de l'instabilité économique et sociale de la terre d'accueil, les investisseurs ont risques de perdre le capital ou le capital investi est inefficace.
- Les pays d'accueil doivent supporter une exploitation exagérée des ressources naturelles et une pollution grave de l'environnement. Dans les années récentes, les pays développés réalisent un contrôle rigoureux envers les projets polluant l'environnement. C'est pourquoi les investisseurs ont tendance de transférer les technologies démodées au pays moins avancé.
- Les IDE peuvent agir défavorablement sur la balance commerciale et la balance de paiement du pays d'accueil. La balance déficitaire du Vietnam durant 15 ans passés permet d'expliquer en grande partie cette évolution.
- Les IDE provoquent encore la différenciation des classes dans la société, l'immigration impétueuse dans les grandes villes, l'inégalité entre les zones et les branches de l'économie.
- L'IDE est l'une des causes du mélange culturel ou la perte des caractères nationaux.

Section 2 : Généralités sur la croissance économique.

La croissance économique a fait l'objet de nombreuse étude théorique et occupe aujourd'hui une place prépondérante dans la littérature économique. On se propose dans cette section de faire ressortir les grandes notions de la croissance et les instruments de mesure de la richesse nationale ensuite les facteurs et les différentes théories.

1. Présentation de l'analyse de la croissance :

1.1. Définition de la croissance économique :

Nous allons entreprendre la notion de la croissance par un certain nombre de définition de quelques économistes.

C'est Adam Smith qui a posé les premiers jalons d'une théorie de la croissance selon lui, la croissance est illimitée. Cette pensée a évolué avec les autres économistes classiques.

Selon François Perroux « la croissance économique et l'augmentation soutenu pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur d'une dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels »³⁷

De la part Jacques Muller la définit : « la croissance économique est une notion purement quantitative qui reflète l'augmentation de la production à long terme dans une économie, comme nous pouvons la mesurer »³⁸

Pour BOURDONNE et MARTOS : « la croissance économique est un processus complexe auto-entretenu d'évolution à long terme qui se traduit par une transformation des structures de la société »³⁹.

Donc, on constate que la croissance désigne l'augmentation de volume de la production de biens et services au cours d'une période donnée .exprimée en pourcentage du PIB par exemple ou d'un autre indicateur tel que le PNB par ailleurs. Si la croissance économique est une augmentation de la production sur le long terme. Une croissance du PIB n'est pas nécessairement une élévation de niveau de vie.

1.2. La mesure de la croissance :

Pour mesurer et appréhender la croissance économique, on utilise généralement des indicateurs dont le plus courant est le PIB qui est la valeur des biens et services produits dans une économie au cours d'une période donnée, donc il offre une certaine mesure quantitative du volume de production. Pour éviter le problème dû à l'augmentation des prix, la croissance est calculée en monnaie constante (hors inflation), ceci permet de calculer une croissance en volume elle est donnée par la formule suivante⁴⁰ :

$$\text{Le taux de croissance} = \frac{(\text{PIB}_{(n)} - \text{PIB}_{(n-1)})}{\text{PIB}_{(n-1)}} * 100.$$

³⁷ Perroux : « *les théories de la croissance* ». Edition DUNOD, paris, 2004.p254

³⁸ MILLER .j . « *Manuel et application économique* ». Edition, DUNOD, paris, 1999, p34

³⁹ BELATTAF.M : « *économie du développement, l'office des publications universitaires* », Alger, 2003, P34-40

⁴⁰ BERNIR.B et Simon. Y, « *initiation à la macroéconomie* », 9^e Edition, DUNOD, 2007, p34-40

PIB = sommes des valeurs ajoutées + TVA + droits et taxes sur les importations - subventions sur les produits.

L'indicateur de PIB reste cependant imparfait comme mesure de la croissance économique. Il est pour cela l'objet de plusieurs critiques car il ne mesure pas l'économie informelle.

D'autre part, s'il prend en compte la production des services publics gratuits, il ne mesure pas l'activité de production domestique (ménage...etc.). En outre, une croissance de PIB n'implique pas nécessairement une élévation du niveau de vie .En effet si la croissance démographique est plus rapide que la croissance du PIB, le PIB par habitant diminue.

On peut distinguer plusieurs types de déterminantes à la croissance : richesse naturelles, environnement extérieur, population, innovation, investissement, connaissance, cohérence du développement.

2. la théorie de la croissance exogène :

La théorie de la croissance exogène diffère de celle de la croissance endogène, car la croissance économique s'explique par des facteurs externes. C'est notamment le facteur de la technologie et la croissance démographique qui seraient perçus comme « tombés du ciel », au contraire de la croissance endogène. Sur le long terme, seul le progrès technique est capable de rendre plus productive une économie toutefois, ces théories expliquent mal d'où provient ce progrès, et en particulier en quoi il est lié au fonctionnement de l'économie.

2.1. La croissance limitée :

Beaucoup d'économistes ont montré que la croissance est limitée.

Pour David Ricardo, l'origine de la croissance est le réinvestissement productif du surplus. Il a montré que la croissance se heurte à l'avarice de la nature.

Quand à Marx, il voit que l'origine de la croissance n'est que l'accumulation du capital. La multiplication du chômage va baisser les salaires, ce qui diminue la consommation de la classe ouvrière et ouvre une crise de débouchés. Donc la baisse tendancielle du taux de profit réduit progressivement l'accumulation du capital et donc la croissance.

2.2. La croissance illimitée :

2.2.1. La croissance n'est pas stable :

Ses auteurs ont conclu que l'investissement est proportionnel au stock de capital, mais l'observation de l'économie réelle a montré des alternances de périodes d'accroissement ou de chute de taux de chômage ou encore de l'utilisation des facteurs de production. Selon les conclusions du modèle, il suffit d'augmenter le volume d'investissements pour augmenter le taux de croissance industrielle de long terme.

2.2.2. La croissance est stable :

Ses auteurs sont JB.SAY ; KALDOR ; SLOW.

POUR SAY, la loi des débouchés permet une croissance infinie. Et s'il existe des désajustements, ils sont toujours temporels.

Quand à KALDOR, l'épargne est une variable d'ajustement qui permet une croissance stable. Le taux d'épargne d'un pays est une fonction croissante de la part des profits dans le produit national car la propension à épargner des capitalistes est supérieure à celle des salariés.

Face à difficulté rencontrée par le modèle d'HARROD et DOMAR à apprécier le comportement de l'investissement, les néoclassiques décident de retenir une autre fonction de production.

SOLOW a essayé d'effectuer une synthèse entre l'approche keynésienne et la théorie néoclassique. SOLOW admet toutes les hypothèses des deux économistes sauf celle des proportions fixes de capital et de travail.

Comparé au modèle d'HARROD-DOMAR ce modèle permet d'apprécier le rôle fondamental des hypothèses retenues et l'importance du choix de la fonction de production

2.3. Les limites de la croissance exogène :

Le modèle de croissance néoclassique sans progrès technique ne peut représenter qu'une croissance de moyen terme. Lorsqu'une économie dont le stock de capital par tête est inférieur à sa valeur d'équilibre stationnaire, converge vers cette valeur d'équilibre, une fois parvenue à l'équilibre stationnaire, l'économie cesse de croître.

La dépendance de la croissance de long terme du produit par tête à la présence d'un terme exogène est une des principales faiblesses du modèle néoclassique. Alors ce modèle ne propose pas de théorie de la croissance à long terme.

L'une des hypothèses du modèle est que toutes les économies ont accès à la même technique. La fonction de production est la même pour tous les pays. Dans ces conditions, la persistance à long terme d'écarts dans les niveaux de développement des différents pays repose sur la possibilité de valeur d'équilibre stationnaire différent pour les stocks de capital par travailleur. Par corollaire, les différences dans les niveaux de développement à court terme devraient être attribuées à des différences internationales dans les rythmes d'accumulation des facteurs de production.

3. la nouvelle théorie de la croissance endogène :

Un des aspects essentiels des nouvelles théories de la croissance est l'hypothèse de rendement constant du capital.

La théorie endogène trouve son origine dans les critiques de la théorie de Solow .la critique essentielle concerne le progrès technique : ce n'est pas un facteur de croissance exogène mais endogène car il est le fruit des investissements des agents.

Les facteurs de la croissance sont l'accumulation du capital physique (Romer), la recherche-développement (Romer), l'accumulation du capital humain (Lucas), les infrastructures publiques (Barro).

Ces modèles expliquent que la croissance engendre du progrès technique par trois grands mécanismes. Premièrement, le « Learning by doing » proposer par Paul Romer (1986)⁴¹ : plus on produit, plus on apprend à produire de manière efficace. Deuxièmement, la croissance favorise l'accumulation du capital humain qui a proposé par Robert Lucas (1988)⁴² : c'est-à-dire les compétences est forte, plus il est possible d'accroître le niveau d'instruction de la main d'œuvre, en investissant notamment dans le système éducatif. D'une manier générale, la hausse de niveau d'éducation de la population est bénéfique. Troisièmement, la croissance permet de financer des infrastructures (publique privées) qui la stimulent.

Section 03 : le lien entre les investissements directs étrangers et la croissance économique.

⁴¹ Améziane.F : « *croissance économique et développement : nouvelle approches* ». Edition campus ouvert, 2011, p23

⁴² Améziane.F : « *croissance économique et développement : nouvelle approches* ». Edition campus ouvert, 2011, p23

1. Études théoriques :

Dans la littérature théorique, le rôle des IDE dans la croissance économique est perçu de différentes manières par les courants de pensées.

1.1. Dans les modèles néoclassiques :

Dans les modèles néoclassiques de type Solow, l'IDE est traditionnellement conçu comme un ajout au stock de capital. Dans cette vision, il n'y a pas de différence substantielle entre capital étranger et capital intérieur. Cela permet de conclure que l'impact des IDE sur la croissance économique est similaire à celui du capital intérieur.

Dans la tradition de Solow (1956)⁴³, étant donné des rendements décroissants de capital physique, les IDE affectent seulement le niveau du revenu et laisse inchangé la croissance à long terme. Pour les néoclassiques, il y a croissance à long terme seulement grâce au progrès technique et par la baisse de la croissance de la population, les deux facteurs étant considérés comme exogènes. A court terme la croissance économique peut dépendre aussi bien du progrès technique que de l'accumulation du capital. Par conséquent, les IDE ne peuvent avoir qu'un effet à court terme sur la croissance économique, lequel effet dépend de la dynamique du sentier de croissance équilibrée.

Les modèles de type Solow ne permettent pas d'expliquer ni l'énorme croissance du revenu par tête au cours du temps ni les différences considérables de revenu par tête entre pays. En effet une simple accumulation du capital physique même par l'investissement direct étranger, ne permet pas d'expliquer ce phénomène. Ainsi le dépassement de ce type de modèles est devenu une nécessité car ils se limitent à l'hypothèse que le capital contribue directement à la production et qu'il ne reçoit en contrepartie qu'une rémunération correspondante à son produit marginal. Cette hypothèse fera l'objet d'une remise en cause par la théorie de la croissance endogène.

1.2. les IDE dans les modèles de croissance endogène :

Les modèles de croissance endogène divergent de ceux de types Solow sur deux points. Le progrès technique est traité comme un facteur endogène d'une part et un rôle plus important est attribué au capital d'autre part.

Les modèles de types Solow traitent le capital sous sa dimension purement physique et mesurent son rôle simplement par la part qui lui revient dans le revenu. Or, dans la mesure où l'accumulation du capital crée des externalités positives, la part qui revient au capital dans

⁴³ Robert M. Solow, «une contribution à la théorie de la croissance économique», journal of economics, pp 65-94.

une économie de marché sous-estime sa contribution à la production. Dans les modèles de croissance endogène, le rôle des IDE va au-delà du simple impact que lui reconnaît jusque-là, la théorie économique. En effet les IDE peuvent affecter de façon endogène la croissance économique s'ils génèrent des rendements croissants dans la production via les spillovers de production. Par conséquent, l'ide ne représente donc plus seulement une accumulation de capital.

De même, il existe un certain nombre de canaux par les quelles les IDE affectent de façon permanente le taux de croissance économique. Une manière simple et pratique de saisir ces effets est de spécifier la fonction de production pour voir comment les IDE affectent chaque argument : le capital, le travail et le capital humain.

- *Le capital* : les IDE peuvent affecter positivement la production en accroissant le stock de capital disponible dans l'économie. Toutefois, si le capital étranger et le capital intérieur sont complémentaires, l'impact final des IDE sur les agrégats de la production sera aussi important que les résultats de ses externalités.
- *Le travail* : les IDE peuvent affecter le travail à travers la création d'emploi quoique celle-ci puisse être limitée à court terme. Ils peuvent également affecter son efficacité quand les investissements étrangers sont réalisés soit dans des activités pour lesquelles le pays récipiendaire était précédemment limité en expérience soit dans des activités existantes mais à faible productivité. Subséquemment, l'accroissement de l'efficacité unitaire du travail aura une contribution importante sur la croissance de la production.
- *Le capital humain* : les IDE permettent l'incorporation de nouveaux inputs et de technologies dans la fonction de production du pays hôte. L'effet long terme est le transfert de technologies et le savoir-faire qui sont contenus dans le capital humain. Par ailleurs, les IDE entraînent en dehors des capitaux physiques, un important transfert en termes de formation de nouvelles pratiques de gestion et d'acquisition des compétences.

1.3. Développements théoriques récents sur la relation IDE-croissance économique :

Dans les développements théoriques récents, le progrès technologique est d'autant plus rapide que le niveau des connaissances humaines accumulées est élevé. Ces développements impliquent que les idées sont aussi importantes que les intrants. La croissance économique est possible précisément parce que chaque idée nouvelle engendre une autre. Le commerce international, l'investissement étranger les sociétés multinationales peuvent considérer comme

des vecteurs de transfert des biens mais aussi d'idées. RUFFIN (1993) ajoute que dans une économie ouverte, les idées sont plus importantes qu'à peu près n'importe quel autre facteur.

Les IDE engendrent des effets dynamiques sur l'évolution de la spécialisation internationale des pays hôtes grâce à l'apport et à la diffusion des avantages compétitifs des filiales des FMN. Sur ce point, DUNNING (1993) indique que le principal effet des activités des FMN sur la division internationale du travail se produit à travers la façon suivant laquelle ces firmes internalisent les marchés internationaux de produits intermédiaires où elles opèrent. Les effets et la nature de cette internationalisation se manifestent aussi bien directement par les actions des FMN ou leurs filiales qu'indirectement via les spillovers sur leurs concurrents, leurs fournisseurs et leurs clients. Ce faisant, les IDE affectent positivement la croissance économique.

Les IDE agissent directement ou indirectement sur le commerce des pays hôte. Les effets directs des investissements étrangers sur la croissance économique se manifestent lorsque la production local de la filiale est consacrée soit à la réexportation vers le pays d'origine de la firme soit à l'exploitation de marchés tiers à partir du pays hôte. Dans ce cas, on parle de formation de plate-forme de réexportation. Par ailleurs, les effets directs des IDE se produisent lorsque les filiales établissent des liens de partenariat en amont avec les entreprises locales. Ce faisant, ces dernières peuvent devenir à leur tour des exportateurs indirects⁴⁴.

Les entreprises étrangères peuvent stimuler la croissance économique si les conditions nécessaires sont réunies pour créer des effets d'entraînement. L'impact positif des IDE sur la croissance économique se manifestent à travers plusieurs canaux : l'accroissement de la concurrence et de l'efficacité, l'introduction d'un nouveau savoir-faire, la transmission des techniques de contrôle de qualité, etc.

Pour DRITSAKI et al, les IDE favorisent non seulement les importations de technologies étrangères mais aussi, génèrent des retombées positives pour les entreprises locales. Cela se justifie dans la mesure où les IDE facilitent souvent la diffusion des innovations très coûteuses pour les entreprises locales.

Certain auteurs soutiennent que le lien entre les IDE et la croissance économique dépend aussi bien des spécificités des IDE que des caractéristiques hétérogènes propres aux

⁴⁴ CNUCED, 2009.

pays bénéficiaires. Ce faisant, MISHRA et al. (2001), BOREINSZTEIN et al. (1998) et LUCAS (1998) ont montré que les IDE stimulent la croissance économique seulement dans les pays où la main d'œuvre est suffisamment qualifiée.

NUNNENKAMP et al. (2003) affirment que le transfert de technologies nouvelles des entreprises multinationales à leurs filiales à l'étranger dépend de l'état de la gouvernance dans les pays hôtes. Par ailleurs, ALFARO et al. (2001) indique que les IDE ne sont associés à la croissance économique rapide que dans les pays hôtes où les marchés financiers sont fortement développés

CHEN et al. (1995) se basant sur l'expérience des pays de l'Asie de l'Est, concluent que les IDE stimulent le développement économique. Pour eux, les conséquences de l'implantation des firmes multinationales pour les pays hôtes dépendent largement de l'existence des éléments suivants : un processus d'industrialisation tourné vers l'exportation, un investissement en capital humain et un environnement macroéconomique stable caractérisé par la conduite de politiques prudentes et suffisamment cohérentes⁴⁵.

A la lumière de ce qui précède, il ressort que les développements théoriques débouchent sur des conclusions mitigées. En effet, selon la théorie économique traditionnelle, les IDE affectent positivement la croissance économique par le biais de la création d'emploi, de l'augmentation du stock de capital, de l'incorporation de nouveaux inputs, etc. De même dans les développements théoriques récents, certains auteurs soulignent que les IDE sont à la base de la réduction du coût du capital et des frais de recherche-développement. Ce faisant, ils créent un impact positif sur la croissance économique. En revanche, certaines analyses mettent en évidence l'effet négatif des flux des IDE sur les incitations à innover et sur la balance des paiements. Par conséquent, les IDE agissent selon elles, négativement sur la croissance économique.

2. Travaux empiriques :

Du fait de l'extrême variété des IDE, leur impact dépend de l'activité concernée et des caractéristiques propres au pays hôte. Une présentation des travaux de validation empirique de quelques auteurs, fera l'objet de cette analyse.

2.1. Etudes empiriques réalisées sur des échantillons de pays à travers le monde :

⁴⁵ Mémoire en ligne : « investissement direct étranger et croissance économique », master en économie, 2011.

SHAR et al. (1990) s'appuient sur la traditionnelle causalité pour tester la méthode développée par HOLTZ-EAKIN et al. (1988), avec 80 pays. Le résultat ressort la causalité bidirectionnelle entre les IDE et la croissance économique, quoiqu'ils aient trouvé que l'impact des IDE sur la croissance économique est faible.

TSAI (1994), en partant du modèle de ROMER et al (1992), cherche à rendre compte des mécanismes qui sous-tendent le transfert de technologies. Il prouve empiriquement que les IDE n'ont d'impact positif sur la croissance économique que si le niveau de scolarisation de la population dépasse un seuil donné. Il conclut que l'effet positif des IDE sur une économie, dépend en premier lieu de son interaction avec le capital humain.

BOREINSZTEIN et al. (1995) développent, un modèle de croissance endogène dans lequel, les IDE augmentent la croissance économique à long terme à travers son effet sur le taux de diffusion technique. Ils utilisent une régression sur (Seemingly Unrelated Regression), sans rapport avec l'estimation des variables instrumentales pour conduire l'analyse transversale de 69 PED avec données de panel calculées en moyenne sur deux périodes séparées 1970-1979 et 1980-1989. La variable dépendante est le taux de croissance du PIB *per capita* sur chaque décennie. Ils concluent que les IDE ont un effet positif mais non significatif sur la croissance économique.

De MELLO et al. (1999) observe l'IDE comme cause de la croissance dans 32 pays parmi lesquels, 17 ne sont pas membre de l'OCDE. Dans un premier temps, ils se basent sur les séries chronologiques et trouve que l'effet long terme des IDE sur la croissance économique est hétérogène entre les pays concernées. Dans un second temps, il complète son analyse en fournissant la preuve par l'estimation des données de panel sur l'échantillon des pays non membres de l'OCDE, il ne trouve pas de relation de cause à effet entre les IDE et la croissance économique.

Dans une étude du centre de développement de l'OCDE, De SOTO (2000) analyse les effets des IDE sur la croissance économique de 44 PED entre 1986 et 1997. Il trouve que les IDE stimulent considérablement la croissance du revenu par habitant dans les pays bénéficiaires avec un décalage d'un an. Par conséquent, une augmentation du rapport IDE/PNB ferait croître de 3% le niveau du revenu stable à long terme et de 1% le revenu par habitant à court terme.

Chapitre 01 : Revue de littérature sur la relation ide et croissance économique

L'étude faite par BASU (2003) aborde clairement la question des deux directions entre la croissance économique et l'IDE. En tenant compte de l'effet spécifique individuel et des effets fixes temporels, ils trouvent une relation de Co-intégrée entre l'IDE et la croissance économique. Leur étude a porté sur un échantillon de 23 pays.

DARRAT et al. (2005) étudient l'effet des IDE sur la croissance économique. Pour ce faire, ils mènent une analyse comparative de 23 pays appartenant à des régions différentes que sont : l'Afrique du Nord, le Moyen Orient, l'Europe Centrale et Orientale. A partir d'une estimation par les moindres carrés ordinaires en utilisant des données sur la période allant de 1970 à 2002 ; ils constatent que les flux d'IDE stimulent la croissance économique seulement dans les pays candidats à l'UE. Cependant, l'effet des IDE sur la croissance économique au niveau des pays du MENA et des pays non candidats est négatif ou inexistant. Les auteurs avancent l'idée que la candidature pour devenir membre de l'UE semble être un atout pour une application plus étendue et plus efficace des réformes, ce qui aurait contribué à la création d'impacts positifs des IDE sur la croissance économique.

L'étude de KANG et al. (2005) portant sur 20 pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et couvrant la période allant de 1981 à 2000, indique clairement que les IDE n'ont aucun impact perceptible sur la croissance économique. De la même façon, l'étude menée par ERICSSON et al. (2001) sur 4 pays de l'OCDE n'a pas pu détecter une quelconque relation entre les IDE et la croissance économique. Cette absence de lien est due à la dynamique et à la nature des investissements étrangers effectués dans les pays considérés. Par ailleurs, avec un échantillon de 72 PED et considérant une période d'étude allant de 1960 à 1978, JACKMAN (1982) trouve que les IDE n'ont pas d'impact significatif sur la croissance économique une fois que la taille du pays est prise en compte.

Tableau N°05 : évolution comparée des IDE et de la croissance économique dans certaines régions.

	IDE	Faible	Elevé
Croissance			
Elevé		Amérique Latine Europe de l'Est	Asie de l'Est

Faible	Afrique au Sud du Sahara	Asie du Sud
--------	--------------------------	-------------

Source : Penalver, 2002.

Les études empiriques réalisées dans les différentes régions du monde, révèlent que l'impact des IDE sur la croissance économique dépend fortement des caractéristiques du pays hôte. Dans les pays où la structure de productivité est voisine à celle du monde industrialisé, on constate que les IDE influencent positivement la croissance économique. En revanche, les études réalisées dans certains PED notamment ceux de l'Afrique au Sud du Sahara, débouchent sur des résultats mitigés.

2.2. Exemple d'étude empirique réalisée en Algérie :

Certaines études économiques comme Myrdal (1957), Hirschman (1958) et autres, ont montré que l'investissement direct étranger est considéré comme un facteur de développement. Ainsi, l'étude empirique de Barthélemy et Démurger (2000) montre la présence d'une forte corrélation entre la croissance et ces investissements⁴⁶. Cette étude a montré l'impact des IDE sur la dynamique de croissance des provinces étudiées⁴⁷.

Dans cette étude, la modélisation empirique cherche à étudier l'apport des flux de capitaux étrangers, notamment l'investissement direct étranger sur la croissance économique en Algérie durant la période 1990-2015. A cet effet, ils construisent un modèle ARCH et GARCH (AutoRegressive Conditional Heteroskedasticity) pour examiner l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie.

Pour mettre en évidence l'impact et la relation entre les IDE et la croissance économique en Algérie durant la période 1990-2015, le choix des variables appropriées est nécessaire. A cet effet, les variables utilisées dans la modélisation empirique sont : les investissements domestiques, les investissements directs étrangers, les exportations et la croissance économique.

Dont la variable expliquée est la croissance économique. Par contre, les variables explicatives dans cette étude sont : investissement domestique, les investissements directs étrangers et les exportations hors hydrocarbures.

⁴⁶ Abdouni, A et Hanchane, H 2000. « Investissement direct étranger, capital humain et croissance économique : étude empirique en données de panel ». Documents de travail. AMSEWP. Mai 2010. P1-24.

⁴⁷ Ibid.

Chapitre 01 : Revue de littérature sur la relation ide et croissance économique

La modèle qui a été estimé pour analyser l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie durant la période 1990-2015 se présente sous la forme suivante :

$$\text{PIB} = \text{F} (\text{IDE}, \text{INV}, \text{EXP})$$

Où :

PIB : produit intérieur brut courantes.

IDE : les investissements directs étrangers.

INV : les investissements domestiques.

EXP : les exportations.

Le choix des variables est déterminé par la théorie économique mais aussi par les considérations liées aux données. Le modèle économétrique s'écrit sous la forme suivante :

$$\text{PIB} = \text{B}_0 + \text{B}_1 \text{IDE} + \text{B}_2 \text{INV} + \text{B}_3 \text{EXP} + \text{u.}$$

Après l'utilisation du test de causalité de granger pour déterminer le sens de la relation entre les IDE et la croissance économique, ils remarquent l'existence d'une causalité unidirectionnelle des IDE et les investissements domestiques vers la croissance économique ce qui confirme l'importance des IDE sur la croissance économique dans l'économie algérienne durant la période 2000-2015⁴⁸.

Conclusion.

Les investissements directs étrangers jouent un rôle important dans le développement de plusieurs économies nationales. Le critère le plus important, qui caractérise les IDE et les distingue des investissements de portefeuille, c'est « la notion du contrôle de gestion ». Les IDE comportent l'idée de contrôler et de gérer le capital investi à l'étranger.

Les IDE sont étroitement liées aux stratégies et aux comportements des firmes multinationales et ils ont généralement des effets positifs sur les économies d'origines ainsi que sur les économies d'accueil, et ce malgré certain hypothèses qui tendent à en limiter les retombées positives.

⁴⁸ Abdelhakim, B et Brahim, B. « *impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique en Algérie : une étude empirique en utilisant l'approche ARCH et GARCH* ». Juin 2017. P10-15.

Chapitre 01 : Revue de littérature sur la relation ide et croissance économique

Le phénomène de la croissance économique a toujours pris une importance considérable. Dès la révolution industrielle, les auteurs classiques ont essayé, à travers leurs essais, de comprendre ce phénomène en cherchant les modalités permettant à l'Etat de s'enrichir.

Les théories de la croissance endogène posent l'hypothèse des rendements constants, plutôt que décroissants, du capital.

Enfin, on a vu le lien entre l'investissement direct étranger et la croissance économique, à travers des études théoriques et des études empiriques réalisées sur des échantillons de pays à travers le monde et en Algérie.

Introduction.

Depuis quelques décennies, les nations se livrent à une concurrence très rude pour attirer les flux d'IDE qui circulent à travers le monde. Le cas des pays en développement capte plus l'attention, puisque l'IDE a longtemps été considéré par la majorité de ces pays et d'économistes de développement comme un vecteur essentiel de dépendance à l'égard des pays accidentant.

L'Algérie s'est inscrite dans une nouvelle option, en reformant son statut considéré jusqu'à la fin des années 80 comme étant réticent à l'égard des IDE et en accordant plus d'intérêt à l'investissement privé. Dans un monde globalisé, tous les acquis sont remis en cause. L'Algérie s'est inscrite dans une politique de promotion des IDE en faisant jouer ses atouts et en définissant des stratégies incitatives à l'investissement privé local et étranger. Ce nouvel intérêt accordé à l'attractivité signifie une rupture avec l'ancien modèle de planification centralisée qui s'inscrivait dans un contexte protectionniste et l'adhésion à un nouveau modèle d'économie mondiale.

Ce chapitre sera l'occasion pour nous de revenir en détail sur la problématique de l'attractivité de l'Algérie. Pour ce faire, nous allons procéder en 3 sections. La première sera réservée à la présentation des atouts et contraintes du pays en matière d'attractivité. La deuxième section présentera les politiques essentielles menées par les pouvoirs publics en Algérie pour promouvoir l'entrée des IDE chez elle. Dont la troisième nous donne quelques chiffres d'IDE en Algérie.

Section 01 : Attractivité du site Algérie : atouts et contraintes.

La question d'attractivité des territoires encore marginale il y a 40 ans a progressivement pris une ampleur particulière et a suscité une attention grandissante de la part des pouvoirs publics ; elle occupe aujourd'hui une place majeure dans les objectifs de la politique économique de tous les pays. Afin d'expliquer l'attractivité aux flux d'IDE par un pays donné, il est difficile de trouver un cadre théorique unifié.

1. les atouts de l'Algérie à l'attractivité des IDE.

Le territoire de l'Algérie présente un certain nombre d'avantages susceptibles d'intéresser les investissements étrangers : abondance des ressources naturelles et énergétiques, situation stratégique géographique, taille du marché et évolution de la consommation nationale, importance du marché du travail en matière d'effectif et de coût et enfin la situation macroéconomique stable.

1.1. Les ressources naturelles et énergétiques.

Il est important de rappeler cet avantage que beaucoup d'autres pays qui sont en concurrence avec l'Algérie en matière d'attractivité n'ont pas. Les dotations en ressources naturelles jouent sur les coûts relatifs de production, comme l'indique la théorie factorielle du commerce international et donc sur l'attractivité des pays hôtes. J. H. Dunning (1993), montre que les différences en ressources naturelles est un avantage considérable en matière d'attractivité. A cet égard, l'Algérie offre des quantités considérables de ressources pétrolières et gazières qui lui donnent la place de leader en la matière dans le bassin méditerranéen.

Par ailleurs, cet avantages offre aux investisseurs potentiels un marché d'investissement intéressant en hydrocarbures (exploration, extraction, transport, transformation,.....) et en d'autres ressources peu exploiter jusqu'à présent(le phosphate, l'acier, l'uranium,.....). Dans le même sens, il faudrait dire que cette disponibilité de ressources fait que leur prix est bas en Algérie par rapport à ses voisins magrébins. Le gaz à titre d'exemple demeure plus adorable en Algérie pour les entreprises même au regard des augmentations des prix unitaires observés depuis quelques temps. Ceci est d'autant plus vrai en comparaison aux autres pays se plaçant en concurrence à l'Algérie en terme d'attractivité.

Tableau N°06 : les prix du gaz en Algérie.

code tarifs	Désignation	Redevance DA/Mois	Prix débit en HT DA/Mois/th	Prix énergie Consommée c.DA/th
21 T	Industriels consommant du gaz à haute pression	9754,81	15,07	24,96
22	Industriels moyens consommant du gaz à moyenne pression	788,23	3,02	42,63
23	Ménages dont consommation en gaz est de base pression	28,50	1,188	33,87

Source : sonal gaz 2018.

Le même constat pourrait être fait en ce qui concerne l'électricité avec des prix fortement concurrentiels par rapport à ceux pratiqués ailleurs.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

Tableau N°07 : prix de l'électricité en Algérie et dans certains pays voisins en 2016 (en dollars/ KWh).

	Basse tension	Moyenne tension	Haute tension
Algérie	0,0597 dollars/KWh	0,0525 dollars/KWh	0,0356 dollars/KWh
Tunisie	0,073 dollars/KWh	0,0934 dollars/KWh	0,0883 dollars/KWh
Maroc	0,2208 dollars/KWh	0,1693 dollars/KWh	0,103 dollars/KWh

Source : établi par nous-même sur la base des données du ministère de l'énergie et des mines(Algérie), (Tunisie) (Maroc).

1.2. Une place géographique stratégique.

L'Algérie est le plus grand pays d'Afrique et le neuvième dans le monde. Son territoire accède directement au continent africain à travers le Sahara, jusqu'aux frontières du Mali et du Niger, donne sur le monde arabe et géographiquement proche du marché européen. Pour les investisseurs étrangers, l'Algérie bénéficie d'une place géographique stratégique pour la mise en valeur de leur potentiel d'investissement. L'ouverture sur la Méditerranée lui donne donc la possibilité de communiquer avec l'extérieur par voie maritime et favorise de ce fait, notamment les investissements étrangers orientés vers l'exportation.

1.3. Un marché de travail riche en nombre et à moindre coût.

L'abondance des ressources humaines et la flexibilité de marché de travail sont souvent avancées comme étant des atouts par les investisseurs étrangers.

L'Algérie détient un avantage comparatif par rapport à ses deux voisins (Tunisie et Maroc) en matière de rémunération, quoique, la main-d'œuvre algérienne se caractérise par une productivité basse et une formation peu adéquate, au moment où E. M. Helpman (1984) a montré que la qualification de la main d'œuvre compte dans la décision d'implantation des firmes.

Le degré de rigidité du marché du travail qui permet d'appréhender le degré de flexibilité d'embauche et de licenciement dans les pays, peut-être, selon les analyses de la Banque Mondiale (Doing Business 2009). Nous constatons ainsi, que des pays comme l'Égypte et la Tunisie sont en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE concernant l'indice de difficultés d'embauche, alors que l'Algérie avec un indice de 44 est largement au-dessus de celui de l'OCDE (27), mais très inférieur au Maroc (100) qui connaît les plus grandes difficultés en matière d'embauche. L'Algérie (avec un indice de 60) obtient des chiffres

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

élevés par rapport à la moyenne de l'OCDE (avec un indice de 45,2) en ce qui concerne l'indice de rigidité des horaires, alors que la Tunisie et le Maroc (avec un indice de 40 chacun) et l'Egypte (un indice de 20) réalisent des performances comparables à celles des pays développés. Les difficultés de licenciement restent toutefois, importante dans les deux pays que sont l'Egypte et la Tunisie, tandis qu'en Algérie, le cout d'un licenciement est le plus bas au Maghreb (avec 17% du salaire hebdomadaire). P. Dyer (2005) explique la faiblesse des indemnités de licenciement en Algérie comparativement surtout à la Tunisie, par l'existence d'un régime d'assurance chômage en Algérie. En effet, E. Ruppert (1999) rappelle que dans la région MENA, seul l'Algérie possède un régime fonctionnel d'assurance chômage financé par les employés et des employeurs du secteur formel par le biais de prélèvement obligatoires sur les salaires.

Tableau N°08 : les conditions d'embauche.

Années	Indice de difficulté d'embauche		Indice de rigidité des horaires		Indice de difficulté de licenciement		Indice de rigidité de l'emploi ¹		Cout de licenciement (% salaire hebdomadaire)	
	2006	2008	2006	2008	2006	2008	2006	2008	2006	2008
Algérie	44	44	60	60	30	40	45	48	17	17
Tunisie	17	28	40	40	80	80	46	49	17,3	17
Maroc	100	100	40	40	50	50	63	63	85,1	85
Egypte	0	0	60	20	100	60	53	27	186	132

Source : Données de la Banque Mondiale (Doing Business) 2007 et 2009.

1.4. L'importance du marché intérieur algérien.

Le marché algérien de consommation est très actif. Composé de plus de 40 millions de consommateurs, il est le plus large au Maghreb.

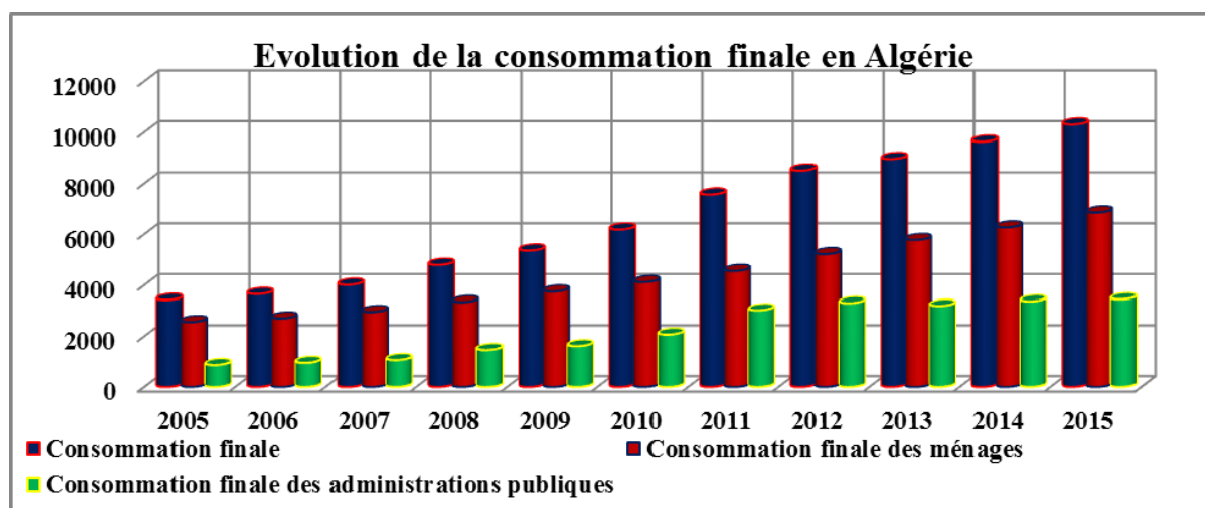
Ces dernières années, l'évolution de la consommation finale de l'Algérie a été très importante, passant de 2482,3 milliards de DA en 2001 à plus de 10300,3 milliards de DA en 2015. Sa croissance s'est accélérée, passant de 4,1 % en 2005 à 6,5 % en 2015, en passant de

¹ : C'est la moyenne des trois indices : indice de difficulté d'embauche, indice de rigidité des horaires et l'indice de difficulté de licenciement.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

35,03 % en 2013 et 7 % en 2014. Elle a été générée par la considérable hausse de la consommation des ménages qui a progressé de 8,6 %, et par celle des administrations publiques, moindre mais significative, estimé à 2,37 %. Compte tenu d'une croissance démographique stable de 1,9 %, la consommation par tête a donc progressé d'environ 3 points. Représentant 62,1 % du PIB, en hausse de 6,2 points de pourcentage. La décélération de la croissance de la consommation finale, en repli de 0,5 point, provient du ralentissement de l'expansion de la consommation des ménages, qui progresse néanmoins de 3,9 % en volume (4,4 % en 2014), et de la baisse de 1,1 % de la consommation des administrations publiques, qui croit cependant de 2,4 % en valeur nominale.

Graph N°02: la consommation finale des ménages et des administrations publiques en Algérie 2005-2015 (milliards de DA).



Source : établi par nous-même sur la base des données de la banque d'Algérie.

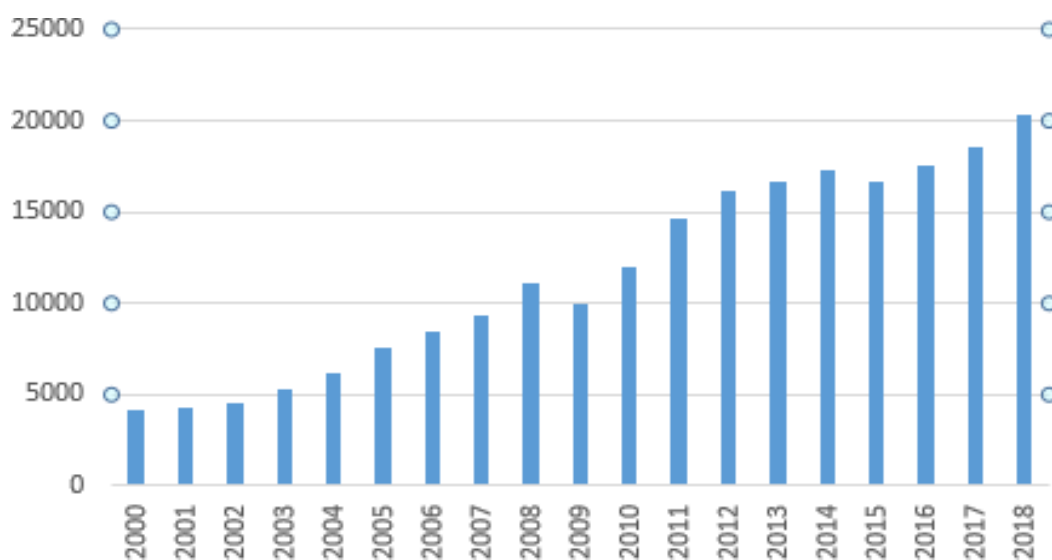
1.5. Un cadre macroéconomique stable.

La stabilité macroéconomique et le dynamisme économique sont des facteurs forts et souvent largement considérés par les investisseurs étrangers. Pour A. Basu et K. Srinivasan (2002) dans leur travail effectué sur les pays d'Afrique, insistent également sur l'aspect décisif pour les investisseurs d'un environnement favorable réduisant au minimum les risques et augmente la rentabilité des investissements grâce à la stabilité macroéconomique. Dans le même sens, S. J. Kobrin (1987) estime que le pouvoir de négociation des pays hôtes se base notamment sur les variables comme le nombre d'habitants, le niveau du PNB, le taux de croissance du PNB, le PNB/habitants et les capacités technologiques et managériales du pays en question.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

Dans ce contexte, il y a lieu de constater que depuis quelques années les principaux indicateurs macroéconomiques de l'Algérie ont été positifs. Nous pensons notamment, à la baisse de la dette extérieure et à la croissance du PIB qui a enregistré depuis l'année 2000 une évolution spectaculaire. Les programmes engagés par le pouvoir public ont un impact positif sur la croissance économique. Le PIB a cru en effet, de 54,8 milliards de dollars en 2001 à 135 milliards de dollars en 2007 et à plus de 200 milliards de dollars en 2012. Une tendance qui a touché aussi les secteurs hors hydrocarbures.

Graph N°03 : évolution du PIB (2000-2018) (en milliards de dollars).



Source : établi par nous-même sur la base des données de la banque d'Algérie.

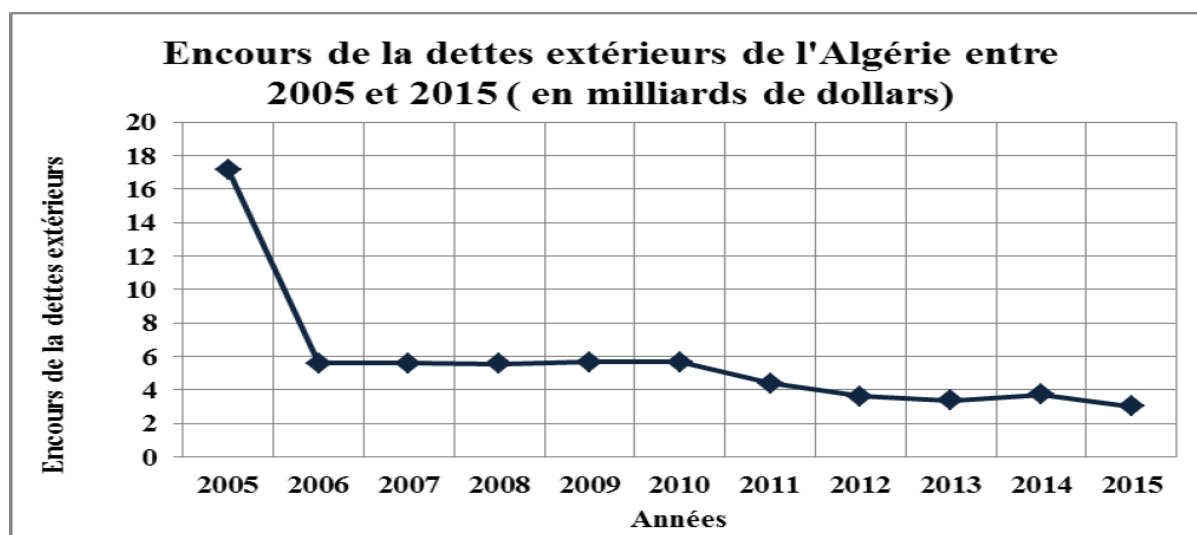
Quoique, ses chiffres restent bel et bien artificiels, puisque les hydrocarbures sont à l'origine de la part la plus importante de cette croissance. Et cela en dépit de toutes les mesures destinées à libérer le travail, à augmenter les salaires, ou à faciliter l'investissement. L'essentiel de la croissance est plus au moins exogène, c'est pourquoi d'ailleurs, le livre blanc du gouvernement² stipule que l'objectif à atteindre est de définir une stratégie industrielle qui vise une croissance endogène, c'est-à-dire qui tire sa dynamique de l'intérieur du système industriel national.

Nous avons constaté une forte amélioration de la position extérieure de l'Algérie, due essentiellement à l'augmentation des prix des hydrocarbures, mais qui conforte largement sa

²Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements : projet de livre blanc du gouvernement : la stratégie et les politiques de relance et de développement industriels. Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements, Alger, 2007.

crédibilité à l'égard des investisseurs, et réduit le risque. En effet, l'encours de la dette extérieure a été ramené de 17,19 milliards de dollars en 2005 à 3,2 milliards de dollars en 2015, suite à la mise en place des mécanismes de remboursement anticipé de la dette en 2006. Ce qui donne un support important de sécurité aux investisseurs.

Graph N°04 : évolution de l'encours de la dette extérieure de l'Algérie.



Source : établi par nous-même sur la base des données de la banque d'Algérie 2016.

2. Les contraintes à l'attractivité à l'IDE en Algérie.

En dépit de tous les avantages qu'offre l'Algérie aux investisseurs étrangers, il faut souligner qu'ils existent des obstacles et freins qui entravent le déploiement des entreprises étrangères en Algérie. Ces contraintes vont nous permettre à certains égards d'apprécier le scepticisme des étrangers. Il faut dire que l'Algérie reste à la traîne en ce qui concerne certains indicateurs. Il s'agit particulièrement de la difficulté d'exécution des contrats, des problèmes de corruption, d'institutions et de gouvernance, de dysfonctionnement des infrastructures de base et des problèmes d'accès au foncier.

2.1. Difficulté d'exécution des contrats.

La banque mondiale (*Doing Business*, 2017) rappelle que les indicateurs relatifs à l'exécution des contrats mesurent l'efficacité d'un système judiciaire dans la résolution de litiges commerciaux. En dépit des avancées réalisées, les procédures internes d'exécution des contrats demeurent lentes, coûteuses et incertaines. Dans certaines circonstances, le système judiciaire semble éprouver des difficultés à rendre exécutoires certaines décisions, ce qui a pour effet de décourager les recours à la justice contre les actes administratifs, les abus et le pouvoir discrétionnaire de certains fonctionnaires. Ainsi que la montre le tableau 09, les

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

formalités en vue de régler un litige contractuel restent pénalisantes en Algérie, que ce soit en nombre de procédures ou en nombre de jours nécessaires pour le règlement. Le nombre de procédures pour faire exécuter un contrat est de 47 pour une durée de 630 jours coûtant en moyenne à l'opérateur 19,9 % de sa créance, ce qui lui donne un mauvais classement (102/183), alors que pour les trois indicateurs, la Tunisie et le Maroc font mieux.

Tableau N°09 : Qualité, durée et cout des procédures pour faire exécuter un contrat.

	Exécution d'un contrat			Rang
	Qualité du processus juridique ³	Durée (jours)	Coût (% de la créance)	
Algérie	5,5	630	19,9	102
Tunisie	7	565	21,8	76
Maroc	8,5	510	25,2	57
Egypte	4,5	1010	26,2	162

Source : Données de la Banque Mondiale, Doing Busines, 2017.

Toujours dans le même sens, rappelons que la finalisation d'un contrat en Algérie coute à l'entreprise, en moyenne 7 % de son chiffre d'affaire⁴.

2.2. La corruption, les institutions et la gouvernance.

La corruption incontestablement l'un des facteurs qui repousse largement les investisseurs étrangers. S. J. Wei (2000) montre dans une étude sur les PED que la corruption est un frein significatif à IDE. Transparency International (TI) (2009) rappelle que 45 % des FMN des pays de l'OCDE interrogées ont déclaré que ce sont des relations personnelles et les attaches, plutôt que les appels d'offres concurrentiels, qui permettaient de remporter des contrats publics dans les pays hors OCDE dans lesquels elles opèrent. Dans une autre étude, plus d'un tiers des dirigeants d'entreprises internationales estime que la corruption allonge de plus de 10% les couts des projets internationaux, alors qu'un sixième d'entre eux pense que la corruption gonfle les couts de plus de 25%.

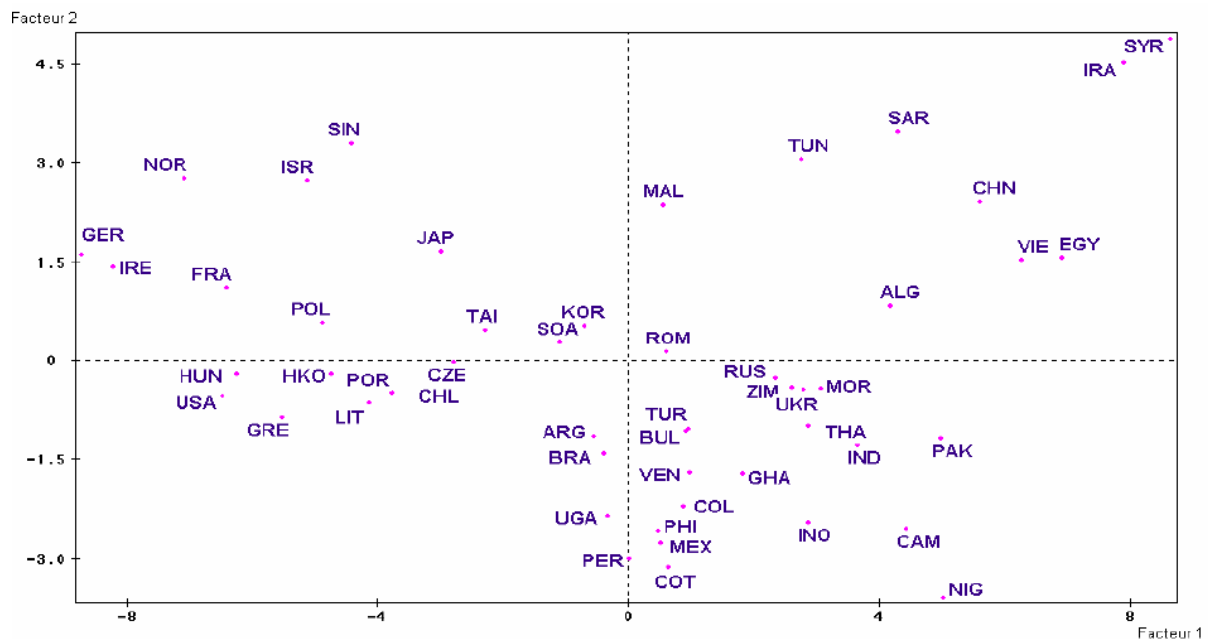
³ L'indice de la qualité du processus juridique est compris entre 0 et 18. Le plus intéressant est le plus proche de 18.

⁴ Banque mondiale : Rapport sur le développement dans le monde : Un meilleur climat d'investissement pour tous, 2005.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

Toutefois, nous ne saurons appréhender le facteur de corruption sans mettre en évidence la qualité à la fois des *institutions* et de la *gouvernance*⁵ dans les pays hôtes. Dans ce contexte, M. Alaya, D. Nicet-Chenaf et E. Rougier (2007) estiment que les institutions et la qualité des institutions restent au cœur des politiques d'attractivité. De même, selon P. Berthelier, A. Desdoigts et J. OuldAoudia (2003), il est possible de proposer une décomposition du cadre institutionnel des pays en se basant sur une combinaison de 9 critères⁶. Nous observons, que les pays du Maghreb peuvent appartenir à deux familles de profils institutionnels.

Figure N°01 : les profils institutionnels.



Source : P. Berthelier, A. Desdoigts et J. OuldAoudia : profils institutionnels. Minefi, Paris, juillet 2003.

Le premier axe, propose deux familles de régulations sociales : celles qui sont assurées par l'État et les institutions modernes, apportant une forte sécurité des contrats, et celle qui sont assurées par les instances traditionnelles des sociétés.

⁵ Selon la Banque mondiale (1998), l'institution sont constituées de l'ensemble des règles formelles (constitution, lois et règlements, système politique...) et informelles (systèmes de valeurs et croyances, représentations, normes sociales...) régissant les comportements des individus et des organisations. Alors que, la gouvernance est mesurer par D Kaufmann, A Kraay et P Zoido-Labaton (1999), à l'aide des six indicateurs qui sont : la participation des citoyens et responsabilisation, la possibilité d'avoir une presse indépendante, la stabilité politique et l'absence de violences, l'efficacité des pouvoirs publiques et la qualité des services publics, le poids de la réglementation, l'état de droit de protection des personnes et de biens contre la violence et le vol, l'indépendance et efficacité de la magistrature et le respect des contrats et l'absence de corruption.

⁶ Ces critères sont : les institutions politiques, l'ordre public, la gouvernance publique, la liberté de fonctionnement des marchés, les dispositions pour le futur, l'absorption technologique et l'aptitude pour les réformes, la sécurité des transitions et des contrats, la régulation, l'ouverture sur l'extérieur, et la cohésion sociale.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

L'Algérie, la Tunisie et l'Égypte appartiennent au groupe des pays dont le profil institutionnel est qualifié d'*autoritaire et paternaliste* où les institutions associent la force des traditions et la sécurité pour la population, avec une action publique peu efficace.

En 2017, l'Indice de Perception de Corruption (IPC) de l'ONG TI, a révélé que l'Algérie a fait une marche arrière de 20 places en obtenant la note de 3,4 sur 10 en 2016 contre 3,6 en 2015. Le pays se positionne ainsi à la 108^{ème} place dans le monde sur les pays 176 classés. Avec une telle note, il reste à la traîne, même dans le monde arabe où il occupe la 10^{ème} position sur 18 pays classés.

Tableau N°10 : IPC et rang des pays maghrébins en 2016.

	Algérie	Tunisie	Maroc	Egypte
IPC⁷	3,4	4,1	3,7	3,4
Rang mondial	108	75	90	108

Source : Données des Transparency International : Rapport mondial sur la corruption 2017 : La corruption et le secteur privé.

2.3. Le dysfonctionnement des équipements d'infrastructures.

Les équipements d'infrastructure techniques et logistiques se trouvent sans nul doute au centre des motivations à l'investissement des firmes à l'étranger. Leur dysfonctionnement est très ressenti par les entreprises. D'ailleurs, il est à l'origine du coût le plus élevé supporté par les firmes activant sur le territoire algérien. Son coût est estimé selon la Banque mondiale (2005) à 8 % du chiffre d'affaire. Le dysfonctionnement des équipements d'infrastructures comprend le manque à gagner sur les ventes imputables aux interruptions des services d'électricité et de télécommunication, ainsi qu'aux pertes de marchandises ou aux dommages qu'elles subissent lors de leur transport.

Pourtant, l'Algérie a entretenu des efforts considérables ces dernières années pour développer ses infrastructures de base. Elle s'est dotée d'un bon réseau de distribution de gaz et d'électricité, assurant une couverture acceptable des besoins domestiques et industriels. Elle possède un réseau de télécommunication en développement rapide, totalement numérisé et

⁷ IPC (indice de perception de la corruption) fait référence aux perceptions du degré de corruption tel que le ressentent les milieux d'affaires et les analystes nationaux. Il s'étend de 10 (haut niveau de probité) à 0 (corruption élevée). Ces résultats sont les conclusions de 6 enquêtes réalisées pour évaluer la performance de ces pays.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

15000 km du réseau national sont réalisés par la fibre optique (2016). Par ailleurs, l'Algérie dispose, en 2016, d'un réseau routier long de plus de 108302 km assurant près de 90% de volume des échanges et des voyageurs. Il est le plus important au Maghreb avec un ratio de 3,7 km pour 1000 habitants, sauf qu'il souffre de congestion et de saturation.

Le réseau ferroviaire s'étend sur près de 4000 km à fin 2016, et dispose de plus de 200 gares commerciales opérationnelles. La part du transport ferroviaire dans les transports intérieurs algériens ne dépasse néanmoins pas 7 à 8% tant en marchandises qu'en voyageurs. En recul très sensible ces dernières années. L'infrastructure portuaire algérienne compte 11 ports offrant des multiservices, dont 3 spécialisés dans l'exportation des hydrocarbures (Arzew, Skikda et Berthioua). Rappelons qu'en 2015, plus de 90% des importations algériennes ont été réalisées par voie maritime, et à 80% grâce à des navires étrangers.

Enfin, l'infrastructure aéroportuaire en Algérie est composée de 36 aéroports ouverts à l'aviation civile, dont 16 au trafic international, notamment Alger avec le nouvel aéroport international de *Houari Boumediene*, Annaba, Hassi Messaoud, Constantine et Oran. Ces cinq principaux aéroports accueillent plus de 88% du trafic de passagers national et international.

2.4. Problème d'accès au foncier.

L'accès au foncier en Algérie reste un défi majeur pour les entreprises. D'énormes retards dans l'amélioration réglementaire de cet aspect sont accusés. Selon l'enquête de la Banque mondiale (2005), un quart (25%) des entreprises étrangères se disent réticentes quant au respect de leur droit de propriété par les tribunaux nationaux après leur accès au foncier. De plus, en matière de construction, les permis ne sont fournis qu'après un délai de 130 jours, nécessitant 17 procédures et coutant à l'entreprise 0,9% de la valeur du bien, des conditions qui classe l'Algérie au 77^{ème} rang mondial en ce qui concerne l'indice d'octroi de permis de construction. De même le pays est très mal classé en ce qui concerne l'indice de transfert de propriété où il arrive bon 162^{ème}, loin de ses voisins.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

Tableau N°11 : difficultés d'octroi de permis de construction et de transfert de propriété en Algérie et dans certains pays voisins.

	Octroi de permis de construction				Transfert de propriété			
	Nombre de procédures	Délai (jours)	Coût (%) ⁸	Rang mondial	Nombre de procédures	Délai (jours)	Coût (%) ⁹	Rang mondial
Algérie	17	130	0,9	112	10	55	7,1	162
Tunisie	17	83	2,5	59	4	39	6,1	92
Maroc	13	85,5	3,5	18	6	22	5,9	87
Egypte	17	146	1,7	64	8	60	0,5	109

Source : Établi par nous-même sur la base des données de la banque mondiale : Doing Business, 2017.

Pourtant, depuis une dizaine d'années, des initiatives très intéressantes ont été entreprises par l'Algérie pour améliorer sa politique foncière.

Section 02 : Les initiatives favorables à l'attractivité aux IDE en Algérie.

La mise en place de politique de promotion des investissements et d'attractivité à l'investisseur étranger est devenue un nouvel impératif pour les PED. L'Algérie a cherché dès la fin des années 80 à intéresser l'investissement privé en général et l'investissement étranger en particulier. Cela s'est concrétisé par les politiques et les réformes mises en œuvre pour renforcer l'attractivité.

1. La politique réglementaire en faveur de l'investissement.

1.1. l'évolution du cadre réglementaire

La politique algérienne de l'investissement était définie pour la première fois par le code l'investissement du 23 juillet 1963 qui a ciblé essentiellement l'investisseur étranger. Cette option pour le socialisme est une barrière pour les investisseurs privés en général et des opérateurs étrangers en particulier.

⁸ % de la valeur du bien.

⁹ % de la valeur de bien vendu.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

En 1966 a été élaboré un nouveau code des investissements visant à la réalisation d'une stabilité qui doit s'accompagner d'un dynamisme économique pouvant absorber les milliers de chômeurs recensés à l'époque. Malgré un certain succès, le nouveau n'a pas attiré suffisamment d'investisseurs étrangers. De plus, la vague de nationalisation d'entreprises privées étrangères et la promotion d'une politique socialiste à l'époque allait dans le sens de décourager l'établissement des investissements privés locaux étrangers.

Le choc pétrolier de 1973 avait permis à l'Etat algérien de disposer de rentrées d'argent assez intéressantes pour promouvoir l'investissement public, en multipliant les montants prévisionnels de ce dernier par quatre entre 1974 et 1977.

Tableau N°12: Évolution de l'investissement public en Algérie (en million DA)

Investissement	1970-1973		1974-1977	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Hydrocarbures	9800	47%	n.d	n.d
Industries de base	7250	36,1%	74460	93,6%
Industries de transfert	1320	6,4%	5070	6,4%
Mines et énergies	2180	10,5%	n.d	n.d
Totale	20920	100%	97530	100%

Source : Bilan d'exécution 1967-1977 du Ministère de la Planification et d'Aménagement du Territoire(MPAT).

De cette manière, le secteur public primait facilement sur le secteur privé qui n'avait donc qu'un rôle secondaire à jouer dans l'économie nationale.

C'est dans cet environnement de confusion de l'investissement privé et de confort de l'investissement public qu'a été plébiscitée la charte nationale en 1976 qui reconnaît l'initiative privée non exploiteuse et rejette la propriété privée exploiteuse. D'ailleurs, le bilan de 1979 a montré que seules 32 entreprises mixtes se sont établies en Algérie en 1978 et les opérateurs étrangers en possédaient quelques 160 millions de DA sur un capital total de 400 millions de DA. Les transferts de technologie étant décevants, les pouvoirs publics ont racheté les parts des opérateurs étrangers dès le début des années 80. Toutefois, la promulgation de la loi n°82-13 de 28 août 1982 avait pour objectif d'attirer les investisseurs étrangers à travers

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

l'ensemble des avantages introduits dans son texte. L'échec du cadre législatif défini en 1982 était visible en termes de réalisation d'objectifs tracés, dans le sens où les rares investisseurs étrangers attirés pratiquent toujours des politiques de mise à l'écart des cadres locaux employés dans leur entreprise.

La loi concrétisée en 1989 porte la part de l'intervention étrangère dans des entreprises publiques à 65%, ce qui permet aux investisseurs étrangers de posséder la majorité de l'entreprise investie. Néanmoins, la situation globale qui régnait en Algérie déjà en 1989 était caractérisée par des mouvements de protestation et des troubles politiques décourageants.

La loi 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit est d'un apport considérable à la modernisation de système financier algérien et de l'économie algérienne en général. Elle a défini de nouvelles prérogatives à l'investisseur privé local ou étranger et accordé de nouveaux avantages au capital étranger. Cette loi qui a été accueillie avec beaucoup de soulagement par les milieux d'affaires nationaux et étrangers, est complétée par l'ordonnance n°93-12 promulguée le 05 octobre 1993, régissant les investissements. Cette dernière montre clairement la prise de conscience par le législateur à l'égard de l'IDE qui a été particulièrement sollicité. L'innovation par rapport aux anciens textes de loi est dans la possibilité donnée à l'investisseur étranger d'implanter sur le territoire national une entreprise détenue à 100%.

Plusieurs autres avantages sont prévus par le code d'investissement de 1993. Des incitations fiscales et parafiscales où des déductions importantes sont accordées, voire des exonérations en fonction de régime dans lequel l'investisseur opère. Un traitement identique pour les investisseurs privés et publics, nationaux et étrangers est désormais instauré. Il donne toute la latitude aux opérateurs étrangers quant à la réalisation de leurs investissements. Il sont en fait, conditionnés par le dépôt d'une simple déclaration au niveau de l'agence de promotion et de soutien des investissements (APSI), qui doit contenir selon les emplois créés, la localisation, les technologies à utiliser, le schéma de l'investissement et le mode de financement et l'évaluation financière du projet accompagnée du plan d'amortissement, des conditions de préservation de l'environnement, de la durée prévisionnelle de réalisation et des engagements relatifs à la réalisation de l'investissement (Article 4).

La loi de 2001 apporte de nouveaux avantages pour les investisseurs et accorde la priorité à l'opérateur privé, investissant soit dans le cadre du régime général soit le cadre du régime dérogatoire.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

Même si le législateur a amendé le code de 2001 en 2006, en adoptant l'ordonnance n°06-08 du 15 juillet 2006 ; cette réforme n'a pas débouché sur d'importantes modifications dans le sens où le texte de 2001 s'aligne déjà sur ceux des pays les plus favorables aux IDE et est même plus incitatif sur certains aspects.

Il faut attendre 2008 pour voir certaines mesures allant à l'encontre des opérateurs étrangers prises ; une disposition de la loi de finance complémentaire fait obligation aux investisseurs ayant bénéficié d'avantages ANDI de réinvestir la part des bénéfices correspondant à l'impôt qui aurait dû être payée du fait de l'exonération. L'obligation de réinvestir est prévue pour une période de 4ans, elle prend effet à compter du dernier exercice bénéficiant des avantages. L'obligation s'applique aux résultats 2008 ou en instance d'affectation à la date de promulgation de la loi. Le non-respect de cette disposition peut entraines le reversement des avantages octroyés en sus d'une pénalité de 30%. La loi de finances 2009 a prévu de nouvelles sanctions, telle que la perte des avantages dans le cas de non-respect des engagements, ou si l'investisseur commet une infraction fiscale reconnue frauduleuse par une décision de justice.

D'autres mesures relatives à l'investissement ont été édictées en décembre 2008. elles stipulent entre autres que tout opérateur étranger voulant investir en Algérie doit aboutir à une répartition du capital constitutif dans laquelle l'actionnariat national sera majoritaire. la majorité des actions détenues par le capital national sera répartie entre plusieurs détenteurs, et le partenaire étranger sera ainsi le premier des actionnaires en termes de parts détenues dans le capital. Il est également dit que toute nouvelle immatriculation de société étrangère d'importation sera soumise, à partir du 1^{er} mars 2009, à une participation de personnes physiques ou morales algériennes à leur capital, à minimum de 30%. Et toutes sociétés étrangères déjà immatriculées et exerçant dans l'activité des importations est tenue de se mettre en conformité avec cette disposition dans un délai qui n'excédera pas le 30 septembre 2009. Un décret législatif dans ce sens a d'ailleurs été adopté en juin 2009.

Le décret n°17-101 du 5 mars 2017 fixant les listes négatives, les seuils d'éligibilité et les modalités d'application des avantages aux différents types d'investissement définit près de 150 activités qui sont exclues des avantages aux différents types d'investissements accordés par l'Etat. Cette mesure vise à réduire l'effort fiscal consenti par l'Etat, à travers la prise en charge des intérêts, de l'exemption d'impôts et d'autres mesures incitatives.

Toutefois, de nouvelles dispositions ont pour objectif principal de simplifier les procédures d'investissements grâce à un cadre juridique unifié, d'encourager les investissements étranger et de renforcer l'attractivité de l'Algérie ont été adoptées en 2016

dans le cadre de la nouvelle loi n°16-09 du 03 aout 2016 relative à la promotion de l'investissement. Ces nouvelles dispositions permettent de bénéficier des avantages nombreux selon que l'investissement soit réalisé au nord ou ailleurs (sud et haut plateaux).

1.2. les organes de promotion de l'investissement.

Il y a deux organismes publics qui jouent chacun un rôle important dans l'accompagnement et la facilitation des procédures d'implantation des investisseurs locaux, mais aussi étrangers sur le territoire national. L'ordonnance de 2001 a créé le guichet unique et le Fonds d'appui à l'Investissement (FAI).

Le conseil national de l'investissement (CNI)

le CNI, créé par les dispositions de l'ordonnance n°01-03 d'aout 2001 (article 18), l'organisation et le fonctionnement du conseil sont fixés par voie réglementaire, dans le décret n° 06-355 du 09 octobre 2006. Est un organisme placé sous l'autorité du chef du gouvernement (premier ministre actuellement), avec un secrétariat assuré par le ministre de l'industrie et de la promotion de l'investissement. il faut rappeler que tous les ministres en charge des dossiers et questions économiques sont des membres de conseil, soit 7 au total. Le conseil est chargé principalement de fonctions suivantes :

- proposer la stratégie et les priorités pour le développement de l'investissement ;
- proposer l'adaptation aux évolutions constatées des mesures incitatives pour l'investissement ;
- proposer au gouvernement toutes les décisions et les mesures nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de soutien et d'encouragement de l'investisseur ;
- Etudie toute proposition d'incitation de nouveaux avantages ;
- L'approbation de la liste des activités et des biens et services exclus des avantages, ainsi que leur modification et leur mise à jour ;
- L'établissement de la nomenclature des dépenses susceptibles d'être imputées au d'appui de fonds d'appui de l'investissement ;
- La détermination des zones susceptibles de bénéficier du régime dérogatoire prévues par l'ordonnance n°08-06 de juillet 2006 ;
- L'approbation des conventions conclues entre l'ANDI et les investisseurs, visées à l'article 12 de la charte de 2006 ;

L'Agence Nationale de Développement de l'investissement (ANDI)

L'ANDI est un établissement administratif public créé par l'article 06 de l'ordonnance n°01-03 d'aout 2001. Dans l'objectif de renforcer sa mission, il a été adopté le décret exécutif n°06-356 le 09 octobre 2006 relatif aux attributions, à l'organisation et au fonctionnement de l'agence. L'agence est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière et elle est placée sous la tutelle de ministre de l'industrie et de la promotion de l'investissement (l'article 1). L'article 3 définit en détail les missions de l'agence qui portent sur 7 éléments essentiels qui sont : l'information, la facilitation, la promotion de l'investissement, l'assistance, la participation à la gestion du foncier économique, la gestion des avantages et le suivi des projets d'investissement.

Le guichet unique décentralisé (GUD)

C'est une institution très importante dans le sens où elle est chargée de faciliter les procédures de constitution des dossiers et de réduire ainsi les délais de réalisation des projets.

Les décisions du guichet unique sont opposables aux administrations concernées (Article 23). Il est installé au niveau de chaque agence décentralisée ANDI. C'est un organisme décentralisé, puisqu'il est créé au niveau de la wilaya. Il est composé des représentants locaux de l'ANDI, des représentants du centre national des registres de commerce (CNRC), des impôts, des domaines, des douanes, de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, du travail, ainsi que le représentant de l'APC du lieu où le guichet unique est installé (Article 22 du décret exécutif n°06-356 de 09 octobre 2006)¹⁰.

Il faut dire que l'investisseur étranger fait l'objet d'une prise en charge particulière de la part du législateur. Nous avons constaté jusqu'à février 2009, l'ouverture de 16 guichets unique décentralisée, implantés sur l'ensemble du territoire national (Adrar, Alger, Annaba, Batna, Bejaia, Blida, Constantine, Laghouat, Oran, Ouargla, Saida, Sétif, Tlemcen, Tiaret, Jijel, Biskra).

Le Fonds d'appui à l'investissement (FAI)

Ce fonds est créé au sein de l'ANDI. C'est la charte d'investissement de 2001 qui la créé sous forme d'un compte d'affectation spécial en son article 28. Il est destiné à financer la prise en charge de la contribution de l'Etat dans le cout des avantages consentis aux investisseurs, notamment les dépenses au titre des travaux d'infrastructures nécessaires à la

¹⁰ Pour voir les missions de chacun des représentants, consulter le décret n°06-356, op cité (article 22).

réalisation de l'investisseur de l'investissement. La liste des dépenses susceptibles d'être imputées à ce compte est arrêtée par le CNI.

Enfin, on peut dire que le cadre législatif de l'investissement en Algérie a fortement évalué et s'adapte largement à ce qui se fait dans les pays les plus favorables à l'IDE.

2. Une politique d'ouverture et de libéralisme.

Dès la fin des années 80, l'économie algérienne a connu des bouleversements majeurs portants sur le changement de direction économique. Les pouvoirs publics ont décidé de poursuivre une politique de transition pour mettre fin au système de planification et donner naissance au système d'économie de marché. Certaines des réformes initiées ont pour but essentiel de promouvoir l'investissement privé local et étranger.

2.1. politique d'ouverture économique et commerciale :

La relation entre l'ouverture économique et les IDE a fait l'objet de nombreuses études dans le monde .E.G.Lim(2001) montre que le degré d'ouverture économique des pays est l'un des facteurs forts de leur attractivité aux IDE. De même, E. Helpmann(2006) met en évidence une relation forte entre le commerce extérieur et les flux d'IDE, en rappelant que le commerce international et les IDE ont été les deux variables qui ont connu la plus grande et la plus rapide croissance ces dernières années. C'est pourquoi, dès la fin des années 80, l'Algérie a cherché à changer de système économique en mettant fin à l'étatisme et au protectionnisme et en donnant naissance au libéralisme. Autrefois régulée totalement par l'Etat, l'économie a entamé une libéralisation progressive à travers une série de textes concernant le marché des biens et services et les marchés monétaires et financiers. C'est dans ce sens que l'Algérie a agi depuis maintenant une vingtaine d'années, en insistant sur l'ouverture de son économie et de son marché aux investisseurs privés locaux et étrangers. Ceci s'est concrétisée par un recul de l'intervention de l'Etat dans la sphère économique et l'émergence d'un secteur privé local et étranger plus fort.

En fait, en économie ouverte, l'Etat jouera le rôle de régulateur qui assurera un respect des règles par tous les investisseurs qui exigent à tour, d'abord un traitement équitable de la part de l'administration puis, un pragmatisme et un volontarisme décisif de la part de législateur et enfin, une transparence. De ce point de vue, nous avons pu constater ces dernières années le rôle plutôt encourageant joué par l'Etat l'ouverture de certains secteurs comme l'énergie ou encore la téléphonie qui a connu un développement sans précédent.

Le commerce extérieur a connu une politique d'ouverture accélérée et appuyée.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

La mainmise de l'État a duré jusqu'au début des années 90, où plusieurs mesures ont été adoptées. En 1991, L'Algérie a adopté le système Harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises, en vigueur partout dans le monde, utilisé par les douanes lors de l'enregistrement des marchandises importées ou exportées. Ce système est utilisé par presque tous les pays à des fins de recouvrement des droits de douane et d'établissement des statistiques relatives aux échanges internationaux de marchandises. La même année a connu l'adoption d'une loi visant à réduire le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

La banque mondiale (2008)¹¹ estime qu'en matière de la politique commerciale, l'Algérie est après l'Égypte le pays qui a le plus progressé entre 2003 et 2007 (par rapport à la Tunisie et au Maroc).

Tableau N°13 : Politique commerciale en Algérie et dans certains pays voisins.

	Politiques commerciales	
	Situation 2007 ¹²	Progrès des réformes ¹³
Algérie	58	69
Tunisie	56	57
Maroc	64	55
Egypte	72	96

Source : établi par nous-même sur la base des données de la banque mondiale.

La compagnie d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX) est chargée de la gestion du nouveau système d'assurance-crédit. Elle est chargée entre autres de la couverture des risques à l'exportation, de la garantie de paiement en cas de défaillance de l'acheteur (risque commerciaux et risque politiques : insolvabilité, guerres, etc....).

¹¹ Banque mondiale : Evaluation et perspectives économiques dans la région MENA, Washington DC, 2008.

¹² Pour chaque indicateur, les valeurs portées dans la colonne « Situation actuelle » correspondent à la place occupée en 2007 par le pays dans le classement mondial établi en fonction d'un éventail d'indicateurs représentatifs, exprimé sous forme de distribution de fréquences cumulées, le chiffre 100 étant attribué au pays qui applique les « meilleures » politiques au monde, et 0 à celui qui applique les « pires ».

¹³ Les valeurs portées dans la colonne « Progrès des réformes » indiquent la progression du pays entre 2003 et 2007, dans un classement mondial établi en fonction de l'évolution de divers indicateurs représentatifs, exprimé sous forme de distribution de fréquences cumulées dans le classement, la valeur 100 étant attribuée aux pays qui ont le plus progressé, et la valeur 0 aux pays ayant le plus régressé.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

Certes, les opérations d'importation et d'exportation sont soumises au contrôle des changes, ce qui ne signifie néanmoins pas restriction. En effet, la réglementation des changes contraint ces opérations à des procédures préalables, comme la domiciliation bancaire. Des licences d'importation ou d'exportation de produits peuvent être mises en œuvre. Ces mesures le seraient en application des dispositions de l'ordonnance 03- 04 ou encore des accords internationaux que l'Algérie a ratifié.

Toutefois, en matière d'ouverture commerciale, le FEMISE (2003) souligne que les PSEM, dont l'Algérie, se caractérisent par une protection commerciale plus élevée que dans l'ensemble des PED. Dans le même sens, Doing business (2017) soulève la mauvaise place de l'Algérie en matière de commerce transfrontalier. En effet, avec une place de 118 sur 176, elle reste la dernière de la région Magrébine. Le Maroc, l'Egypte et la Tunisie sont largement comparables aux pays développés, avec des places respectives de 19, 48, et de 50. Le Maroc aussi occupe une place encourageante comparativement à l'Algérie.

Tableau N°14: Indicateurs de commerce transfrontalier en Algérie et dans quelques pays Voisins.

A l'exporte		A l'import		Rang mondiale	
	Délai ¹⁴ (jours)	Cout ¹⁵ (\$)	Délai * (jours)	Cout ** (\$)	
Algérie	11,1	967	24	866	118
Tunisie	2,2	669	4,4	740	50
Maroc	1,8	263	5,5	344	19
Egypte	5,6	358	21	1554	48

Source: base des données de la banque mondiale (Doing Business 2017).

2.2. La politique de privatisation.

En théorie, le programme de privatisation est une réforme assez ambitieuse qui devait attirer des investisseurs étrangers. Les pouvoirs publics ont mené la privatisation avec la promulgation de l'ordonnance n°01-04 du 20 aout 2001 relative à l'organisation, la gestion et la privatisation des entreprises publiques économique (EPE), 6 ans après avoir jeté les

¹⁴ Le coût comprend à la fois celui lié à la conformité documentaire et celui lié aux frontières.

¹⁵ Le délai comprend celui lié à la conformité documentaire et celui lié aux frontières.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

premiers jalons de la privatisation, avec l'ordonnance n° 95-22 du 26 août 1995 relative à la privatisation des entreprises publiques, dont l'entrée effective était en 1998. Une loi qui intervient dans la foulée des négociations du programme d'Ajustement structurel (PAS) avec le FMI.

La politique de privatisation, telle qu'elle est définie, tente dès lors de favoriser des privatisations vertueuses. Cela revient à dire que les privatisations utiles à collectivité sont celles qui permettent aux entreprises déjà existantes de bénéficier d'un apport extérieur (financier, technologique, managérial) pour pouvoir développer leurs activités, renforcer leurs capacités de production, créer de nouveaux emplois... .

Le bilan du programme des privatisations reste néanmoins mitigé. Sur 5 ans (2002-2008), seules 458 entreprises ont été privatisées sur un total de plus de 1200 programmées dans un premier temps. Plus de 46% ont connu une privatisation totale, alors que 10% (soit 47) sont partiellement vendues, et près de 20% ont vu leurs actifs cédés à des repreneurs privés. Seules 76 entreprises (soit 16,6%) ont été reprises par les salariés. Pourtant, la loi leur a accordé des avantages spécifiques comme : l'acquisition à titre gracieux de 10% maximum du capital de l'entreprise, l'exercice d'un droit de préemption et un abattement de 15% maximum sur le prix de cession (article 28 et 29 de l'ordonnance n°01-04). Ce bilan établi par le ministère de l'industrie paraît, en effet, bien maigre au regard de l'ambition et du volontarisme affichés, en ce temps-là, par les autorités politiques en place. C'est à partir de l'année 2004 que l'opération a commencé à prendre de l'ampleur avec la privatisation de 58 EPE, contre seulement 20 en 2003, 5 en 2002 et 6 en 2001. Cela s'explique essentiellement par le fait que la réglementation de 2001 n'a été perçue par les opérateurs privés que 2 voire 3 ans plus tard, témoignant de la sorte des problèmes de transmission d'information. Néanmoins, à partir de 2007, un coup de frein a été observé, malgré les 110 entreprises privatisées, 6 de moins qu'en 2006, ce qui s'explique particulièrement par la crise financière qui a mis en difficulté beaucoup d'entreprises des pays développés. Notons enfin que le programme des privatisations a été gelé jusqu'à nouvel ordre.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

Tableau N°15 : Bilan des privatisations en Algérie.

Type d'opérations	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Total
Privatisation totale	1	5	7	50	62	68	18	211
Privatisation partielle (>50%)	0	1	3	11	12	7	1	34
Privatisation partielle (<50%)	0	0	2	1	1	6	2	13
Reprise par les Salariés (RES)	0	8	23	29	9	0	7	76
Partenariats (Joint-ventures)	3	4	10	4	2	9	1	30
Cession d'actifs à des repreneurs Privés	1	2	13	18	30	20	7	90
Total	5	20	58	113	116	110	36	458

Source : Établi par nous-même sur la base des données de Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements, septembre 2008.

2.3. Le « Home sweet Home ».

Comment inciter la communauté établie à l'étranger à venir investir dans son pays d'origine ? voici une problématique sur laquelle l'ANDI a engagé une réflexion et établi des mécanismes de matérialisation en partenariat avec le réseau européen des agences de promotion des investissements (ANIMA) dont la création a été retenue dans le cadre du programme MEDA. Il a été le thème central d'un séminaire de trois jours, tenu à Alger le 25, 26 et 27 juin 2005, avec la participation d'experts venus d'horizons différents, notamment d'Europe. Cette initiative vise à sensibiliser, voire mobiliser particulièrement les algériens établis à l'étranger pour venir investir dans leur pays d'origine qui offre d'importantes opportunités. L'ANDI met en avant les dispositions prises par l'Algérie en faveur de la promotion de l'investissement, en estimant que c'est nécessaire de porter à la connaissance des hommes d'affaires les changements introduits dans le système économique national, surtout dans son volet relatif à l'attraction des capitaux.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

Il faut savoir que l'engagement d'une opération sur ce sujet le « *Home sweet Home* » est l'aboutissement d'une réflexion lancée en mai 2004, avec le réseau ANIMA dans le cadre du projet Meda-Entrepreneurs Algérie. L'accent est davantage mis sur la collaboration des différentes institutions et administrations concernées, notamment, celles en rapport avec la communauté établie à l'étranger dans le but d'assurer un succès à l'action. Ainsi, en plus de l'ANDI, il faut compter la participation des ministères de la promotion de l'investissement, des télécommunications, de l'intérieur, des affaires étrangères, le ministre délégué à la communauté nationale établie à l'étranger et la chambre du commerce. Le groupe de travail issu de ces différentes institutions a établi un programme avec le concours d'experts étrangers, validé à l'occasion du séminaire de trois jours suscité.

Ces dernières années, l'Algérie s'est embarquée dans un vaste éventail de réformes pour améliorer son environnement des affaires. Certains progrès ont été réalisés, mais le tableau des réformes présente des contraintes et des limites qui découragent encore l'investissement étranger. Même si les droits de douane ont été fortement réduits, les barrières non tarifaires restent importantes et les performances en matière de logistique commerciale, reflétant la qualité des dispositions en matière de douane, de ports et de transports, restent non satisfaisantes, autre caractéristique négative, l'Etat pratique toujours un effet d'éviction sur le secteur privé dans certaines branches économiques.

D'un point de vue global, ce qui est remarqué et remarquable est que l'Etat n'a jamais pu ou plutôt voulu se détacher de la sphère économique, quand le prix de baril est élevé, l'Etat prend tout en main, et lorsqu'il est au plus bas, il s'en lave les mains. Une attitude qui perdure encore dans un pays où la transition présumée d'une économie étatique vers une économie de marché est contestée. Il n'existe pas de transition en Algérie, puisqu'il s'agit de même système rentier en place. L'autre problème qui cause beaucoup de tort à l'Algérie est celui des retards pris par le programme de privatisations des entreprises publiques. Un concept dont l'objectif est purement de donner une opportunité à l'émergence du secteur privé (local ou étranger), mais qui accuse d'énormes retards.

Section 03 : Les IDE en Algérie en chiffres.

Riche en ressources naturelles et économiquement stable, l'Algérie a attiré des flux d'IDE convenables entre 2006 et 2011. Plus récemment, il y a eu un net déclin de l'investissement européen et un intérêt grandissant des investisseurs du golfe. Une réorientation des IDE vers le marché intérieur est aussi notable avec une prolifération des projets de développement dans les transports et les infrastructures. Selon les données publiées

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

par la CNUCED dans le World Investment Report 2019, les entrées d'IDE entre 2017 et 2018 ont augmenté de 22%, pour atteindre 1.5 milliards d'USD. Cette augmentation est principalement due aux investissements dans le secteur pétrolier et gazier, ainsi qu'aux investissements dans l'industrie automobiles. Avec plus de 100 millions d'USD dans une usine de production, BAIC international (Chine) est l'un des principaux investisseurs. Le stock d'IDE a légèrement augmenté et a atteint 30.6 milliards d'USD en 2018. La Chine et la Turquie ont beaucoup investi en Algérie, surpassant ainsi la France, qui occupait historiquement la place du premier investisseur dans le pays

Les mesures protectionnistes prises par le gouvernement algérien, ainsi que la corruption, la bureaucratie, la faiblesse du secteur financière et l'insécurité légale concernant la propriété intellectuelle sont d'importants obstacles aux investissements. La participation d'un investisseur étranger dans une société algérienne est limitée à 49%, et les fournisseurs étrangers ont pour obligation de trouver des partenaires locaux pour les appels d'offres publics. Néanmoins, le gouvernement algérien prépare un projet de loi qui pourrait abolir cette règle courant 2019. L'Algérie était placée 157^{ème} sur 190 dans le rapport Doing Business 2020 publié par la banque mondiale, à la même place que l'année précédente. Aucune réforme n'a été entreprise en 2019 pour améliorer le climat des affaires en Algérie.

Ainsi en matière d'investissement, l'Algérie certes attire des flux croissants d'IDE ces dernières années, mais le stock reste faible (voir le tableau) bien que cette dernière ait fait partie en 2010 des dix premiers pays d'Afrique en termes de réception d'IDE. Cependant, la série de mesures protectionniste prises par le gouvernement algérien, dont la nouvelle réglementation relative aux IDE imposant une participation majoritaire algérienne de 51% est un facteur décourageant les IDE. De même, la corruption, les lourdeurs bureaucratiques, la faiblesse du secteur financier et l'insécurité juridique relative aux droits de propriété intellectuelle sont des freins à l'investissement. Officiellement, le gouvernement demeure engagé dans la libéralisation économique et continue à rechercher l'investissement étranger dans les secteurs économiques. On peut également noter une réorientation des IDE sur le marché domestique à travers la multiplication des projets de développement des transports et des infrastructures.

Chapitre 02 : Les investissements directs étrangers en Algérie.

Tableau N°16 : l'investissement direct étranger en Algérie.

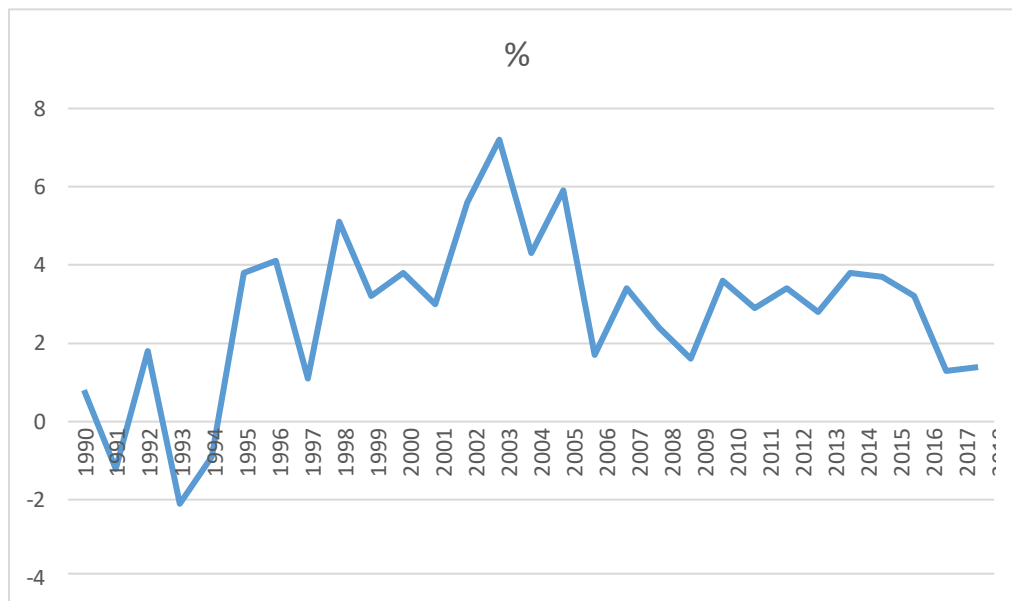
Investissement direct étranger	2017	2018	2019
Flux d'IDE entrants (<i>millions USD</i>)	1.232	1.466	1.382
Stock d'IDE (<i>millions USD</i>)	29.108	30.574	31.956
Nombre d'investissements Greenfield***	22	18	24
Stock d'IDE (<i>en % du PIB</i>)	17.4	17.0

Source : CNUCED.

Note : * l'indicateur de performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. **l'indicateur de potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, l'éducation, le risque pays, *** les investissements Greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

Concernant le taux de croissance, l'économie algérienne a progressé entre 2000 et 2004, et vu une décroissance en 2006 ensuite a eu une tendance plus au moins stable à ce jour. En effets, elle a enregistré un taux d'accroissement annuel moyen de 1,8% depuis le lancement du Programme de Soutien à la Relance Economique (PSRE) en 2001.

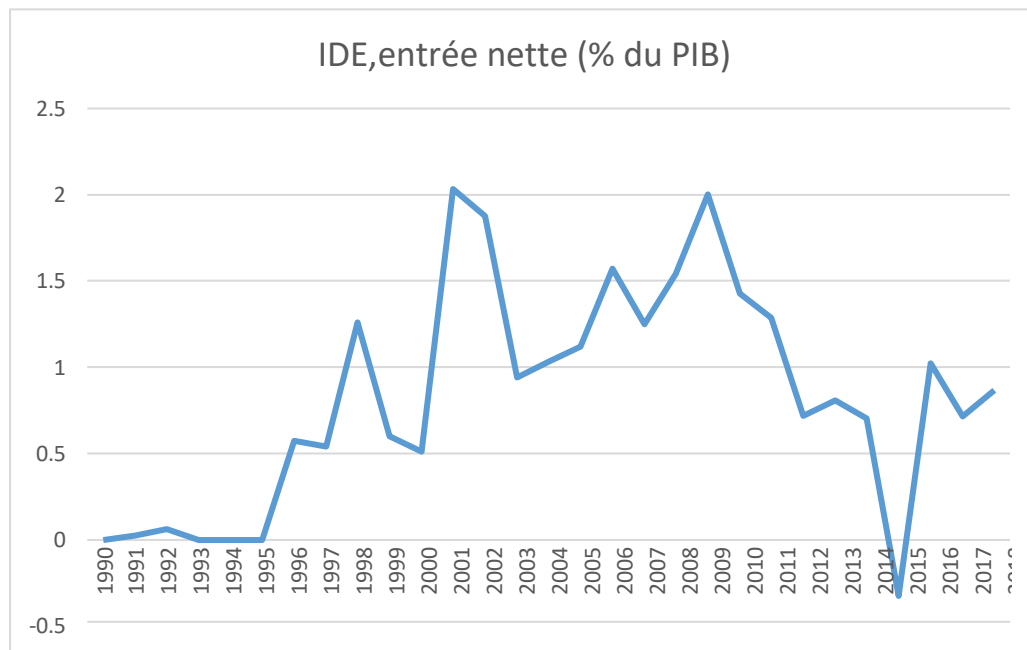
Graph N°05 : croissance du PIB en Algérie (% annuel).



Source : établi sur la base de données de la Banque mondiale.

Ces dernières années, l'investissement direct étranger est considéré comme un facteur clé pour le développement économique en Algérie. La figure 7 montre quelques données concernant les flux nets des IDE en % du PIB au cours de la période (1990-2016). Comme indiqué dans cette figure, les IDE en Algérie ont atteint 2 % en 2001 contre 0,5 réalisé en 2000. En d'autres termes, les IDE ont connu une tendance croissante au fil des années. Jusqu'en 2010, ensuite une décélération flagrante jusqu'en 2015, et une reprise en 2016 suite aux différentes améliorations des LFC partie par les programmes de privatisation de grande envergure qui ont été mises en œuvre par les autorités publiques algériennes ces dernières années. Il est vrai qu'une augmentation substantielle en 2016 a été enregistrée, mais elle reste encore insuffisante à l'échelle nationale mondiale.

Graph N°06 : l'investissement direct étranger en Algérie (% du PIB).



Source : établi sur la base de données de la Banque mondiale.

Conclusion.

La promotion des IDE a constitué depuis une vingtaine d'années maintenant un impératif de premier rang pour les politiques en Algérie. De nombreuses réformes ont été élaborées pour optimiser l'attractivité du pays à l'égard des opérateurs étrangers.

Toutefois, malgré la disponibilité de certains atouts que le pays pourrait faire valoir dans une concurrence avec les pays voisins, nous constatant dans l'essentiel des publications sur le climat des affaires dans le monde que l'Algérie accuse un retard vis-à-vis de ces voisins et accumule les mauvaises résultats.

La promotion de l'IDE doit obéir à une politique visant à mobiliser les opérateurs étrangers, tout en les orientant vers le financement des activités à haute intensité capitalistique et la diffusion de nouvelles technologies. Grace aux multiples avantages qu'ils génèrent (technologie, organisation, pratiques managériales, élargissement des débouchés vers les marchés internationaux). Une politique active de l'état set plus que nécessaire pour faciliter l'ancrage des IDE dans le tissu industriel et la diffusion de leurs effets externes au profit des entreprises nationales.

Introduction

Après avoir présenté le cadre théorique des IDE, nous procédons à une analyse empirique afin d'évaluer l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie à travers la variation des flux des IDE entrants. Nous adopterons une approche qui consiste à estimer un modèle VECM.

Le but de cette dernière partie est d'abordé la modélisation du lien entre les investissements directs étrangers et la croissance économique en Algérie. Pour cela, on décompose ce chapitre en trois sections. Nous intéressons dans la première section à l'analyse graphique des séries afin de titrer les différentes tendances de l'évolution de nos variables. Dans la deuxième section, nous nous intéressons à l'analyse univariée des séries (étude de la stationnarité des séries) et enfin dans la dernière section, nous ferons une analyse multivariée des séries.

Section 01 : présentation et analyse graphique des séries de données

Cette section se focalise sur une analyse univariée de chaque série de donnée ; on commencera par la présentation de choix de nos variables utilisées, puis nous effectuerons une analyse descriptive, et on terminera par une analyse économétrique.

Les données de ce présent travail proviennent de la banque mondiale et le fond monétaire international (FMI). Nous avons utilisé des données annuelles couvrant la période 1970-2018. Cette période correspond à la loi sur les hydrocarbures qui a été modifiée en faveur des investissements étrangers pour les inciter à s'installer en Algérie.

Comme toute méthode d'analyse, l'économétrie s'appuie sur un certain nombre de variable qui lui sont propres. Les principaux ingrédients d'un modèle économétrique sont les variables à expliquées et les variables explicatives, les perturbations et les paramètres.

1. Choix des variables

Nous avons essayé dans notre travail de choisir au mieux les variables exogènes qui sont en corrélation avec les variables endogènes qui est la croissance économique représenté par le PIB en terme réel. Pour cela nous nous inspirons du modèle de la croissance endogène

Chapitre 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

intitulé par Marouane ALLAYA ¹ dans son étude. Afin de mener à bien notre analyse, nous retenons les variables suivantes :

- ✓ Produit intérieur brute en terme réel (**PIB**) (en milliard de DA);
- ✓ L'investissement direct étranger en terme réel (**IDE**) (en milliard de DA);
- ✓ Taux de change (**TCH**) (en %) ;
- ✓ Taux d'inflation (**INF**) (en %);

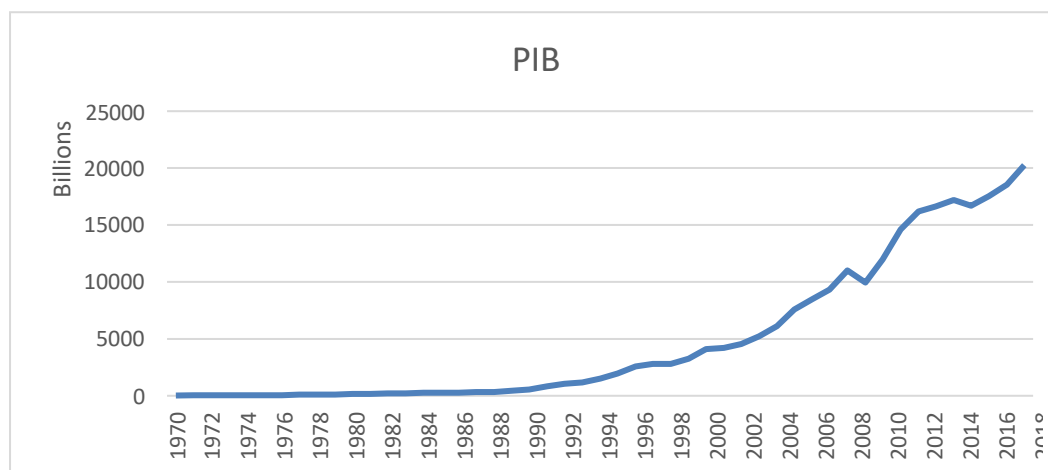
2. Analyse descriptives des séries de donnée

Cette phase nous permet de présenter nos variables graphiquement, afin de pouvoir examiner leurs tendances durant la période d'étude.

2.1. Évolution du PIB

Le PIB est l'indicateur économique qui permet de quantifier la valeur totale de la production de richesse annuelle effectuée par les agents économiques résidents à l'intérieur d'un territoire. Elle représente la valeur monétaire des biens et services produits par les unités productrices résidentes au cours d'une période donnée, généralement l'année. Le PIB réel traduit le dynamisme de l'économie d'un pays.

Graphe N°07 : Évolution du PIB réel en Algérie (en milliards de DA).



Sources : établie par nous-même d'après les données de Banque Mondiale

Le graphe ci-dessus met en lumière, l'évolution de PIB réel en Algérie sur la période d'étude. A partir de 1995 on observe une évolution progressive due à l'augmentation des recettes pétrolières. Ce qui correspond bien aux années d'ouverture de l'économie algérienne à l'investissement privé d'une façon générale et à l'investissement étranger d'une façon

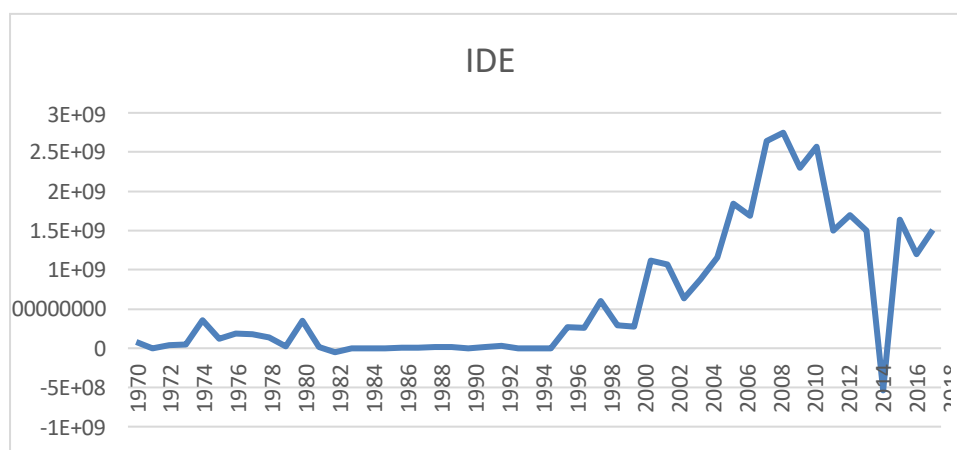
¹ Marouane Alaya « A quelle condition les IDE stimulent-ils la croissance ? IDE, croissance et catalyseurs dans les pays méditerranéens », mondes en développement 2009/4 (n°148), p. 119-138.

Chapitre 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

particulière. A l'exception de l'année 2009, on observe une stagnation causée par la crise financière. En 2015, conforté à une forte chute de ses revenus pétroliers (-43,71%) aggravant fortement le déficit de la balance commerciale. L'année 2018 l'Algérie est estimée 20259milliards de dinars.

2.2.Évolution des IDE.

Graphes N°08 : Évolution des IDE en Algérie (en milliards de DA).



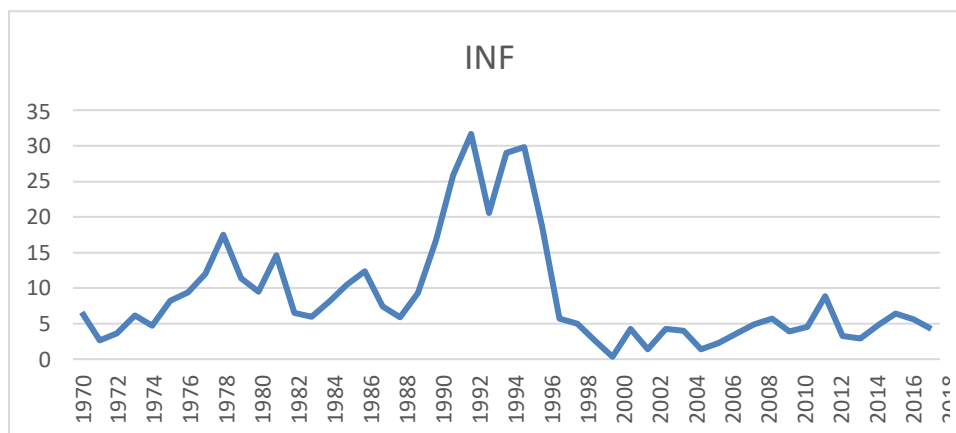
Sources : établie par nous-même d'après les données de Banque Mondiale

Selon cette visualisation, on remarque que les investissements directs étrangers en Algérie étaient plus ou moins stables au début des années 86, dues essentiellement à la situation sécuritaire et politique du pays. A partir d 1996, les IDE commence avoir une évolution remarquable pour atteindre 24469,3 milliards de dinars en 2009. A partir de l'année 2010, ils ont chuté suite à l'adoption d'un nouveau code des investissements « la loi de finance complémentaire ». L'année 2015 a connu un désinvestissement qui est due à la baisse des recettes pétrolières. Le rebond enregistré à partir de 2016 par rapport à 2015 s'explique en partie par l'amélioration de la politique d'investissement et le redressement de la production pétrolière.

2.3.Évolution taux d'inflation.

L'inflation est mesurée par rapport à l'indice des prix à la consommation, elle représente la perte de pouvoir d'achat de la monnaie, qui est traduit par une hausse niveau générale et durable des prix des biens et services au cours d'une période donnée.

Graphe N°9 : Évolution du taux d'inflation en Algérie en (%).



Sources : établie par nous-même d'après les données de Banque Mondiale

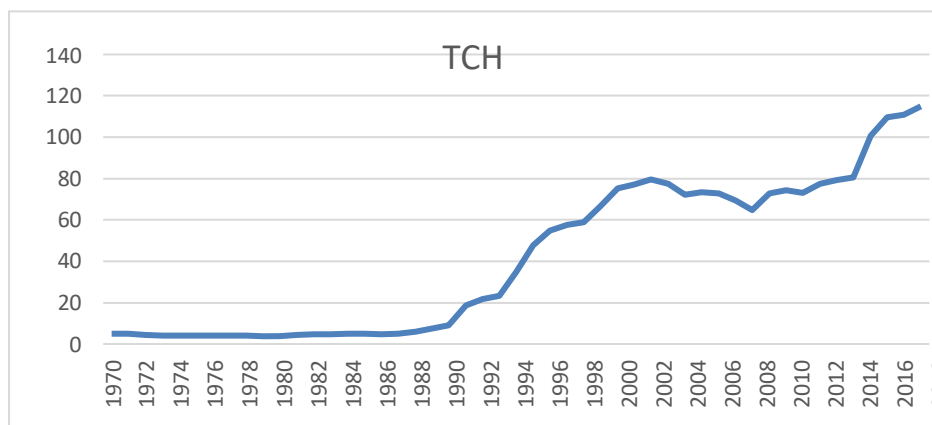
Le graphique ci-dessus, met en lumière l'évolution du taux d'inflation en Algérie. D'une façon générale, la tendance de cette variable reste dominée par une alternance entre hausse et baisse de niveau général des prix, avec des fortes fluctuations de 1992 et 1995, sous les effets de la forte augmentation des importations des biens alimentaires et la dévaluation de taux de change où on a enregistré les taux les plus élevés en Algérie (avec respectivement 31,66% et 29,77%). A Partir de 2000, l'évolution des prix a connu une baisse de taux d'inflation mais avec quelques irrégularités. En 2012, le taux d'inflation algérien avait augmenté d'environ (8,9%) par rapport à l'année précédente. L'année 2018 le taux d'inflation avait une baisse légèrement qui atteint (4,27%).

2.4.Évolution de taux de change.

Le taux de change est la valeur d'une devise par rapport à une autre. Le taux de change, qui varie en permanence, dépend de l'offre et de la demande des devises sur le marché des changes.

Graphe N°10 : Évolution du taux de change en Algérie en (%).

Chapitre 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.



Sources : établie par nous-même d'après les données de Banque Mondiale

Ce graphique représente le taux de change de la monnaie locale en dollars américain (USD). On remarque que la tendance de la variable taux de change est en hausse à partir de l'année 1991 jusqu'à 2002 et une baisse légèrement en 2008 qui atteint (64,78%). L'année 2018, le taux de change algérien avait augmenté d'environ (114,9%) par rapport à l'année précédente.

Après avoir fait une analyse graphique des différentes séries, nous allons passer à la première étape de notre étude économétrique à savoir l'étude de la stationnarité des séries utilisées.

Section 2 : Étude de la stationnarité des séries de données.

Une série chronologique est stationnaire si elle ne comporte ni tendance, ni saisonnalité, plus généralement, aucun facteur n'évoluant avec le temps. Ceci étant, nous devons d'abord déterminer l'ordre d'intégration des variables. On dit qu'une variable est intégrée d'ordre p sa différence d'ordre p est stationnaire. Cette analyse consiste à étudier les corrélogramme correspondants aux différentes séries et l'application des tests de racine unitaire, dont le but de connaître leurs propriétés statistiques.

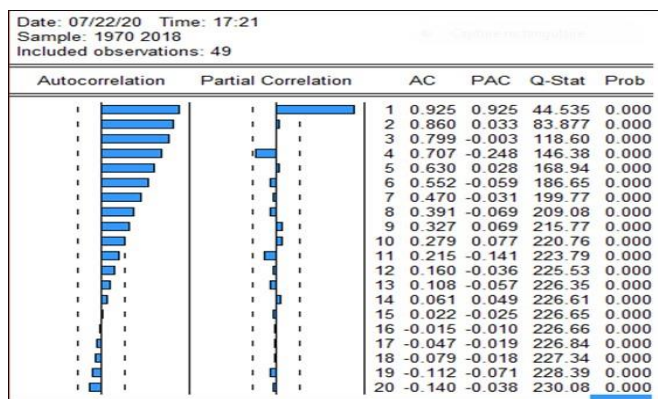
Cette analyse consiste à étudier les corrélogrammes correspondants aux différentes séries et l'application des tests de racine unitaire, dont le but est de connaître leurs propriétés statistiques.

Pour bien démontrer la méthodologie de l'analyse de la stationnarité, on prend comme un exemple la série du PIB.

1. Analyse du corrélogramme.

Dans cette analyse, nous allons étudier le corrélogramme de cette série afin d'avoir une idée sur leurs stationnarité.

Figure n°02 : Étude de corrélogramme de la série de PIB en niveau.



Source : résultat obtenue à partir du logiciel Eviews4.

L'observation du corrélogramme de la série de PIB, nous montre que les autocorrélations de PIB diminuent lentement, et la première autocorrélation partielle est significativement déférente de zéro, de plus la statistique de LJUNG-box(Q_{STAT}) pour un retard de h=10 confirme la présence d'autocorrélation. En effet, la probabilité du test pour ce retard est largement inférieur à 5% ce qui nous permet d'écarter l'hypothèse que la série est un bruit blanc, ce qui nous indique que la série est non stationnaire.

Le même constat a été enregistré pour les autres séries restantes. Toutes ces remarques nous laissent présager que les séries en niveau (IDE, INF, TCH) sont non stationnaires en niveau l'annexe n°2(p 88-89)².

Toutefois, l'étude du corrélogramme en différence premières de ces séries, laisse présager qu'elles sont stationnaires car leurs corrélogrammes ne présentent aucune structure particulière.

2. Application de test de racine unitaire (DF et ADF).

L'application du teste de racine unitaire nécessite d'abord de sélectionner le nombre de retards, autrement dit, déterminer le nombre maximum de retard d'influence des variables explicatives sur la variable à expliquer.

2.1. Détermination du nombre des retards p pour la série PIB.

Nous avons choisi de nous base sur les corrélogramme des séries en différence première.

Tableau N°17 : nombres de retards obtenus pour chaque série.

Variabes	PIB	IDE	INF	TCH

² Voir le corrélogramme du PIB annexe n°2, pp 88 -89

Chapitre 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

Retard retenu (P)	p=0	p=1	P=0	P=1
--------------------------	-----	-----	-----	-----

Source : Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 4.0

Pour le choix des retards voir les corrélogramme des séries en différence première dans l'annexe n°2 (P 86-89)³.

2.2. Application du test d'ADF à la série PIB.

On va tester les 3 modèles avec P=0. En pratique, on commence par l'application du test ADF sur le modèle général (modèle 03), qui englobe tous les cas de figures c'est-à-dire qui tient compte de toutes les propriétés susceptibles de caractérisées une série (constante et tendance).

Tableau n° 18 : Test ADF pour modèle (03) pour la série PIB.

ADF Test Statistic	-0.634824	1% Critical Value*	-4.1584	
		5% Critical Value	-3.5045	
		10% Critical Value	-3.1816	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(PIB)				
Method: Least Squares				
Date: 08/04/20 Time: 22:07				
Sample(adjusted): 1971 2018				
Included observations: 48 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	-0.026502	0.041747	-0.634824	0.5288
C	-365873.5	322176.0	-1.135632	0.2621
@TREND(1970)	37265.51	18467.26	2.017923	0.0496
R-squared	0.171003	Mean dependent var	421561.9	
Adjusted R-squared	0.134159	S.D. dependent var	936579.3	
S.E. of regression	871492.7	Akaike info criterion	30.25426	
Sum squared resid	3.42E+13	Schwarz criterion	30.37121	
Log likelihood	-723.1023	F-statistic	4.641227	
Durbin-Watson stat	2.503442	Prob(F-statistic)	0.014704	

Source : Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 4.0

On remarque que la série PIB est un processus DS car la statistique de test ADF est égale (-0,63) supérieure à la valeur théorique qui est (-3,50).

On remarque aussi que la valeur de la t statistique de la tendance est égale à (2,01) est inférieure à la valeur critique qui est 2,81 (voir table ADF en annexe n°3, p 92), donc on accepte l'hypothèse nulle (H_0 : trend=0). On rejette la présence d'une tendance dans le modèle. On estime en conséquence le modèle [2], modèle avec constante et sans tendance déterministe. Les résultats sont donnés dans le tableau suivant :

³ Voir le graphe et le corrélogramme de D(PIB) annexe n°2, pp 86-89

Chapitre 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

Tableau n°19: Test ADF pour modèle (02) pour la série PIB.

ADF Test Statistic	2.210035	1% Critical Value*	-3.5713	
		5% Critical Value	-2.9228	
		10% Critical Value	-2.5990	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(PIB)				
Method: Least Squares				
Date: 08/04/20 Time: 22:10				
Sample(adjusted): 1971 2018				
Included observations: 48 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	0.046854	0.021201	2.210035	0.0321
C	199562.2	164225.4	1.215173	0.2305
R-squared	0.095988	Mean dependent var	421561.9	
Adjusted R-squared	0.076335	S.D. dependent var	936579.3	
S.E. of regression	900122.8	Akaike info criterion	30.29922	
Sum squared resid	3.73E+13	Schwarz criterion	30.37719	
Log likelihood	-725.1814	F-statistic	4.884254	
Durbin-Watson stat	2.467571	Prob(F-statistic)	0.032118	

Source : Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 4.0

On remarque que la série PIB est un processus DS car la statistique de test ADF est égale (2,21) supérieure à la valeur théorique qui est (-2,92).

On remarque aussi que la valeur de t statistique de la constante est égale à (1,21) est inférieure à la valeur critique qui est 2,56 (voir la table ADF en annexe n°3 93) on estime alors le modèle [1], modèle sans constante es sans tendance. Le tableau suivant présente les résultats :

Tableau n°20: test ADF pour modèle (01).

ADF Test Statistic	3.714304	1% Critical Value*	-2.6110	
		5% Critical Value	-1.9476	
		10% Critical Value	-1.6194	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(PIB)				
Method: Least Squares				
Date: 08/04/20 Time: 22:13				
Sample(adjusted): 1971 2018				
Included observations: 48 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	0.062612	0.016857	3.714304	0.0005
R-squared	0.066968	Mean dependent var	421561.9	
Adjusted R-squared	0.066968	S.D. dependent var	936579.3	
S.E. of regression	904675.6	Akaike info criterion	30.28915	
Sum squared resid	3.85E+13	Schwarz criterion	30.32814	
Log likelihood	-725.9397	Durbin-Watson stat	2.427767	

Source : Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 4.0

Chapitre 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

On remarque que la série PIB est un processus DS car la statistique de test ADF est égale (3,71) supérieure à la valeur théorique qui est (-1,94). Elle est non stationnaire, on applique le test d'ADF à la série en différence première.

Tableau n°21:Test ADF modèle (01) pour la série D(PIB).

ADF Test Statistic	-5.993498	1% Critical Value*	-2.6120	
		5% Critical Value	-1.9478	
		10% Critical Value	-1.6195	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(PIB,2)				
Method: Least Squares				
Date: 08/04/20 Time: 22:15				
Sample(adjusted): 1972 2018				
Included observations: 47 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB(-1))	-0.906199	0.151197	-5.993498	0.0000
R-squared	0.438105	Mean dependent var	35796.44	
Adjusted R-squared	0.438105	S.D. dependent var	1381703.	
S.E. of regression	1035720.	Akaike info criterion	30.56014	
Sum squared resid	4.93E+13	Schwarz criterion	30.59950	
Log likelihood	-717.1633	Durbin-Watson stat	1.978775	

Source : Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 4.0

La série $D^1(\text{PIB})$ est stationnaire car la statistique du test ADF est égale à (-5,99) inférieure à la valeur théorique (-1,94). La série PIB comporte donc une racine unitaire, la série PIB est intégrée d'ordre 1 puisque il faut la différencier une fois pour la rendre stationnaire.

2.3. Présentation des résultats des tests de (DF et ADF) sur les autres séries restantes :

L'application par la même stratégie des tests de racine unitaire sur les autres séries (IDE, taux d'inflation, taux de change) nous donne les résultats résumés dans le tableau suivant⁴ :

⁴ Voir les résultats de l'estimation annexe n°03, pp 88-90

Chapitre 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

Tableau n°22: Les résultats des tests de la stationnarité (Test ADF)

Variables	Test ADF en niveau						Test ADF en différence	
	T de ADF	Modèle3	Modèle2	Modèle1	T trend	T const	Modèle 1	Ordre d'intégration
IDE	T calculée	-2,18	-1,34	-0,70	1,70	1,29	-6,49	I(1)
	T tabulée	-3,50	-2,92	-1,94	2,81	2,56	-1,94	
INF	T calculée	-2,28	-2,14	-1,42	-0,88	1,59	-6,55	I(1)
	T tabulée	-3,50	-2,92	-1,94	2,81	2,56	-1,94	
TCH	T calculée	-2,03	0,49	1,75	2,38	1,14	-3,16	I(1)
	T tabulée	-3,50	-2,92	-1,94	2,81	2,56	-1,94	

Source : Élaboré par nous même à partir du logiciel Eviews 4.0

Le fait que les 4 variables (PIB, IDE, TCH, INF) sont intégrées de même ordre 1 on compare les t calculées aux t tabulées (voir table ADF)⁵;

(C'à d : non stationnaires en niveau et stationnaire en différences premières), on peut chercher d'éventuelles relations de cointégration qui peuvent exister entre elles.

Le but de cette section à faire une analyse univariée des séries afin de déterminer l'ordre d'intégration.

⁵ Voir la table ADF en annexe n°03, P 93

Chapitre 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

Section03 : Estimation du modèle vectoriel à correction d'erreur

Après avoir raisonné dans un cadre univariée, il y a lieu de passer à une analyse multivariée afin d'étudier les interactions qui peuvent exister entre les variable.

Notre étude concerne la modélisation de l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie, de plus, la relation de la croissance et les investissements directs étranger ce détermine généralement à long terme, puisque la série de PIB intégré d'ordre (1) on doit suivre un modèle à correction d'erreur de Johansen ; nous allons essayer de faire l'application de la théorie de cointégration et d'estimé un modèle VECM, s'il y a lieu, sur les variable (PIB), (IDE) , (INF) et (TCH). Une telle modalisation nécessitera l'utilisation de la théorie de coitégration et si nous parvenons à identifier une relation de long terme, l'estimation d'un modèle vectorielle à correction d'erreur sera possible et il ne restera qu'a le validé.

1. Estimation du modèle VECM à la série PIB par la méthode de Johansen

Nous nous intéressons à l'étude de la Coitégration entre les variables sélectionnées, en utilisant la méthode du maximum de vraisemblance de Johansen. Nous procédons en trois étapes :

Étape (1) : nous Déterminons le nombre de retard P.

Étape (2) : Test de cointégration de JOHANSEN (Test de La trace) consiste à préciser les spécifications à retenir pour la relation de cointégration, et nous allons appliquer le test de la trace pour déterminer le nombre de relation de cointégration.

Étape (3) : nous estimerons le modèle VECM

Étape (1) : Détermination du nombre de retard P

Tableau N°23 : nombres de retards obtenus en VECM.

Nombre de retards	Critère d'Akaike	Critère de Schwarz
P=1	83.61548	84.39515
P=2	83.94344	85.36057
P=3	84.1552	86.22268

Source : résultat obtenue à partir du logiciel EvIEWS7.

Chapitre 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

Le choix du retard p qui minimise les deux critères d'informations d'AKAIKE et de SCHWARTZ nous conduit à retenir $P=1$.

Étape (2) : Test de cointégration de JOHANSEN (Test de La trace)

Ce tableau signifie que pour effectuer le test de spécification à retenir dépend de :

- ✓ L'absence ou la présence de la constante dans le modèle à correction d'erreur ;
- ✓ L'absence ou la présence de la constante et de la tendance dans la relation de cointégration.

Tableau n°24: Test de spécification

Type de processus	Spécification				
	1	2	3	4	5
Tous les processus sont des DS sans dérive	×	×			
Au moins un des processus est un DS avec dérive			×		
Au moins un processus est un TS				×	
Au moins un processus a une tendance quadratique					×

Source : Régis Bourbonnais⁶ (2015)

Ce test repose sur deux hypothèses:

Soit r : le nombre de relations de cointégration, $q > 0$,

$H_0 : r = q$ contre $H_1 : r > q$.

H_0 est acceptée si la trace calculée $<$ trace tabulée au seuil de 5%.

Le tableau ci-dessous présenté les résultats de l'estimation par la méthode de la trace

⁶ Régis Bourbonnais (2015), « Économétrie : cours et exercices corrigés », édition Dunod, page 313.

Chapitre 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

Tableau n°25: estimation par la méthode de la trace

Date: 08/05/20 Time: 09:01
Sample (adjusted): 1972 2018
Included observations: 47 after adjustments
Trend assumption: Linear deterministic trend
Series: PIB IDE INF TCH
Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.439168	50.11782	47.85613	0.0302
At most 1	0.255311	22.93616	29.79707	0.2492
At most 2	0.140950	9.081115	15.49471	0.3579
At most 3	0.040447	1.940506	3.841466	0.1636

Trace test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Source : résultat obtenue à partir du logiciel Eviews7.

Le tableau ci-dessus indique que :

Pour $r = 0$, la $\text{trace}_{\text{calculée}} = 50.11 > 47.85$ au seuil de 5%.

Ce qui indique que l'hypothèse nulle est rejetée. On accepte donc l'hypothèse alternative qui signifie qu'il y a au moins une relation de cointégration.

Pour $r=1$, la $\text{trace}_{\text{calculée}} = 22.93 < 29.79$ au seuil de 5%. On accepte l'hypothèse H_0 qui signifie l'absence de relation de cointégration.

Les résultats de test de cointégration montrent qu'il existe une seule relation de long terme entre le PIB et les autres variables explicatives.

Étape (3) : Estimation du modèle VECM

Les résultats de l'estimation sont donnés dans les tableaux suivants

Chapitre 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

Tableau N°26: estimation de la relation de long terme pour le PIB

Vector Error Correction Estimates	
Date: 08/05/20 Time: 09:05	
Sample (adjusted): 1972 2018	
Included observations: 47 after adjustments	
Standard errors in () & t-statistics in []	
Cointegrating Eq:	CointEq1
PIB(-1)	1.000000
IDE(-1)	-0.020321 (0.00869) [-2.33885]
INF(-1)	-2695641. (725329.) [-3.71644]
TCH(-1)	-794776.1 (224561.) [-3.53924]
C	64526927

Source : résultat obtenue à partir du logiciel Eviews7.

Nous nous constatons que tous les coefficients sont significatifs et différents de zéro, car les valeurs de t-Student sont supérieures à la valeur critique au niveau de 5%. En résumé, les résultats obtenus de l'estimation de la relation de cointégration permettent d'identifier l'équation de long terme suivante⁷ :

$$\text{PIB} = 64526927 + 0.02\text{IDE}_t + 2695641\text{INF}_t + 794776.1\text{TCH}_t$$

$$(2.33) \quad (3.71) \quad (3.53)$$

On remarque qu'une augmentation de 1% des IDE s'accompagne d'une augmentation de 0.02 (milliards de dinars) de PIB réel, une hausse de 1% d'INF s'accompagne d'une augmentation de 2695641 (milliards de dinars) de PIB. Une hausse de 1% de TCH de s'accompagne d'une augmentation 794776.1 (milliards de dinars) de PIB réel en Algérie.

⁷ Voir les résultats de l'estimation annexe n°04, P 94

Chapitre 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

Tableau N°27 : estimation de la relation de court terme

Error Correction:	D(PIB)	D(IDE)	D(INF)	D(TCH)
CointEq1	-0.012098 (0.00379) [-3.19135]	3.386600 (3.10718) [1.08993]	6.11E-08 (2.9E-08) [2.07827]	-2.75E-08 (2.8E-08) [-0.96883]
D(PIB(-1))	0.056445 (0.17376) [0.32485]	118.6792 (142.417) [0.83332]	1.33E-06 (1.3E-06) [0.98724]	-2.32E-07 (1.3E-06) [-0.17817]
D(IDE(-1))	-0.000247 (0.00018) [-1.36382]	-0.341505 (0.14860) [-2.29816]	8.39E-10 (1.4E-09) [0.59660]	-4.31E-10 (1.4E-09) [-0.31764]
D(INF(-1))	-8657.887 (18854.6) [-0.45919]	-5570146. (1.5E+07) [-0.36044]	0.082917 (0.14617) [0.56724]	-0.018768 (0.14122) [-0.13290]
D(TCH(-1))	-17274.32 (24347.3) [-0.70950]	38244735 (2.0E+07) [1.91647]	0.034249 (0.18876) [0.18144]	0.307665 (0.18236) [1.68715]
C	452910.3 (138884.) [3.26106]	-93054068 (1.1E+08) [-0.81745]	-0.585515 (1.07673) [-0.54379]	1.747605 (1.04023) [1.68003]

Source : résultat obtenue à partir du logiciel Eviews7.

D'après le tableau ci-dessous les résultats obtenus montrent que le terme à correction d'erreur (DPIB) significativement différent de zéro et les autres valeurs (DIDE, DTCH, DINF) ne sont pas significative. On remarque, qu'à court terme, l'évolution de PIB ne dépend aucune valeurs retardée d'une seule période.

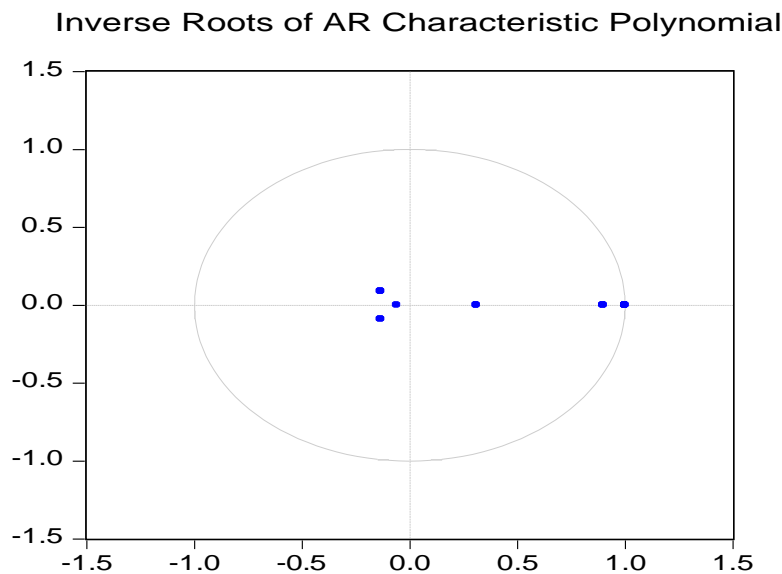
CointEq1 indique les résidus retardés d'une période de la relation de cointégration dans le tableau ci-dessous, les résultats de l'estimation, montrent que le coefficient d'ajustement (force de rappel= -0.012) est négatif et Significativement différent de zéro. Donc le terme à correction d'erreur est caractérisé par un retour vers la cible de long terme (vers l'équilibre).

2. Validation du modèle VECM

2.1. La stabilité du modèle VECM

Après avoir déterminé l'ordre du modèle VECM et estimé les équations fonctionnelles, cette étape consiste à vérifier la stabilité de ce dernier, c'est-à-dire sa stationnarité.

Figure n°03: cercle de la racine unitaire



Source : résultat obtenue à partir du logiciel Eviews7.

L'inverse des racines associées à partie AR appartient au disque unité complexe. Le VECM est donc bien stationnaire.

2.2. Test d'autocorrélation des erreurs

A ce niveau, nous allons utiliser « l'autocorrélation LM test » qui fait l'objet de tester le Critère de non autocorrélation des résidus. L'hypothèse nulle est qu'il y a absence d'autocorrélation contre l'hypothèse alternative d'existence d'autocorrélation.

Les résultats présentés dans le tableau suivant :

Chapitre 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

Tableau N°28: Test d'autocorrélation des erreurs

VEC Residual Serial Correlation LM T...
Null Hypothesis: no serial correlation ...
Date: 08/10/20 Time: 09:40
Sample: 1970 2018
Included observations: 47

Lags	LM-Stat	Prob
1	10.53156	0.8374
2	23.44993	0.1022
3	16.21424	0.4381
4	25.53985	0.0609
5	17.19580	0.3730
6	41.97505	0.0004
7	41.84549	0.0004
8	17.24931	0.3696
9	19.93788	0.2230
10	26.03004	0.0536

Probs from chi-square with 16 df.

Source : Résultat obtenue à partir d logiciel Eviews.4.

A partir de ce test, on constate l'absence d'autocorrélation des erreurs, puisque la probabilité Associée à LM-stat pour un retard de $h=1$ est supérieur à 5%, ce qui confirme que les résidus sont engendrés par un processus de bruit blanc.

3. Analyse des fonctions de réponses impulsionnelles.

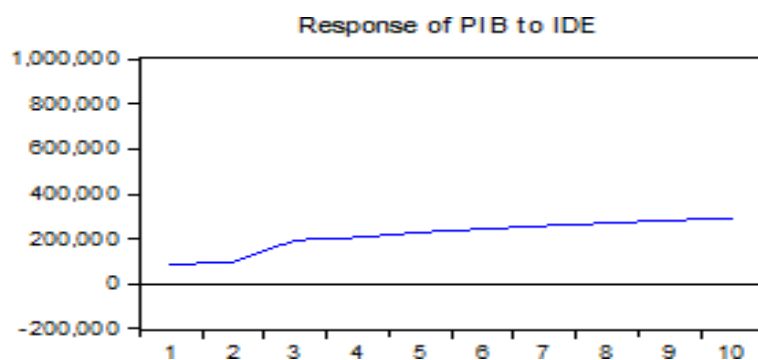
Cette analyse nous permet d'avoir une information sur la relation PIB suit à une variation ou une modification enregistrée au niveau des variable qu'on a supposé explicatif.

Ce test nous permet d'avoir une information concernant l'évolution du PIB suit a un choc des autres variables explicatives.

On ne considère que l'amplitude de choc égale à une fois l'écart type de la variance explicative et que l'observation s'étale sur un horizon de 10 ans.

- **Pour l'IDE**

Figure N° 04 : réponse du PIB au choc de l'IDE.



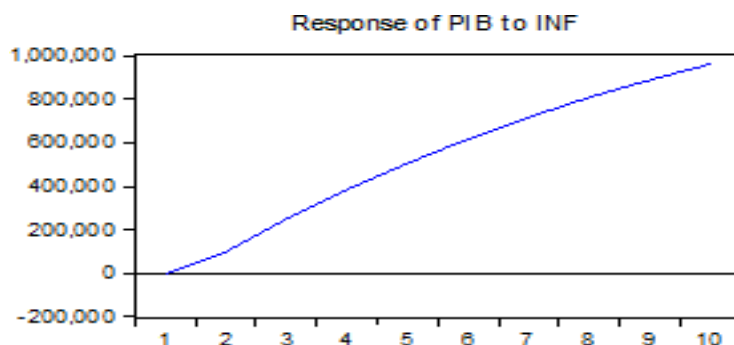
Chapitre 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

Source : Résultat obtenue à partir de logiciel Eviews.4.

La figure ci-dessus illustre la réponse du produit intérieure brut à un choc sur l'IDE, nous remarquons que le choc est transitoire, c'est-à-dire que la variable retrouve leur équilibre au bout de 10 périodes. La fonction elle a un impact positif sur le produit intérieur brut.

- **Pour le taux d'inflation**

Figure N° 05 : réponse du PIB au choc de l'INF.

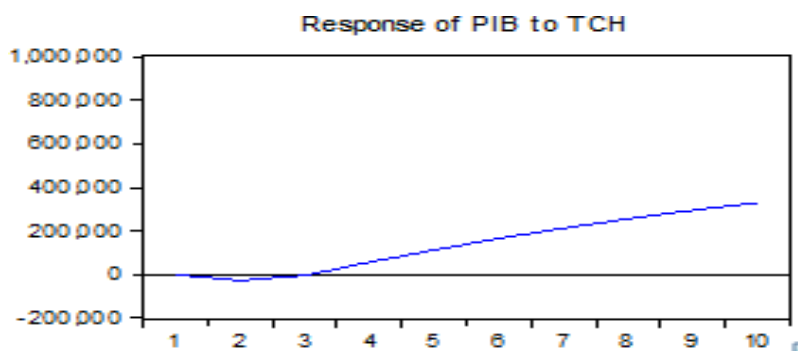


Source : Résultat obtenue à partir de logiciel Eviews.4.

La figure ci-dessus illustre la réponse du produit intérieure brut à un choc sur le taux d'inflation, nous remarquons que le choc est transitoire.

- **Pour le taux de change**

Figure N° 06 : réponse du PIB au choc du TCH.



Source : Résultat obtenue à partir de logiciel Eviews.4.

La figure ci-dessus illustre la réponse du produit intérieure brut à un choc sur Le taux de change, nous remarquons que le choc est transitoire, le choc amortissant à partir de la deuxième période en répercute par la suite.

CONCLUSION

Dans ce chapitre, le modèle utilisé est modèle VECM par la méthode de vraisemblance car notre étude concerne des relations à long terme, les variables utiliser sont les variables intégrées de même à l'exception de la variable PIB comporte une tendance significative, donc I(1).

A travers les résultats du test de la trace, il existe une relation de cointégration, nous avons constatés qu'il y a un processus de bruit blanc ; ce qui nous permet de valider un modèle VECM, il affirme qu'il existe une relation de long terme entre les variables sélectionnées (PIB, IDE, INF, TCH) au seuil de 5%.

Selon les résultats de l'estimation du modèle VECM nous constatons que :

Les élasticités de long terme entre les variables sont plus importantes que celle du court terme, ce qui est d'ailleurs, une caractéristique typique des modèles économétrique. Les résultats issus de notre analyse économétrique nous montrent l'existence d'une relation positive entre les investissements directs étrangers et le produit intérieur brut.

Conclusion générale

Les investissements directs étrangers jouent un rôle important dans la croissance économique des pays en développement et émergence et même dans la croissance des pays développés. Un consensus semble être dégagé tant parmi les universitaires que parmi les décideurs, sur le rôle des IDE dans l'accélération de la croissance et l'intégration dans l'économie mondiale. En effet, ces dernières décennies les pays en voie de développement ont entré dans une concurrence en vue d'attirer les flux des IDE sur leurs territoires dans un but d'accumulation du capital, la diffusion technologique...etc. l'Algérie fait partie de ces pays, notamment avec ces politiques d'ajustements des finances publiques et de la libéralisation de l'économie ce que lui permet d'attirer environ 1,506 milliards de dollars des flux d'IDE en 2018.

Dans ce cas, l'objectif de notre mémoire est d'analyser l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie pour la période allant de 1970 à 2018, sur la base des études théoriques et empiriques, nous avons mené ce travail dans le but de déterminer les facteurs qui influencent le choix des IDE en Algérie. Car on a divisé notre mémoire en trois chapitres, les deux chapitres en un caractère théorique alors que le troisième à un caractère empirique. Dans le premier chapitre, nous avons tenté d'exposer le phénomène des IDE (définitions, caractéristique, forme d'IDE) et la relation existante entre les IDE et la croissance économique. Dans le deuxième chapitre, nous avons donné un aperçu de la politique d'attractivité des IDE et leurs initiatives favorables en Algérie. Quant au chapitre trois, il constitue l'essence de notre travail, il consiste à la modélisation économétrique ainsi qu'à l'interprétation économique des résultats obtenus dans l'étude des déterminants des flux des investissements directs étrangers en Algérie pour la période 1970 à 2018.

Dans notre analyse empirique, nous avons débuté par une détermination des variables qui influencent IDE en Algérie, qui sont : PIB, taux inflation et taux de change. Ensuite en passé à une modélisation économétrique, en utilisant une approche économétrique basée sur la méthode vectorielle à correction d'erreurs (VECM), dans l'objectif d'étudier la relation de long terme.

Cette analyse empirique a été entamée par une étude graphique de chaque série, afin de mieux appréhender leur comportement, de suivre leurs évolution dans le temps et d'analyser la stationnarité des séries : l'application du test d'ADF ont révélé que les variable IDE, PIB, INF, TCH sont intégrés d'ordre (1).

Conclusion générale

Les résultats d'estimation de la relation à long terme entre le PIB réel et les autres variables peuvent être résumés comme suite :

-A long terme, l'investissement direct étranger, taux d'inflation et taux de change ont une influence significative sur la croissance de PIB réel.

- A court terme, le PIB réel ne dépend aucune valeur.

-Pour le test d'autocorrélation des erreurs. Le test montre une absence d'autocorrélation des résidus, donc notre modèle est validé.

Cela signifie que les IDE ont un impact positif sur la croissance économique en Algérie à long terme, les investisseurs étrangers choisissent d'investir dans des pays en fonction de sa ressource naturelle, et leur proximité géographique.

A la fin pour tirer pleinement profit de leurs effets et externalités positives, nous recommandons les mesures suivantes :

- Améliorer le cadre macroéconomique : pour l'Algérie, c'est de sortir de la contrainte de l'instabilité en assurant d'abord un environnement économique, sociopolitique stable aux investisseurs étrangers ;
- Augmenter et améliorer la qualité des infrastructures physiques : l'Etat devrait continuer à fournir à l'économie les services et infrastructures publique essentiels (électricité, eau, routes...etc.) ;
- Maitriser le risque pays afin d'attirer plus d'investissements directs étrangers ;
- Relever la qualité de la main d'œuvre.

• Bibliographie

➤ **Les ouvrages :**

- Marouane ALAYA (2006), «investissement direct étranger et croissance économique», les cahiers de L'IRD, Paris, AUF.
- Andrew Harison, Etugrul Dalkiran et Ena Elsay (2004), « *Business international et mondialisation* ». De Boeck., Paris.
- Régis Bénichi (2006), « *Histoire de la mondialisation* », Veubert, Paris.
- Paul Krugman et Maurice Obstfeld (2006), « *Economie internationale* », de Boeck. Paris.
- Dominique Salvatore (2008), « *Economie internationale* ». De Boeck.
- Alain Samuelson (1993), « *Economie internationale* », OPU. France.
- Denis Lacoste et Pierre-André Bigues (2011), « *Stratégie d'internationalisation des entreprises : menaces et opportunités* », De Boeck. Bruxelles.
- Christian Milelli et Michel Delapierre(1995), « *les firmes multinationales* », Veubert.
- Guillaume Shier et Olivier Meir (2005), « *les entreprises multinationales* », Dunod.
- Dominique Rider (2007), « *les gagnants et les perdants dans la mondialisation* », Economica. Paris.
- Michel Rainelli (1990), « *stratégies des entreprises face à la mondialisation* », Ed management et société. Paris.
- Jean Louis et Jean Marie Cardebat (2010), « *les nouveaux défis d'internationalisation : quel développement international après la crise* », De Boeck. Paris.
- Christian Milelli et Michel Delapierre (1995), « *les firmes multinationales* », Veubert, Paris.
- Perroux (2004) : « *les théories de la croissance* ». Edition DUNOD, paris.
- MILLER .j (1999). « *Manuel et application économique* ». Edition, DUNOD, paris.
- BELATTA.F.M (2003): « *économie du développement, l'office des publications universitaires* », Alger.
- BERNIR.B et Simon. Y (2007), « *initiation à la macroéconomie* », 9^e Edition, DUNOD. Paris.
- Améziane.F (2011): « *croissance économique et développement : nouvelle approches* ». Edition campus ouvert. France.

➤ **Revue, rapports et documents statistiques**

- ZIMMERMAN. T (2008), «les investissements directs : évolution actuelle en théorie, pratique et politique».
- Marouane Alaya 2009/4 (n°148). « A quelle condition les IDE stimulent- ils la croissance ? IDE, croissance et catalyseurs dans les pays méditerranéens », mondes en développement.

- Abdelhakim, B et Brahim, B (2017). « *impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique en Algérie : une étude empirique en utilisant l'approche ARCH et GARCH* ».
- Rapport sur l'investissement dans le monde, CNUCED, 2002.
- Rapport mondial sur l'investissement CNUCED 2019.
- Rapport sur les prix du gaz en Algérie, sonal gaz 2018.
- ANDI, Invest in Algeria, 2010.
- ANIMA, «*Investissement Network*». 2010.
- Banque mondiale, «Stratégie macroéconomique à moyen terme pour l'Algérie : soutenir une croissance plus rapide avec la stabilité économiques et sociales», Rapport n°26005-AL, 2008.
- CNUCED, «*Rapport sur les IDE dans le monde*», United Nations Publication, New York et Genève, 2013.
- CNCUD, «Examen de la politique de l'investissement en Algérie», New York et Genève, 2004.
- FMI, «Algérie : consultation de 2010 au titre de l'article IV», Rapport n°11/39, Washington, D. C, Mars 2011.
- KPMG, Guide investir en Algérie, 2016.

➤ *Mémoires et thèses*

- Lillouche Souad et Mouhoubi souhila (2013), «Analyse économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie 1970-2011», mémoire de master en sciences économiques, université de Bejaia.
- Benoit Kafando (2011), «Investissement direct étranger et croissance économique au Burkina Faso», mémoire de master en économie, université de Ouaga II.
- Bekihal Mohamed (2013), «Essai d'évaluation empirique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie 1990-2010», mémoire de master en économie, université d'Oran.
- Bouakline Siham (2009), «L'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie», mémoire de magistère, en économie et statistique appliquée, INPS, Ben Aknoun.
- Inès Thaalbi (2013), «Déterminants et impact des IDE sur la croissance économique en Tunisie», thèse de doctorat en sciences économiques, université de Strasbourg.
- Ait Atmane Braham (2019), «Impact des IDE sur la croissance économique», Thèse de doctorat en sciences économiques, université A-Mira de Bejaia.

➤ *Sites internet*

- <http://www.andi.dz>
- <http://www.cnuCED.org>
- <http://www.doingbusiness.org>
- <http://www.banquemondiale.org>

- <http://www.bank-of-algeria.dz>
- <http://www.ons.dz>
- <http://www.insee.fr>
- <http://www.oecd.org>

➤ ***Logiciels***

- Eviews 4.0
- Eviews 7

Annexe N° 01 : Présentation des données

Le tableau des données

Année	TCH*	INF**	IDE*	PIB*
1970	4,94	6,6	80120000	24072.3
1971	4,91	2,63	600000	24922.8
1972	4,48	3,66	41490000	30413.2
1973	3,96	6,17	51000000	34593.1
1974	4,18	4,7	358000000	55560.9
1975	3,95	8,23	119000000	61573.9
1976	4,16	9,43	187000000	74075.1
1977	4,15	11,99	178452646,8	87240.5
1978	3,97	17,52	135152172,3	104831.6
1979	3,85	11,35	25692486,04	1282226
1980	3,84	9,52	348669038,1	162507.2
1981	4,32	14,65	13207259,36	191468.5
1982	4,59	6,54	-53569192,64	207551.9
1983	4,79	5,97	417641,1628	233752
1984	4,98	8,12	802668,8741	264469.8
1985	5,03	10,48	397788,2971	291597.2
1986	4,7	12,37	5316528,378	296551.4
1987	4,85	7,44	3711537,9	312787.1
1988	5,91	5,91	13018265,02	347716.9
1989	7,61	9,3	12091646,8	422043
1990	8,96	16,65	334914,5642	554388.1
1991	18,47	25,89	11638686,45	862132.8
1992	21,84	31,67	30000000	1074695.8
1993	23,35	20,54	1000	1189724.9
1994	35,06	29,05	1000	1487403.6
1995	47,66	29,78	1000	2004994.7
1996	54,75	18,68	270000000	2570028.9
1997	57,71	5,73	260000000	2780168.1
1998	58,74	4,95	606600000	2780168.1
1999	66,57	2,65	291600000	3238197.5
2000	75,26	0,34	280100000	4123513.9
2001	77,22	4,23	1113105541	4227113.1
2002	79,68	1,42	1064960000	4521773.3
2003	77,39	4,27	637880000	5247482.8
2004	72,06	3,96	881850000	6135917
2005	73,28	1,38	1156000000	7543965.3
2006	72,65	2,31	1841000000	8460499.9
2007	69,29	3,67	1686736540	9366526
2008	64,58	4,86	2638607034	11090022
2009	72,65	5,73	2746930734	10034255
2010	74,39	3,91	2300369124	12049493
2011	72,94	4,52	2571237025	14647966
2012	77,54	8,89	1500402453	16691252.3
2013	79,37	3,25	1691886708	16681921
2014	80,56	2,92	1502206171	17205106.3
2015	100,46	4,78	-537792920,9	20259044.3

2016	109,47	6,4	1638263954	17514634.9
2017	110,96	5,59	1200965280	18575761.1
2018	114,9	4,27	1506316886	20259044.3

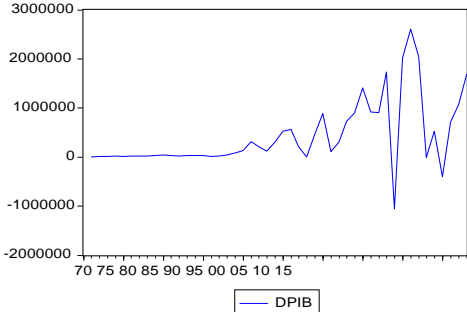
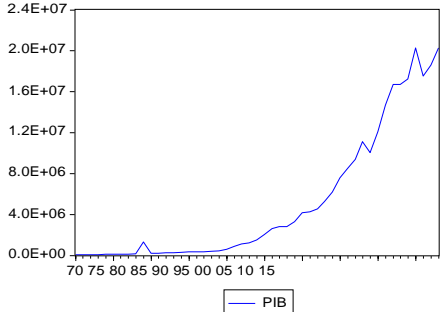
Source : *banque mondial.

**Fond monétaire international.

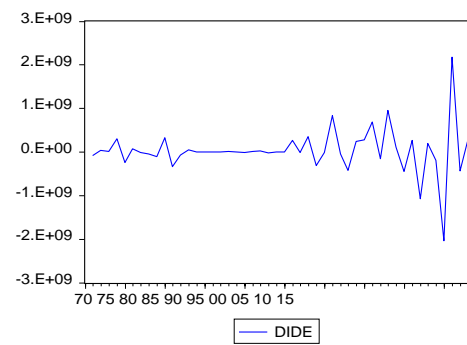
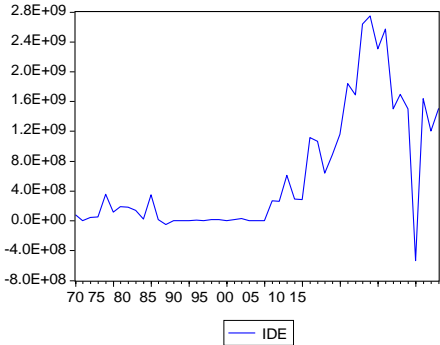
Annexe 02 : Evolution graphique des séries en niveau et en différence.

Les graphes des séries en niveau et en différence

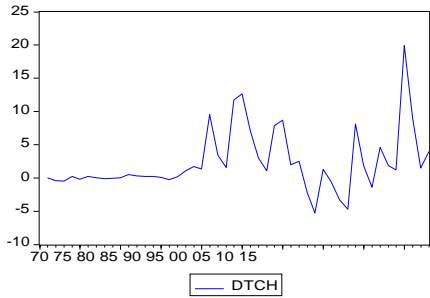
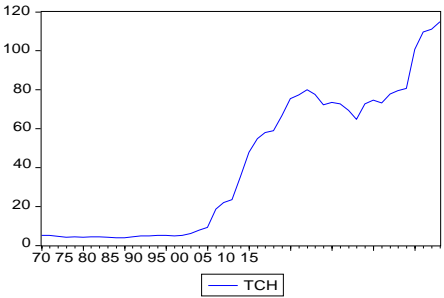
➤ Pour la série PIB



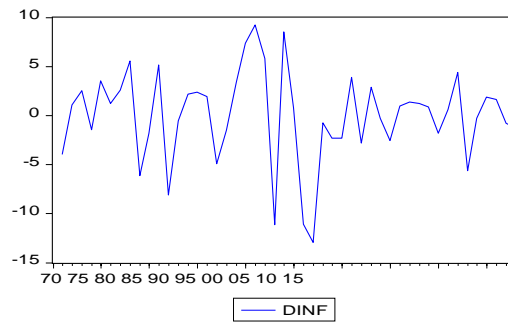
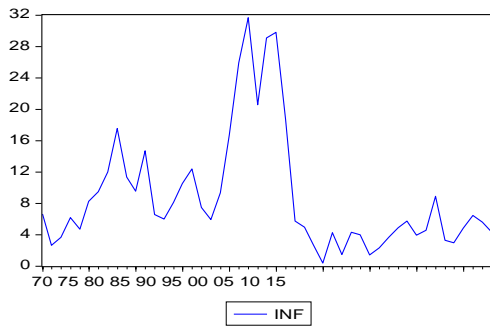
➤ Pour la série IDE



➤ Pour la série taux de change

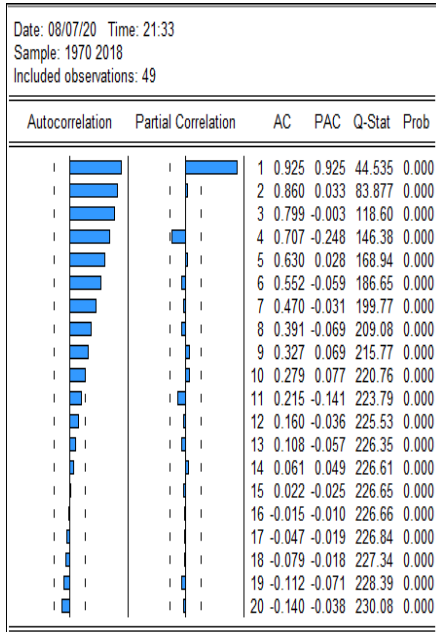


➤ **Pour la série d'inflation**

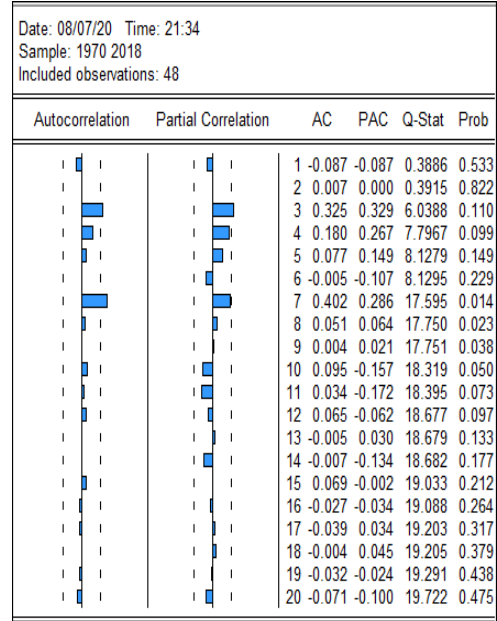


Les corrélogrammes des séries en niveau et en différence

➤ Pour la série PIB

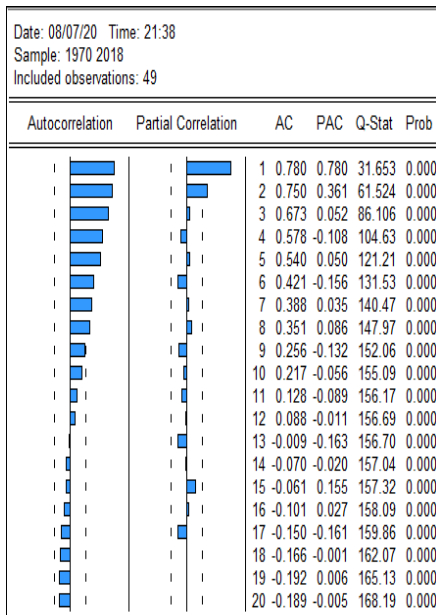


DPIB

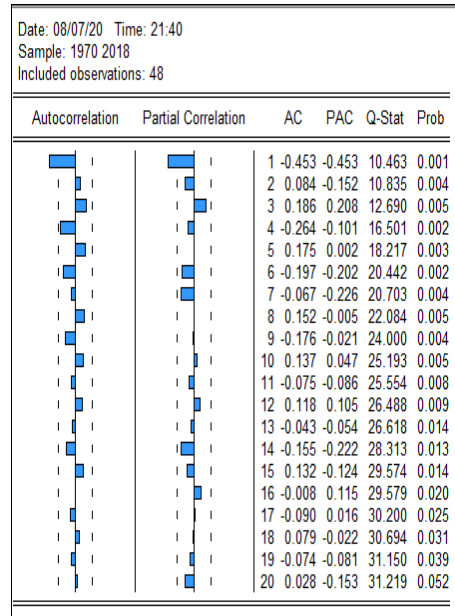


➤ Pour la série IDE

IDE

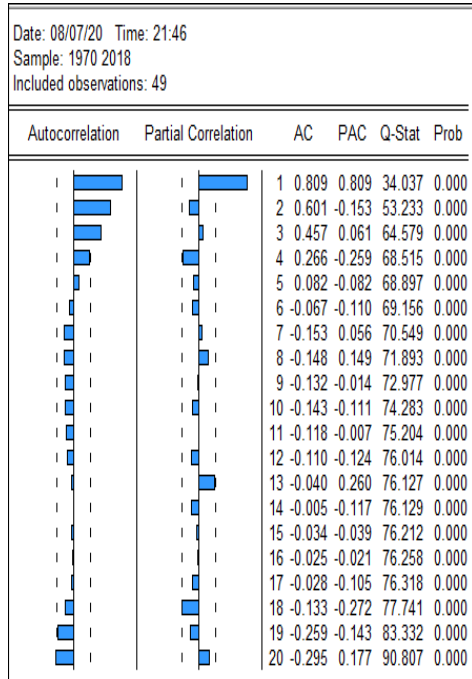


DIDE

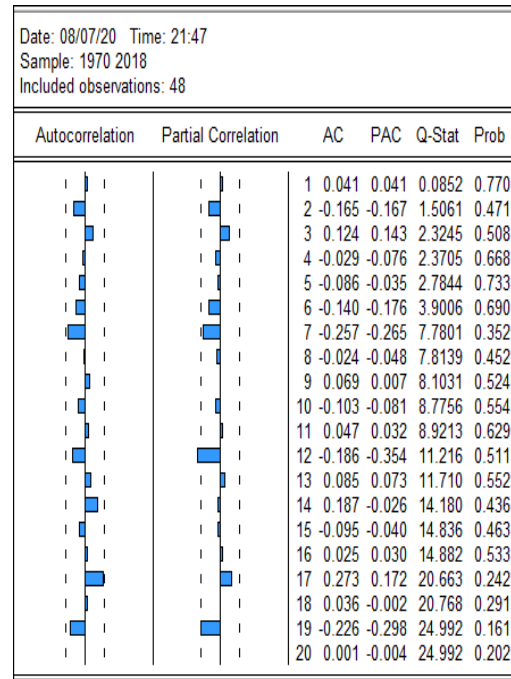


➤ Pour la série taux d'inflation

INF

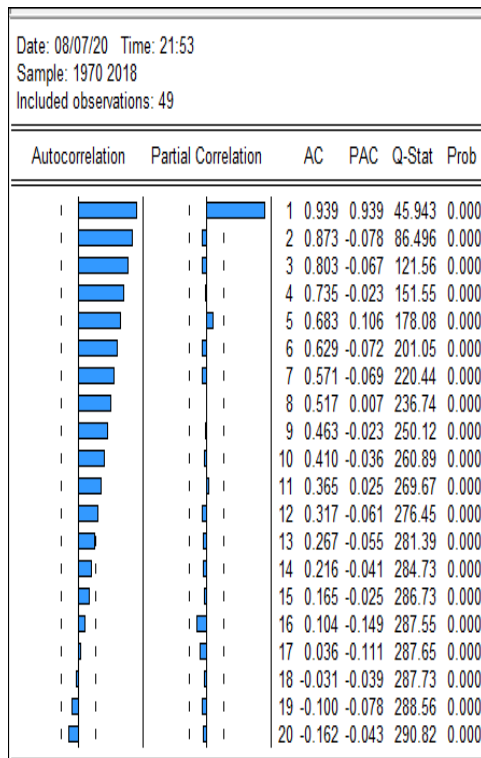


DINF

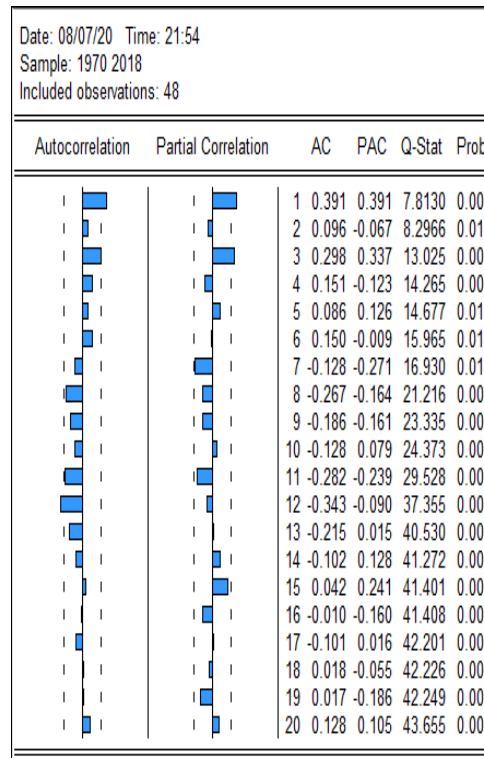


➤ Pour la série taux de change

TCH



DTCH



Annexe N° 03 : Présentation des résultats des tests de racine Unitaires (DF et ADF)

Les investissements directs étrangers

Modèle[03] IDE

ADF Test Statistic	-2.185635	1% Critical Value*	-4.1630	
		5% Critical Value	-3.5066	
		10% Critical Value	-3.1828	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(IDE)				
Method: Least Squares				
Date: 07/18/20 Time: 14:20				
Sample(adjusted): 1972 2018				
Included observations: 47 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE(-1)	-0.284198	0.130030	-2.185635	0.0343
D(IDE(-1))	-0.313910	0.144468	-2.172877	0.0353
C	-1.08E+08	1.58E+08	-0.685540	0.4967
@TREND(1970)	12888380	7557675.	1.705337	0.0953
R-squared	0.285913	Mean dependent var	32036529	
Adjusted R-squared	0.236093	S.D. dependent var	5.47E+08	
S.E. of regression	4.78E+08	Akaike info criterion	42.88798	
Sum squared resid	9.81E+18	Schwarz criterion	43.04544	
Log likelihood	-1003.868	F-statistic	5.738926	
Durbin-Watson stat	2.039330	Prob(F-statistic)	0.002149	

Modèle [02] IDE

ADF Test Statistic	-1.346393	1% Critical Value*	-3.5745	
		5% Critical Value	-2.9241	
		10% Critical Value	-2.5997	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(IDE)				
Method: Least Squares				
Date: 07/18/20 Time: 14:24				
Sample(adjusted): 1972 2018				
Included observations: 47 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE(-1)	-0.121540	0.090270	-1.346393	0.1851
D(IDE(-1))	-0.394027	0.139546	-2.823628	0.0071
C	1.16E+08	89561740	1.294905	0.2021
R-squared	0.237618	Mean dependent var	32036529	
Adjusted R-squared	0.202965	S.D. dependent var	5.47E+08	
S.E. of regression	4.88E+08	Akaike info criterion	42.91087	
Sum squared resid	1.05E+19	Schwarz criterion	43.02897	
Log likelihood	-1005.406	F-statistic	6.856933	
Durbin-Watson stat	2.083571	Prob(F-statistic)	0.002557	

Modèle [01] IDE

ADF Test Statistic	-0.700793	1% Critical Value*	-2.6120	
		5% Critical Value	-1.9478	
		10% Critical Value	-1.6195	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(IDE)				
Method: Least Squares				
Date: 07/18/20 Time: 14:28				
Sample(adjusted): 1972 2018				
Included observations: 47 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE(-1)	-0.050696	0.072341	-0.700793	0.4870
D(IDE(-1))	-0.423673	0.138687	-3.054896	0.0038
R-squared	0.208565	Mean dependent var	32036529	
Adjusted R-squared	0.190977	S.D. dependent var	5.47E+08	
S.E. of regression	4.92E+08	Akaike info criterion	42.90572	
Sum squared resid	1.09E+19	Schwarz criterion	42.98445	
Log likelihood	-1006.284	Durbin-Watson stat	2.094445	

1^{er} Différence IDE

ADF Test Statistic	-6.494219	1% Critical Value*	-2.6132	
		5% Critical Value	-1.9480	
		10% Critical Value	-1.6195	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(IDE,2)				
Method: Least Squares				
Date: 07/18/20 Time: 14:50				
Sample(adjusted): 1973 2018				
Included observations: 46 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(IDE(-1))	-1.654637	0.254786	-6.494219	0.0000
D(IDE(-1),2)	0.140755	0.150375	0.936027	0.3544
R-squared	0.729532	Mean dependent var	5749165.	
Adjusted R-squared	0.723385	S.D. dependent var	9.41E+08	
S.E. of regression	4.95E+08	Akaike info criterion	42.92021	
Sum squared resid	1.08E+19	Schwarz criterion	42.99972	
Log likelihood	-985.1649	Durbin-Watson stat	1.930919	

Taux d'inflation

Modèle [03] INF

ADF Test Statistic	-2.285502	1% Critical Value*	-4.1584	
		5% Critical Value	-3.5045	
		10% Critical Value	-3.1816	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(INF)				
Method: Least Squares				
Date: 07/28/20 Time: 21:39				
Sample(adjusted): 1971 2018				
Included observations: 48 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INF(-1)	-0.202593	0.088643	-2.285502	0.0270
C	2.820858	1.702083	1.657298	0.1044
@TREND(1970)	-0.042938	0.048547	-0.884457	0.3812
R-squared	0.106663	Mean dependent var	-0.048542	
Adjusted R-squared	0.066959	S.D. dependent var	4.703320	
S.E. of regression	4.543126	Akaike info criterion	5.925569	
Sum squared resid	928.7998	Schwarz criterion	6.042519	
Log likelihood	-139.2137	F-statistic	2.686472	
Durbin-Watson stat	1.740839	Prob(F-statistic)	0.079039	

Modèle [02] INF

ADF Test Statistic	-2.147676	1% Critical Value*	-3.5713	
		5% Critical Value	-2.9228	
		10% Critical Value	-2.5990	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(INF)				
Method: Least Squares				
Date: 07/28/20 Time: 21:41				
Sample(adjusted): 1971 2018				
Included observations: 48 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INF(-1)	-0.185182	0.086224	-2.147676	0.0370
C	1.612698	1.013053	1.591919	0.1183
R-squared	0.091134	Mean dependent var	-0.048542	
Adjusted R-squared	0.071376	S.D. dependent var	4.703320	
S.E. of regression	4.532361	Akaike info criterion	5.901137	
Sum squared resid	944.9458	Schwarz criterion	5.979104	
Log likelihood	-139.6273	F-statistic	4.612513	
Durbin-Watson stat	1.740057	Prob(F-statistic)	0.037041	

Modèle [01] INF

ADF Test Statistic	-1.420542	1% Critical Value*	-2.6110	
		5% Critical Value	-1.9476	
		10% Critical Value	-1.6194	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(INF)				
Method: Least Squares				
Date: 07/28/20 Time: 21:44				
Sample(adjusted): 1971 2018				
Included observations: 48 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INF(-1)	-0.080377	0.056582	-1.420542	0.1621
R-squared	0.041063	Mean dependent var	-0.048542	
Adjusted R-squared	0.041063	S.D. dependent var	4.703320	
S.E. of regression	4.605742	Akaike info criterion	5.913098	
Sum squared resid	997.0042	Schwarz criterion	5.952081	
Log likelihood	-140.9143	Durbin-Watson stat	1.829564	

1^{er} différence INF

ADF Test Statistic	-6.555628	1% Critical Value*	-2.6120	
		5% Critical Value	-1.9478	
		10% Critical Value	-1.6195	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(INF,2)				
Method: Least Squares				
Date: 07/28/20 Time: 21:45				
Sample(adjusted): 1972 2018				
Included observations: 47 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(INF(-1))	-0.959216	0.146320	-6.555628	0.0000
R-squared	0.482969	Mean dependent var	0.056383	
Adjusted R-squared	0.482969	S.D. dependent var	6.556271	
S.E. of regression	4.714277	Akaike info criterion	5.960115	
Sum squared resid	1022.323	Schwarz criterion	5.999480	
Log likelihood	-139.0627	Durbin-Watson stat	1.973899	

Taux de change

Modèle [03] TCH

ADF Test Statistic	-2.035313	1% Critical Value*	-4.1630	
		5% Critical Value	-3.5066	
		10% Critical Value	-3.1828	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(TCH)				
Method: Least Squares				
Date: 07/18/20 Time: 21:23				
Sample(adjusted): 1972 2018				
Included observations: 47 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TCH(-1)	-0.101377	0.049809	-2.035313	0.0480
D(TCH(-1))	0.376127	0.138268	2.720264	0.0094
C	-2.072882	1.633318	-1.269123	0.2112
@TREND(1970)	0.308334	0.129153	2.387364	0.0214
R-squared	0.257348	Mean dependent var	2.340213	
Adjusted R-squared	0.205535	S.D. dependent var	4.700816	
S.E. of regression	4.189967	Akaike info criterion	5.784528	
Sum squared resid	754.9005	Schwarz criterion	5.941988	
Log likelihood	-131.9364	F-statistic	4.966869	
Durbin-Watson stat	1.969616	Prob(F-statistic)	0.004774	

Modèle [02] TCH

ADF Test Statistic	0.490458	1% Critical Value*	-3.5745	
		5% Critical Value	-2.9241	
		10% Critical Value	-2.5997	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(TCH)				
Method: Least Squares				
Date: 07/18/20 Time: 21:29				
Sample(adjusted): 1972 2018				
Included observations: 47 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TCH(-1)	0.009363	0.019091	0.490458	0.6262
D(TCH(-1))	0.369891	0.145439	2.543272	0.0146
C	1.123120	0.984421	1.140894	0.2601
R-squared	0.158912	Mean dependent var	2.340213	
Adjusted R-squared	0.120681	S.D. dependent var	4.700816	
S.E. of regression	4.408051	Akaike info criterion	5.866444	
Sum squared resid	854.9600	Schwarz criterion	5.984538	
Log likelihood	-134.8614	F-statistic	4.156596	
Durbin-Watson stat	1.936255	Prob(F-statistic)	0.022208	

Modèle [01] TCH

ADF Test Statistic	1.751415	1% Critical Value*	-2.6120	
		5% Critical Value	-1.9478	
		10% Critical Value	-1.6195	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(TCH)				
Method: Least Squares				
Date: 07/18/20 Time: 21:34				
Sample(adjusted): 1972 2018				
Included observations: 47 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TCH(-1)	0.024347	0.013901	1.751415	0.0867
D(TCH(-1))	0.383867	0.145407	2.639941	0.0114
R-squared	0.134030	Mean dependent var	2.340213	
Adjusted R-squared	0.114787	S.D. dependent var	4.700816	
S.E. of regression	4.422800	Akaike info criterion	5.853044	
Sum squared resid	880.2520	Schwarz criterion	5.931774	
Log likelihood	-135.5465	Durbin-Watson stat	1.935176	

1^{er} différence TCH

ADF Test Statistic	-3.168678	1% Critical Value*	-2.6132	
		5% Critical Value	-1.9480	
		10% Critical Value	-1.6195	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(TCH,2)				
Method: Least Squares				
Date: 07/18/20 Time: 21:36				
Sample(adjusted): 1973 2018				
Included observations: 46 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(TCH(-1))	-0.475183	0.149963	-3.168678	0.0028
D(TCH(-1),2)	-0.020244	0.151660	-0.133481	0.8944
R-squared	0.239592	Mean dependent var	0.095000	
Adjusted R-squared	0.222310	S.D. dependent var	5.240413	
S.E. of regression	4.621350	Akaike info criterion	5.941756	
Sum squared resid	939.7026	Schwarz criterion	6.021262	
Log likelihood	-134.6604	Durbin-Watson stat	2.006497	

Tableau : les valeurs critiques de la constante et de la tendance du test de DF

N	Modèle (2)			Modèle (3)					
	Constante			Constante			Trend		
	1%	5%	10%	1%	5%	10%	1%	5%	10%
25	3,41	2,61	2,20	4,05	3,20	2,77	3,74	2,85	2,39
50	3,28	2,56	2,18	3,87	3,14	2,75	3,60	2,81	2,38
100	3,22	2,54	2,17	3,78	3,11	2,73	3,53	2,79	2,38
250	3,19	2,53	2,16	3,74	3,09	2,73	3,49	2,79	2,38
500	3,18	2,52	2,16	3,72	3,08	2,72	3,48	2,78	2,38
∞	3,18	2,52	2,16	3,71	3,08	2,72	3,46	2,78	2,38

Annexe N° 04 : Test de cointégration

Vector Error Correction Estimates

Date: 08/05/20 Time: 09:05

Sample (adjusted): 1972 2018

Included observations: 47 after adjustments

Standard errors in () & t-statistics in []

Cointegrating Eq:	CointEq1			
PIB(-1)	1.000000			
IDE(-1)	-0.020321 (0.00869) [-2.33885]			
INF(-1)	-2695641. (725329.) [-3.71644]			
TCH(-1)	-794776.1 (224561.) [-3.53924]			
C	64526927			
Error Correction:	D(PIB)	D(IDE)	D(INF)	D(TCH)
CointEq1	-0.012098 (0.00379) [-3.19135]	3.386600 (3.10718) [1.08993]	6.11E-08 (2.9E-08) [2.07827]	-2.75E-08 (2.8E-08) [-0.96883]
D(PIB(-1))	0.056445 (0.17376) [0.32485]	118.6792 (142.417) [0.83332]	1.33E-06 (1.3E-06) [0.98724]	-2.32E-07 (1.3E-06) [-0.17817]
D(IDE(-1))	-0.000247 (0.00018) [-1.36382]	-0.341505 (0.14860) [-2.29816]	8.39E-10 (1.4E-09) [0.59660]	-4.31E-10 (1.4E-09) [-0.31764]
D(INF(-1))	-8657.887 (18854.6) [-0.45919]	-5570146. (1.5E+07) [-0.36044]	0.082917 (0.14617) [0.56724]	-0.018768 (0.14122) [-0.13290]
D(TCH(-1))	-17274.32 (24347.3) [-0.70950]	38244735 (2.0E+07) [1.91647]	0.034249 (0.18876) [0.18144]	0.307665 (0.18236) [1.68715]
C	452910.3 (138884.) [3.26106]	-93054068 (1.1E+08) [-0.81745]	-0.585515 (1.07673) [-0.54379]	1.747605 (1.04023) [1.68003]
R-squared	0.331118	0.273064	0.127355	0.179520
Adj. R-squared	0.249547	0.184413	0.020935	0.079462
Sum sq. resids	1.49E+13	9.99E+18	893.5817	834.0117
S.E. equation	602171.5	4.94E+08	4.668477	4.510183
F-statistic	4.059259	3.080220	1.196721	1.794155
Log likelihood	-688.9706	-1004.287	-135.8997	-134.2785
Akaike AIC	29.57322	42.99092	6.038286	5.969296
Schwarz SC	29.80940	43.22711	6.274475	6.205485
Mean dependent	430513.2	32036529	0.034894	2.340213
S.D. dependent	695117.8	5.47E+08	4.718125	4.700816
Determinant resid covariance (dof adj.)	2.04E+31			
Determinant resid covariance	1.18E+31			
Log likelihood	-1948.139			
Akaike information criterion	84.09102			
Schwarz criterion	85.19323			

• Liste des tableaux.

Tableau N°01 : le choix du mode de pénétration du marché étranger.

Tableau N°02 : distribution sectorielle de stock des IDE britanniques en 1914 (en million de \$).

Tableau N°03 : stock des IDE américains en 1960 par zone et par secteur d'activité.

Tableau N°04: Flux d'IDE, par région, 2008-2010(en milliards de dollars).

Tableau N°05 : évolution comparée des IDE et de la croissance économique dans certaines régions.

Tableau N°06 : les prix du gaz en Algérie.

Tableau N°07 : prix de l'électricité en Algérie et dans certains pays voisins en 2016 (en dollars/ KWh).

Tableau N°08 : les conditions d'embauche.

Tableau N°09 : Qualité, durée et cout des procédures pour faire exécuter un contrat

Tableau N°10 : IPC et rang des pays maghrébins en 2016.

Tableau N°11 : difficultés d'octroi de permis de construction et de transfert de propriété en Algérie et dans certains pays voisins.

Tableau N°12: Evolution de l'investissement public en Algérie (en million DA).

Tableau N°13 : Politique commerciale en Algérie et dans certains pays voisins.

Tableau N°14: Indicateurs de commerce transfrontalier en Algérie et dans quelques pays Voisins.

Tableau N°15 : Bilan des privatisations en Algérie.

Tableau N°16 : L'investissement direct étranger en Algérie.

Tableau N°17 : Nombres de retards obtenus pour chaque série.

Tableau N° 18 : Test ADF pour modèle (03) pour la série PIB.

Tableau N°19: Test ADF pour modèle (02) pour la série PIB.

Tableau N°20: Test ADF pour modèle (01).

Tableau N°21:Test ADF modèle (01) pour la série D(PIB).

Tableau N°22: Les résultats des tests de la stationnarité (Test ADF).

Tableau N°23 : Nombres de retards obtenus en VECM.

Tableau N°24 : Test de spécification.

Tableau N°25 : Estimation par la méthode de la trace.

Tableau N°26 : Estimation de la relation de long terme pour le PIB.

Tableau N°27 : Estimation de la relation de court terme.

Tableau N°28 : Test d'autocorrélation des erreurs.

- **Liste des graphes et figures.**

- **Graphes.**

Graph N°01 : Flux et stock d'IDE entrants et sortants (1970-2018).

Graph N°02: la consommation finale des ménages et des administrations publiques en Algérie 2005-2015 (milliards de DA).

Graph N°03 : évolution du PIB (2000-2018) (en milliards de dollars).

Graph N°04 : évolution de l'encours de la dette extérieure de l'Algérie.

Graph N°05 : croissance du PIB en Algérie (% annuel).

Graphe N°06 : l'investissement direct étranger en Algérie (% du PIB).

Graphe N°07 : Évolution du PIB réel en Algérie (en milliards de DA).

Graphe N°08 : Évolution des IDE en Algérie (en milliards de DA).

Graphe N°09 : Évolution du taux d'inflation en Algérie en (%).

Graphe N°10 : Évolution du taux de change en Algérie en (%).

- **Figures.**

Figure N°01 : Les profils institutionnels.

Figure N°02 : Étude de corrélogramme de la série de PIB en niveau.

Figure N°03: cercle de la racine unitaire.

Figure N°04 : réponse du PIB au choc de l'IDE.

Figure N° 05 : réponse du PIB au choc de l'INF.

Figure N° 06 : réponse du PIB au choc du TCH.

• Table des matières

Remerciement

Dédicace

Sommaire

Liste des abréviations

Introduction générale..... 1

CHAPITRE 01 : revue de littérature sur la relation IDE et croissance économique.

Introduction du chapitre.

Section 01 : les IDE, éléments théoriques et actualité du phénomène..... 4

- 1. Définition, caractéristiques et formes de l'IDE.....4**
 - 1.1. La définition des IDE..... 4**
 - 1.2. Les caractéristiques des IDE 5**
 - 1.3. Les formes et les types des IDE..... 6**
 - 1.3.1. Les Greenfield..... 6**
 - 1.3.2. Les fusions acquisitions..... 6**
 - 1.3.3. Les joint-ventures 7**
- 2. Les théories explicatives des IDE 8**
 - 2.1. La théorie des imperfections du marché..... 8**
 - 2.2. La théorie d'optimisation de cycle de vie de produit..... 9**
 - 2.3. La théorie des coûts de transaction ou d'internalisation..... 9**
 - 2.4. La théorie d'éclectisme de Duning...10**
 - 2.5. La théorie de la réaction oligopolistique 11**
- 3. L'évolution des IDE dans le monde 11**
 - 3.1. Avant la deuxième guerre mondiale..... 11**
 - 3.2. De la fin de la 2^{ème} guerre mondiale jusqu'à 2000... 13**
 - 3.3. La décennie 2000... 15**
- 4. Les enjeux des IDE 17**
 - 4.1. Les intérêts des IDE 17**

4.2. Inconvénients de l'IDE.....	18
Section 02 : généralités sur la croissance économique	19
1. Présentation de l'analyse de la croissance.....	19
1.1. Définition de la croissance économique.....	19
1.2. La mesure de la croissance	20
2. la théorie de la croissance exogène.....	21
2.1. La croissance limitée	21
2.2. La croissance illimitée	21
2.2.1. La croissance n'est pas stable.....	21
2.2.2. La croissance est stable	22
2.3. Les limites de la croissance exogène.....	22
3. la nouvelle théorie de la croissance endogène	23
Section 03 : le lien entre les investissements directs étrangers et la croissance économique	23
1. Etudes théoriques	24
1.1. Dans les modèles néoclassiques	24
1.2. Les IDE dans les modèles de croissance endogène	24
1.3. Développements théoriques récent sur la relation IDE-croissance économique	25
2. Travaux empiriques	27
2.1. Etudes empiriques réalisées sur des échantillons de pays à travers le monde	27
2.2. Exemple d'étude empirique réalisée en Algérie... ..	30
Conclusion du chapitre.	
CHAPITRE 02 : les investissements directs étrangers en Algérie.	
Introduction du chapitre.	
Section 01 : Attractivité du site Algérie : atouts et contraintes	33
1. les atouts de l'Algérie à l'attractivité des IDE	33

1.1. Les ressources naturelles et énergétiques.....	34
1.2. Une place géographique stratégique.....	35
1.3. Un marché de travail riche en nombre et à moindre cout.....	35
1.4. L'importance du marché intérieur algérien	36
1.5. Un cadre macroéconomique stable.....	37
2. Les contraintes à l'attractivité à l'IDE en Algérie	39
2.1. La difficulté d'exécution des contrats	39
2.2. Corruption, les institutions et la gouvernance.....	40
2.3. Le dysfonctionnement des équipements d'infrastructures.....	42
2.4. Problème d'accès au foncier.....	43
Section 02 : Les initiatives favorables à l'attractivité aux IDE en Algérie.....	44
1. La politique réglementaire en faveur de l'investissement	44
1.1. l'évolution du cadre réglementaire.....	44
1.2. Les organes de promotion de l'investissement	48
2. Une politique d'ouverture et de libéralisme	50
2.1. Politique d'ouverture économique et commerciale.....	50
2.2. La politique de privatisation	52
2.3. Le « Home sweet Home ».....	54
Section 03 : Les IDE en Algérie en chiffres.....	55
Conclusion du chapitre.	

CHAPITRE 03 : Modélisation économétrique de la relation (IDE-croissance économique) en Algérie.

Introduction du chapitre.

Section 01 : présentation et analyse graphique des séries de données.....	60
1. Choix des variables.....	60
2. Analyse descriptives des séries de donnée.....	61
2.1. Évolution du PIB	61
2.2. Évolution des IDE.....	62
2.3. Évolution taux d'inflation.....	62
2.4. Évolution de taux de change.....	63

Section 2 : Étude de la stationnarité des séries de données	64
1. Analyse du corrélogramme.....	64
2. Application de test de racine unitaire (DF et ADF).....	65
2.1. Détermination du nombre des retards p pour la série PIB	65
2.2. Application du test d'ADF à la série PIB	66
2.3. Présentation des résultats des tests de (DF et ADF) sur les autres séries restantes.....	68
Section03 : Estimation du modèle vectoriel à correction d'erreur	70
1 .Estimation du modèle VECM à la série PIB par la méthode de Johansen	70
2. validation du modèle VECM	74
2 .1. La stabilité du modèle VECM	74
2.2. Test d'autocorrélation des erreurs	75
2.3. Analyse des impulsions	76
Conclusion du chapitre.	
Conclusion générale	79
Bibliographie.....	81
Annexe	84
Liste des tableaux.	
Liste des graphs.	
Table des matières.	
Résumé.	

Résumé

L'investissement direct étranger (IDE) est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un autre pays. L'IDE constitue également un moyen pour acquérir la technologie et pour moderniser l'industrie locale.

Cette présente étude analyse empiriquement la relation entre l'investissement direct étranger et la croissance économique en Algérie, sur une période qui s'étale de 1970 à 2018. Pour mener cette étude, nous avons utilisé le modèle économétrique VECM et la théorie de Cointégration. Les résultats de l'estimation montrent qu'à long terme, les investissements directs étrangers, le taux de change et le taux d'inflation ont un impact significatif sur la croissance économique en Algérie.

Mots clés : IDE, croissance économique, taux de change, taux d'inflation, VECM, cointégration.

Summary

Foreign direct investment (FDI) is an activity whereby an investor residing in one country obtains a lasting interest and significant influence in the management of an entity residing in another country. FDI is also a vehicle for acquiring technology and modernizing local industry.

This present study empirically analyzes the relationship between foreign direct investment and economic growth in Algeria, over a period extending from 1970 to 2018. To conduct this study, we used the VECM econometric model and the theory of co-integration. The results of the estimate show that in the long term, foreign direct investments, the exchange rate and the inflation rate have a significant impact on economic growth in Algeria.

Keywords: FDI, economic growth, exchange rate, inflation rate, VECM, cointegration.

ملخص

الاستثمار الأجنبي المباشر هو نشاط يحصل بموجبه المستثمر المقيم في بلد ما على مصلحة دائمة وتأثير كبير في إدارة كيان مقيم في بلد آخر. الاستثمار الأجنبي المباشر هو أيضا وسيلة اكتساب التكنولوجيا وتحديث الصناعة المحلية.

تحليل هذه الدراسة العلاقة بين الاستثمار الأجنبي المباشر والنمو الاقتصادي في الجزائر بشكل تجريبي، على مدى فترة تمتد من 1970 إلى 2018. لإجراء هذه الدراسة، استخدمنا نموذج اقتصادي قياسي MCEV ونظرية التكامل المشترك. تظهر نتائج التقييم أنه على المدى الطويل، سيكون للاستثمارات الأجنبية المباشرة وسعر الصرف ومعدل التضخم تأثير كبير على النمو الاقتصادي في الجزائر.

الكلمات المفتاحية: الاستثمار الأجنبي المباشر، النمو الاقتصادي، سعر الصرف، معدل التضخم، MCEV، التكامل المشترك.